



Nuit blanche

AUX POMPES funèbres, musique électronique. Sur la tour Eiffel, Sophie Calle dans son lit. Et tant d'autres, samedi 5 octobre au soir, pour une nuit parisienne géante et complètement allumée. Six pages dans notre spécial *aden*.

ÉCOLE

Notre enquête sur l'absentéisme et ses sanctions p. 10 et Pierre Georges p. 36

CÔTE D'IVOIRE

Le rôle de l'armée française p. 5

LILLE

Agriculteurs des villes p. 13

TOULOUSE

Images d'une ville « fragile » p. 30



VOYAGES

L'Ecosse avec Rob Roy p. 26 et 27

MERRILL LYNCH

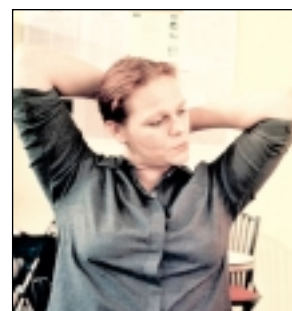
La chute d'un géant de la banque p. 14

International.....	2	Marchés.....	22
Union européenne...	6	Carnet.....	24
France.....	7	Abonnements.....	24
Société.....	10	Aujourd'hui.....	25
Régions.....	13	Météorologie.....	29
Horizons.....	14	Jeux.....	29
Entreprises.....	19	Culture.....	30
Communication.....	21	Radio-Télévision.....	35

HAVAS VOYAGES
www.havasvoyages.fr
Page 27, cliquez et partez!

PORTRAIT

Ouvrière et actrice

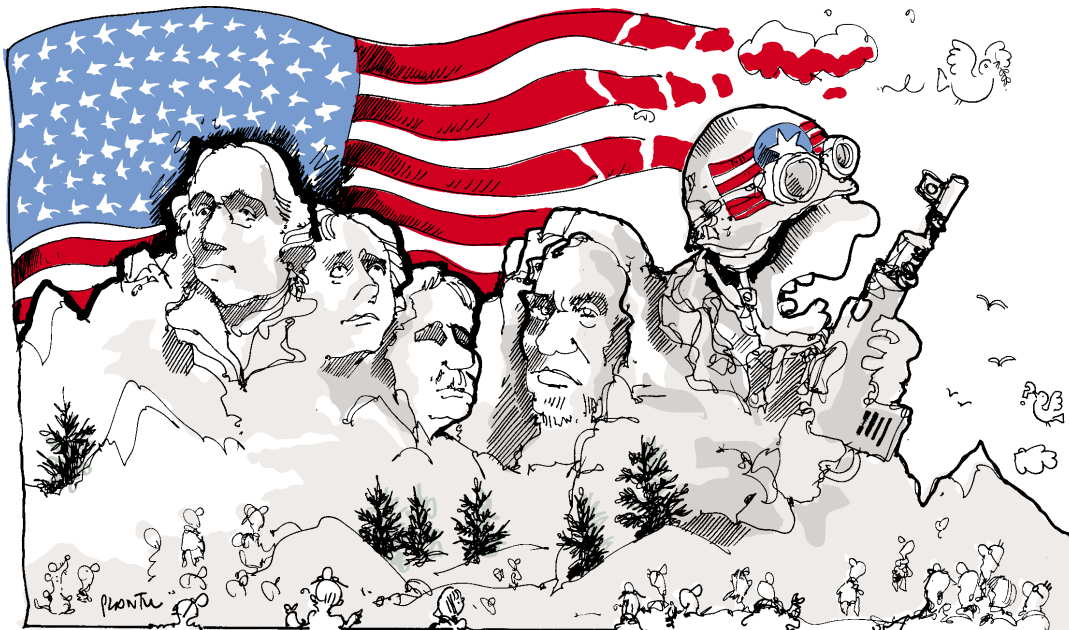


PRIX d'interprétation à Cannes pour *L'Humanité*, en 1998, Séverine Caneele était retournée à l'usine. Elle revient au cinéma avec *Une part du ciel*. Lire page 33

Enquête sur les faucons de Bush

ILS NE SONT pas très nombreux mais ils n'ont sans doute jamais été aussi influents à la Maison Blanche, sur des sujets aussi divers que l'Irak, Israël, l'ONU, les relations avec l'Europe et le destin de l'Amérique. Les néo-conservateurs américains, ceux qui façonnent le débat au sein du Parti républicain, ont l'oreille et la sympathie du président George W. Bush, qu'ils considèrent d'ailleurs comme l'un des leurs. Partisans depuis longtemps d'une guerre contre Saddam Hussein, ils défendent aussi, sur la question israélo-palestinienne, des positions proches du Likoud du premier ministre Ariel Sharon.

Notre correspondant à Washington, Patrick Jarreau, dresse le portrait d'une famille politique représentée au sein de l'administration - au Pentagone, au département d'Etat, dans l'équipe du vice-président Richard Cheney - dans nombre d'instituts de recherche et d'analyse, mais aussi dans la presse. Ils donnent le ton sur Fox News, la chaîne de télévision de Rupert Murdoch, qui finance l'hebdomadaire *Weekly Standard*, que dirige William Kristol et qui pourrait passer pour le porte-drapeau de cette mouvance. C'est leur sensibilité qui domi-



ne depuis plusieurs années déjà les éditoriaux et la page « Débats » du quotidien *Wall Street Journal*. *Le Monde* présente les principaux animateurs d'un courant qui naît à la fin des années 1970 et qui a largement contri-

bué à redessiner le programme du Parti républicain.

L'ONU et l'Irak sont parvenus, mardi 1^{er} octobre, à un accord sur le retour des inspecteurs du désarmement dans ce pays. Mais les Etats-

Unis ont fait valoir qu'ils s'y opposaient. Ils veulent une nouvelle résolution de l'ONU, bien plus contraignante et prévoyant le recours à la force en cas d'entraves au travail des inspecteurs.

► Ils inspirent et animent le camp de la guerre contre l'Irak

► Portraits des principales figures du courant néoconservateur

► Accord Irak-ONU sur le retour à Bagdad des inspecteurs du désarmement

► Washington refuse cette reprise des inspections

Lire pages 2 à 4, analyse et éditorial page 18

Premières épreuves sociales pour Raffarin

LE GOUVERNEMENT de Jean-Pierre Raffarin affronte, jeudi 3 octobre, sa première épreuve sociale. Ce jour-là, les syndicats d'EDF-GDF organisent, à Paris, une manifestation pour la défense du statut de l'entreprise. Des délégations de France Télécom, de La Poste et de la SNCF, où les syndicats s'inquiètent des menaces qui pèsent, selon eux, sur le service public, devraient se joindre au cortège, ainsi que des salariés d'Air France, de la RATP, des finances. La CGT, majoritaire à EDF-GDF,

s'attend à une très forte mobilisation. Cette manifestation unitaire pourrait être la première d'une longue série. Les syndicats enseignants appellent à une journée de grève le 17 octobre, et les cheminots sont invités à se mobiliser le 26 novembre. Les acteurs des grandes grèves de décembre 1995 - syndicalistes, intellectuels et politiques - réactivent leurs réseaux et se mobilisent contre ce qu'ils appellent la « marchandisation du secteur public ».

Bien qu'il s'en défende, le gouvernement a en tête le spectre du mou-

vement de 1995, d'autant que le ministre des affaires sociales, François Fillon, a indiqué, mercredi, dans un entretien aux *Echos*, qu'une négociation globale sur les retraites du privé et du public s'ouvrirait avant la fin février 2003. Or c'est ce dossier qui avait mis le feu aux poudres il y a sept ans.

L'entourage du chef du gouvernement affirme que Jean-Pierre Raffarin reste serein. Un ministre affirme : « Raffarin, c'est l'anti-Juppé. Il a médité toutes les leçons de l'échec de son prédécesseur. »

► Manifestation jeudi à Paris pour la défense du service public

► Dans le privé, les plans sociaux se multiplient

Lire pages 7 et 19

Des « hackers citoyens » passent une nuit en garde à vue

CETTE FOIS, l'huissier aura été doublé par la police. Il y a quelques mois, le journal *Hackerz Voice* - la « voix des pirates informatiques » -, qui entendait rendre publique une faille dans le système de messagerie électronique de plusieurs grands sites Internet, avait été menacé d'un procès et avait connu une conférence de presse mouvementée (Le Monde du 10 novembre 2001).

Mais jeudi 26 septembre au soir, l'huissier mandaté par la Société générale et le Crédit du Nord dans les locaux du journal, pour enregistrer la conférence de presse qui devait s'y tenir, est rentré bredouille : les protagonistes - une dizaine de personnes - ont en effet été embarqués par les policiers de l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC), et ont passé la nuit en garde à vue.

La conférence avait pour objet de présenter le numéro d'octobre de *Hackerz Voice*, qui a pour sujet principal une faille de sécurité affectant les sites d'une douzaine de grandes ban-

ques françaises. Comme à leur habitude, les pirates avaient signalé cette vulnérabilité, à la mi-septembre, aux directeurs informatiques des établissements concernés, les avisant que la faille serait présentée dans le journal début octobre. A la Société générale, on confirme qu'un échange de courriers a bien eu lieu, et qu'un correctif informatique a aussitôt été apporté - la faille ne menaçait pas l'accès au compte des clients de la banque. Celle-ci a cependant décidé de dépêcher sur place un huissier « afin de voir s'il y avait un risque de dénigrement ou de dommage », en vue d'éventuelles poursuites pénales. Mais d'autres banques avaient porté plainte, ce qui a justifié l'intervention de la police.

Le directeur de la publication, Olivier Spinelli, ne s'offusque pas outre mesure de cette intervention, « presque bon enfant », même si des ordinateurs ont été saisis. « Nous avons beaucoup discuté avec ces policiers de notre journal et de notre école de piratage, raconte-t-il. Ils ont souligné les problèmes d'ordre social posés par

nos pratiques ». *Hackerz Voice* a pour principe fondateur de « contribuer à donner aux citoyens les moyens de critiquer eux-mêmes, lorsque nécessaire, le fonctionnement des réseaux dont ils sont clients ou utilisateurs », et donne pour ce faire aussi des cours pratiques à Zi Hacademy.

Olivier Spinelli n'est pas resté insensible aux arguments des policiers et assure qu'une réflexion va s'engager afin de présenter les failles sans susciter de paniques. Pour « Fozzy », le directeur de la rédaction, la faille mise en évidence était élémentaire - un pirate qui la publierait passerait pour un « minable », assure-t-il - et sa démonstration serait totalement légale, car elle ne nécessite pas d'intervention sur le serveur des banques, mais sur le seul navigateur du client. La réaction des banques et de la police est à son sens disproportionnée, mais « notre alarmisme, convient-il, dessert peut-être l'information que nous voulons faire passer ».

Hervé Morin

L'homme contre la machine



CINQ ANS après la victoire de l'ordinateur Deep Blue d'IBM sur Garry Kasparov, alors champion du monde d'échecs, un nouveau match homme-machine est organisé du 4 au 19 octobre à Bahreïn. L'actuel tenant du titre, le Russe Vladimir Kramnik (photo), affrontera Deep Fritz, le numéro un des logiciels. Tandis que le programme s'appuiera sur sa puissance de calcul, Kramnik compte sur « sa compréhension du jeu, sa stratégie à long terme et son intuition ». Lire page 25

KARL PROUSE/WAXPPP

POINT DE VUE

Une nouvelle maison pour tous les réformistes

par Massimo D'Alema et Giuliano Amato

CE N'EST PAS LE LIEU pour tenter un bilan des réalisations - bonnes ou mauvaises - des gouvernements européens de centre gauche au cours de ces dix dernières années. Mais une chose est certaine : nous nous trouvons devant l'épuisement de ce cycle politique.

C'est justement en Italie qu'a commencé, il y a un peu plus d'un an, cette succession de défaites qui ont rapidement mené la droite au gouvernement de la majorité des pays européens. Les victoires récen-

tes, en Suède et en Allemagne, nous ont donné un nouvel espoir.

Lire la suite et le point de vue de Dominique Strauss-Kahn page 16

MASSIMO D'ALEMA, ancien président du conseil italien, est président des Démocrates de gauche.

GIULIANO AMATO, ancien président du conseil italien, est vice-président de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

ramses 2003 ifri

Les grandes tendances du monde

30 €
Prix de lancement jusqu'au 30/10/2002 puis 35 €

Quel monde pour demain?

- Les clés du 11 septembre
- La vérité sur la pauvreté
- Les circuits de l'argent sale
- La nouvelle révolution américaine

Sous la direction de Thierry de Montbrail et Philippe Moreau Deforges

ifri

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE DUNOD

INTERNATIONAL

ÉTATS-UNIS

Ils sont les plus fervents partisans d'une guerre contre l'Irak, d'une **ACTION UNILATÉRALE** faisant l'économie d'un passage devant les Nations unies et d'une redéfinition en profondeur de la politique extérieure

des Etats-Unis. On les appelle les néoconservateurs : ceux courant à redéfinir la **DROITE AMÉRICAINE** et ne cesse de gagner en influence à la Maison Blanche. Avec George W. Bush, ces intellectuels et militants

retrouvent l'inspiration des **ANNÉES REAGAN** : « *America is back.* » Leur influence sera-t-elle déterminante au moment où l'administration américaine se retrouve en difficulté à l'ONU ? L'accord intervenu le 1^{er} octo-

bre entre l'Irak et les inspecteurs du désarmement a renvoyé la balle dans le camp de Washington. M. Bush exige toujours une nouvelle résolution au **CONSEIL DE SÉCURITÉ** avant la reprise de ces inspections.

Comment les néo-conservateurs pèsent sur la politique américaine

L'ère Reagan fut leur âge d'or. Ils ont profondément remodelé la droite, leurs journaux et centres d'études sont de plus en plus influents. Aujourd'hui, ils ont leur entrée à la Maison Blanche, sont écoutés par George Bush et organisent le camp de la guerre contre l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

William Kristol est-il l'homme le plus puissant de Washington ? Dans son bureau du *Weekly Standard*, encombré de livres, de journaux et de papiers, le souriant rédacteur en chef semble désolé de s'entendre poser une question aussi banale. « *S'il vous plaît, donnez-moi un répit ! Cette administration ne m'aime pas particulièrement. Et je vous rappelle que je soutenais McCain.* »

Pourtant, au long des deux mois qu'a duré le débat sur l'Irak, William Kristol et ses amis ont paru omniprésents. L'un d'entre eux, Elliot Cohen, professeur à l'université Johns-Hopkins, a publié un livre sur le pouvoir militaire. En quatrième de couverture, on peut lire l'avis de William Kristol sur l'ouvrage : « *Le livre que le président Bush devrait lire.* » A Crawford, dans son ranch du Texas où il prenait des vacances, en août, George W. Bush s'est montré avec le volume recommandé sous le bras.

Alors que le débat sur l'Irak faisait rage, en août, dans les médias,

William Kristol déclenchait un tir nourri de fax vers les rédactions. Après le discours du vice-président, Richard Cheney, à Nashville, le 26 août, il a sifflé la fin de la partie : « *Le débat dans l'administration est terminé. Il faut maintenant aller au Congrès pour lui demander d'approuver une action contre l'Irak.* » Un autre jour, il envoie son nouvel éditorial du *Weekly Standard*, demandant que le secrétaire d'Etat, Colin Powell, s'il n'est pas d'accord avec la politique du président Bush, « *se retire et laisse quelqu'un d'autre faire le travail.* » Estimant que le *New York Times* classe à tort Henry Kissinger parmi les adversaires d'une guerre, il met en garde les journalistes contre cette « *désinformation.* »

Tantôt, le message émane du seul « *Bill* » Kristol ; tantôt, c'est un éditorial cosigné avec ses acolytes Fred Barnes ou Robert Kagan. Dans les moments graves, ils peuvent être trente à apposer solennellement leurs noms au bas d'une lettre ouverte adressée à M. Bush. Cela avait été le cas, après les attentats du 11 septembre, pour s'étonner que les grou-

pes palestiniens organisant des attentats-suicides ne figurent pas sur la liste des organisations terroristes combattues par les Etats-Unis.

ROMPRE AVEC LES HABITUDES

« *Ils ne sont pas nombreux, mais la Maison Blanche fait très attention à ce qu'ils disent* », observe Jim Hoagland, principal chroniqueur de politique étrangère du *Washington Post*. Lorsque Brent Scowcroft, conseiller pour la sécurité nationale du pre-

mier président Bush, ou bien l'ancien président démocrate Jimmy Carter dénoncent ceux qui introduisent des « *changements fondamentaux* » dans la politique étrangère des Etats-Unis, c'est d'abord à ce groupe qu'ils pensent. Qu'il s'agisse du Proche-Orient, de l'Irak, de l'Arabie saoudite ou, encore, des Nations unies, ils veulent rompre avec les habitudes de la politique américaine. On les appelle, pourtant, les « *néoconservateurs.* »

« Néos » et « paléos »

Le succès des néoconservateurs dans leur entreprise de redéfinition de la droite américaine leur a valu l'hostilité des conservateurs « *traditionnels.* » Ceux-ci, qui se définissent comme « *paléoconservateurs* », s'étaient rassemblés, en 1996, autour de la candidature de Pat Buchanan, qui avait obtenu 21 % des voix dans les « *primaires* » républicaines, remportées par Bob Dole. L'un des partisans de M. Buchanan, le journaliste Samuel Francis, avait alors résumé les griefs de la droite ancienne contre les néoconservateurs. « *Ils ont conservé, écrit-il, leur foi en l'Etat tout-puissant [big government] créé par la gauche. (...) Même s'ils en critiquent certains aspects, ils continuent à croire qu'un Etat-providence est à la fois légitime et inévitable.* » Samuel Francis reprochait aussi aux néoconservateurs de « *continuer à considérer le maccarthysme, c'est-à-dire les enquêtes légitimes et nécessaires sur la subversion intérieure, comme un mal.* » Depuis la fin de la guerre froide, ajoutait-il, « *exporter la démocratie et refuser l'isolationnisme sont devenus [leurs] principaux objectifs de politique étrangère.* »

Au fil des années, cette école de pensée a conquis un espace considérable dans la galaxie des groupes de réflexion républicains. A Washington, plusieurs instituts, pourvoyeurs d'idées et d'analyses pour les ministères, les administrations fédérales, les parlementaires, sont animés ou contrôlés par des membres de cette tendance politique. « *L'important, c'est le capital intellectuel* », explique Michael Horowitz, l'un des dirigeants du Hudson Institute. Or, selon lui, ce « *capital* » ne se trouve plus dans les universités, enlées dans des vaines entreprises idéologiques.

« *Roosevelt ou, trente ans plus tard, Kennedy pouvaient s'entourer d'universitaires pour inventer le New Deal ou la Nouvelle Frontière. Kissinger était un universitaire quand Nixon l'a pris pour conseiller. Aujourd'hui, les universitaires n'ont rien à apporter aux politiques* », affirme ce juriste engagé dans des combats pour les libertés religieuses ou contre l'exploitation sexuelle dans le monde.

Les néoconservateurs sont influents dans les médias. Ils don-

nent le ton sur Fox News, la chaîne d'information de Rupert Murdoch – qui finance le *Weekly Standard* –, et leurs idées dominent la page « *Débats* » du *Wall Street Journal*.

Certains des plus talentueux commentateurs du *New York Times*, du *Washington Post*, de *Time* ou de *Newsweek* – William Safire, George Will, Charles Krauthammer – appartiennent à ce courant. Celui-ci est présent, enfin, au gouvernement. Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, en fait partie, de même que John Bolton, l'un des assistants de Colin Powell au département d'Etat. Le vice-président Richard Cheney a auprès de lui une sympathisante de cette famille de pensée en la personne de son épouse, l'essayiste Lynn Cheney.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la position des néoconservateurs s'est renforcée dans l'opinion publique et dans les cercles du pouvoir. Pour une raison simple, disent-ils : ils ont, eux, les idées claires.

Patrick Jarreau

Né d'une rupture au sein de la gauche, le mouvement régénère les principes de la droite traditionnelle

WASHINGTON

de notre correspondant

Parce qu'il y a parmi eux un Cohen, un Kagan, un Krauthammer et plusieurs Horowitz, et parce qu'ils défendent inconsciemment Israël, certains de leurs adversaires les ont classés dans la catégorie des groupes de pression juifs. Cette caractérisation, il va sans dire, est lourde d'arrière-pensées. Le sous-entendu est que ce n'est plus l'Amérique qui soutient Israël, mais Israël – ou, plus exactement, la droite israélienne – qui, à travers les néoconservateurs, inspire la politique américaine.

La réalité est très différente, mais il est vrai que l'aventure des néoconservateurs est en partie, au départ, une histoire juive. Elle prend naissance dans le milieu intellectuel new-yorkais, où, dans les années 1950, le marxisme était influent et sa version stalinienne puissamment représentée. En désaccord avec les communistes de stricte obédience, certains se sont tournés alors vers le trotskisme. Pour beaucoup de ces intellectuels et de ces militants, la lutte contre l'Union soviétique est prioritaire.

C'est un des sujets à propos desquels ils vont se dissocier du reste de la gauche, avant d'aller plus loin et de contester la politique dite de « *coexistence pacifique* » entre les deux blocs. Ils vont s'éloigner ainsi du mouvement contre la guerre du Vietnam. Le néoconservatisme naît, d'abord, d'une rupture au sein de la gauche.

Le nouveau courant pense que

les Etats-Unis ont raison de combattre le communisme dans la péninsule indochinoise. Ses membres se séparent aussi de leur famille politique d'origine à propos d'Israël. Alors que l'antisionisme devient à la mode dans la gauche radicale, y compris juive, ils restent fidèles, eux, au soutien que la gauche démocrate, comme la social-démocratie en Europe, a toujours apporté à l'Etat juif. Ils estiment qu'Israël, seule démocratie de la région, joue en permanence sa survie et doit être défendu sans barguigner.

« AMERICA IS BACK ! »

Une large redéfinition du conservatisme américain commence à cette époque, celle des années 1970. Les militants de cette renaissance viennent de divers horizons. Les uns sont partis de la gauche, voire de l'extrême gauche, new-yorkaise. D'autres viennent du conservatisme traditionnel, souvent influencé par James Burnham et Wilmoore Kendal, passés eux aussi par le trotskisme, mais plus vieux d'une génération. Une troisième source est celle d'un conservatisme d'inspiration religieuse, que Russell Kirk avait réhabilité dans son livre *L'Esprit conservateur* (1953), devenu l'une des références principales de cette école de pensée.

Tous ces intellectuels se sentent également éloignés des démocrates et des républicains. Les seconds sont moralement en faillite après la présidence de Richard Nixon et le Watergate, qui débouche sur l'élection, en 1976, du démocrate Jimmy

Carter. Celui-ci représente, aux yeux de ceux que l'on commence à appeler les néoconservateurs, le degré ultime de la dérive américaine, provoquée par le Vietnam et par le Watergate.

La réaction s'organise autour d'un ancien acteur de cinéma, politicien instinctif et « *communicateur* » sans égal, Ronald Reagan, qui va battre Jimmy Carter à la présidentielle de 1980. Vingt ans après, la période Reagan reste l'âge d'or des néoconservateurs. « *America is back !* », proclamait le président. L'Amérique est de retour ; fini le temps de la culpabilité et du doute historique. Baisse des impôts et lutte contre « *l'empire du Mal* » : il n'est plus question de coexistence pacifique, mais de « *guerre des étoiles* » pour contraindre l'Union soviétique à un effort militaire que

son économie ne peut soutenir.

Les néoconservateurs ne se caractérisent pas seulement par leur position vis-à-vis de l'Union soviétique. Ils s'opposent à la gauche sur d'autres terrains. En économie, ils adoptent le monétarisme de Milton Friedman et de l'école de Chicago. En matière sociale, ils contestent radicalement l'Etat-providence, qui, selon eux, a des effets désastreux pour la communauté noire.

EXIGENCES MORALES

Pour Michael Horowitz, l'un des dirigeants du Hudson Institute, professeur de droit engagé, en son temps, dans le combat contre la discrimination raciale, « *les allocations familiales ont installé l'Etat à la place de l'homme dans la famille noire.* » Pour des raisons analogues, les néoconservateurs sont hostiles à la poli-

tique de discrimination positive, qui garantit l'accès des minorités à certaines fonctions.

Autrement dit, les néoconservateurs régénèrent les principes de la droite traditionnelle : famille, travail, effort individuel, morale, moins d'Etat et plus de responsabilité. Ils sont pour la peine de mort – c'est, selon eux, la morale de la responsabilité individuelle –, contre la limitation du droit de détenir une arme et contre l'avortement, même si ce dernier sujet met certains d'entre eux mal à l'aise. L'Amérique est, à leurs yeux, la nation providentielle, guidée par des exigences morales incontestables – « *non négociables* », disait le président George W. Bush dans le discours qu'il a prononcé en juin à West Point – et dont l'intérêt s'identifie à celui de l'humanité tout entière.

Patrick Jarreau

LES PRINCIPALES FIGURES DU COURANT NÉOCONSERVATEUR



IRVING KRISTOL



GARY BAUER



RICHARD PERLE



LYNN CHENEY



DAVID BROOKS

Toujours actif, à 82 ans, parmi les animateurs de l'American Enterprise Institute (l'Institut américain de l'entreprise), l'un des principaux instituts néoconservateurs de Washington, Irving Kristol est considéré comme le « *parrain* » du néoconservatisme. « *Existe-t-il un gène "néo" ?* », se demande-t-il au début d'un texte intitulé : « *Un Mémoire autobiographique* », en expliquant qu'il a toujours été accompagné de ce préfixe au long de sa vie politique : « *néomarxiste, néotrotskiste, néosocialiste, néolibéral et, finalement, néoconservateur.* » Père du journaliste William Kristol, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *The Weekly Standard*, Irving Kristol a été, à la fin des années 1960, l'un des premiers intellectuels de gauche à rompre avec les dogmes « *progressistes* ». Professeur de sociologie à l'université de New York, il s'est intéressé particulièrement aux questions d'éducation et aux politiques sociales.

Président d'American Values (Valeurs américaines), un groupe d'influence auquel participent plusieurs Eglises protestantes, Gary Bauer a été l'un des conseillers de Ronald Reagan dans les années 1980. Agé de 56 ans, baptiste, M. Bauer a pris, ensuite, la direction de l'un des plus puissants lobbies américains, Campaign for Working Families (Campagne pour les familles laborieuses), qui agit en faveur de mesures législatives d'aide aux familles et qui soutient financièrement, lors des campagnes électorales, les candidats conservateurs. Il a présidé le Family Research Council, un institut de Washington spécialisé sur les politiques sociales et sur l'éducation. Il a été, pendant quelques mois, candidat à la candidature républicaine en 2000. M. Bauer fait campagne contre l'avortement et pour la défense du mariage face aux « *tentatives de redéfinition* » qui menacent, selon lui, cette institution.

Président du Defense Policy Board, organisme consultatif du ministère de la défense, Richard Perle, 61 ans, a été qualifié par Robert Novak – un journaliste pourtant en délicatesse avec les néoconservateurs – de « *héros de la guerre froide* ». Sous-secrétaire à la défense, chargé de la politique de sécurité internationale, de 1981 à 1987, M. Perle a été l'un des principaux inspirateurs de la politique menée par Ronald Reagan vis-à-vis de l'Union soviétique. Il avait fait ses débuts parmi les collaborateurs d'une grande figure du Parti démocrate, Henry Jackson. Proche du Likoud israélien, M. Perle se distingue de nombre de néoconservateurs par son goût de la France, où il possède une maison et passe ses vacances. Écoute du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, il pense que le renversement de Saddam Hussein peut débloquer la situation au Proche-Orient.

Historienne et essayiste, épouse du vice-président Richard Cheney, Lynn Cheney, 61 ans, est l'un des personnages les moins conventionnels de la galaxie néoconservatrice. Spécialiste des questions d'éducation, elle a présidé, de 1986 à 1993, la Fondation nationale pour les humanités, organisme privé qui finance, notamment, les recherches pédagogiques. Elle a publié des ouvrages sur l'histoire américaine, mais aussi des textes distrayants, traitant, à demi sérieusement, des effets de l'air conditionné et des photocopies sur la vie politique à Washington. « *Senior Fellow* » à l'Institut américain de l'entreprise, elle a animé des émissions de radio et de télévision. Le sujet principal de ses recherches et de ses articles est aujourd'hui l'enseignement de l'histoire et la transmission de la mémoire comme condition de l'existence d'une conscience nationale.

C'est l'inventeur des « *bobos* », ces « *bourgeois bohème* » riches, cultivés et de gauche, qu'il a dépeints dans un livre traduit en français sous le titre *Les Bobos* (éditions Florent Masot, 2000). Ancien du *Wall Street Journal*, devenu l'un des responsables du *Weekly Standard*, David Brooks, la quarantaine, est diplômé de l'université de Chicago. Ses points de vue sont publiés aussi dans le *New York Times* et il est l'un des collaborateurs réguliers de la télévision publique PBS. David Brooks incarne volontiers la tendance humoristique des néoconservateurs, plus amusée qu'indignée par les contorsions morales de ce qu'on appellerait, en France, la « *gauche-caviar* ». Son livre exprime, en même temps, une conviction largement partagée par ce courant : les élites de gauche ne font rien, en réalité, pour changer un ordre social qu'elles prétendent combattre, mais dont elles profitent.

LIGNES DE PARTAGE

Service au Cameroun
1949 - 1958

Bernard de GELIS

459 pages - 28 €

Les antagonismes des civilisations et leurs symbioses précèdent moins de la rapidité des communications que de leurs héritages.

Parce qu'il explique une partie de notre passé, le témoignage de l'ancien administrateur franco-camerounais éclaire ce présent et sert notre avenir.

NOUVELLES EDITIONS LATINES
1, rue Palatine - 75006 PARIS

ONU et Irak se mettent d'accord sur le retour des inspecteurs et l'accès aux sites « sensibles »

Hans Blix se félicite d'une « volonté » dont Bagdad « n'avait jamais fait preuve auparavant »

VIENNE

de notre correspondante

Hans Blix, le chef de la mission des inspecteurs du désarmement des Nations unies, a obtenu du régime irakien, mardi 1er octobre, le maximum de ce qui était possible dans le cadre des résolutions existantes : des engagements concrets pour le retour des inspecteurs sur le terrain, et l'accès « immédiat, sans condition ni restriction » à la grande majorité des sites « sensibles » que l'Irak considérait jusqu'alors comme son domaine réservé – tels les ministères de la défense et du renseignement, les bases de la garde républicaine ou le siège du parti unique Baas.

En revanche, Bagdad a insisté pour maintenir les procédures contraignantes (avec avertissement préalable et présence obligatoire de diplomates irakiens) prévues depuis 1998 si les inspecteurs veulent visiter huit « sites présidentiels », suspectés par les services de renseignements occidentaux d'abriter un arsenal illicite.

QUATRE CÉDÉROMS

Après deux jours de négociations au siège des Nations unies à Vienne, le chef de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des armements en Irak (CCVINU) et le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Égyptien Mohammed Al-Baradeï, ont pu annoncer qu'ils étaient arrivés

à un accord sur les modalités pratiques pour un retour des inspecteurs dès la mi-octobre. « Nous accueillerons un groupe précurseur [d'inspecteurs] à Bagdad dans deux semaines », a confirmé le chef de la délégation irakienne, Amir Al-Saadi, conseiller du président Saddam Hussein.

Aller simple ou « simple balle » pour Saddam

Ari Fleischer, porte-parole de la Maison Blanche, a envisagé, mardi 1er octobre, un assassinat de Saddam Hussein. Interrogé sur le coût d'une guerre contre l'Irak, qui pourrait atteindre 9 milliards de dollars par mois, selon l'office du budget du Congrès américain, le porte-parole a parlé chiffres. « Le coût d'un billet simple est beaucoup moins élevé que cela, le coût d'une balle que les Irakiens utiliseraient eux-mêmes est moins élevé que cela. Il y a beaucoup d'options que le président espère que le peuple irakien utilisera pour se débarrasser de cette menace », a répondu M. Fleischer. Et de conclure : « Tout changement de régime est le bienvenu, quelle qu'en soit la forme. »

M. Fleischer a toutefois souligné que la disposition de la loi américaine interdisant de participer à l'élimination physique d'un dirigeant étranger en temps de paix restait en vigueur.

Les émissaires irakiens ont remis mardi à leurs interlocuteurs onusiens quatre cédéroms contenant des informations détaillées sur l'état de l'arsenal de leur pays, ainsi que sur les activités ou modifications intervenues sur les sites à double usage (civil et militaire) depuis le départ forcé des inspecteurs, fin 1998. Bagdad avait promis à l'époque de fournir un tel bilan tous les six mois, mais a refusé ensuite de tenir ses engagements envers l'ONU tant que la communauté internationale ne

proposerait pas un « règlement global » du conflit.

Au cours de ces discussions, l'Irak a démontré « une volonté d'accepter les inspections dont il n'avait jamais fait preuve auparavant », a constaté Hans Blix, dont les équipes s'occupent des armes chimiques, bactériologiques et de

tenant nous avons une garantie pour tout ce que nous demandons » a déclaré M. Al-Baradeï, en admettant avec prudence que cette belle entente doit encore être « testée sur le terrain ».

Les négociateurs de l'ONU ont pu confirmer les procédures qui avaient plutôt bien fonctionné entre 1995 et 1998, notamment en matière de transport ou de logement sur place, et marquer un progrès appréciable en obtenant le droit pour les inspecteurs d'utiliser l'aéroport international de Bagdad, beaucoup plus proche de leur base que celui qui leur était imparti auparavant.

En revanche, un grand point d'incertitude subsiste pour les contrôles par voie aérienne, les autorités irakiennes refusant de garantir la sécurité des inspecteurs quand ils survoleront les zones dites « interdites », au nord et au sud du pays, où les alliés occidentaux sont censés protéger les minorités kurdes et chiïtes, et où les incidents entre les patrouilles américano-britanniques et la DCA irakienne sont devenus quotidiens.

longue portée dont pourrait encore disposer Bagdad, tandis que le « groupe d'action » (Action Team) de l'AIEA se concentre sur le volet nucléaire, moins inquiétant dans l'immédiat. La différence avec les accords précédents est que « main-

Le Conseil de sécurité se livre à une course de lenteur

Les projets de résolution américain et français n'ont pas encore été déposés

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Confrontés à l'hostilité de la Russie, de la France et de la Chine, les Etats-Unis ont préféré renoncer à déposer leur projet de résolution sur l'Irak, mardi 1er octobre, devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Ce recul a été considéré comme un « bon signe » par les diplomates, qui craignaient de voir les Etats-Unis se figer sur un texte autoritaire dès lors qu'il serait officiellement déposé.

La discussion a été brève, une heure et demie, et s'est cantonnée aux « concepts ». Seuls les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil étaient présents, avec leurs équipes d'experts. La veille, les représentants des dix autres pays, qui ne sont nommés que pour deux ans et n'ont pas de droit de veto, s'étaient insurgés contre le manque d'information dans lequel ils sont tenus. Les ambassadeurs britannique et américain, sans leur donner le texte du projet, leur en avaient promis une version « informelle » pour mardi.

Le texte était d'autant plus attendu que la presse américaine en

livre chaque jour de nouveaux morceaux choisis (dernière révélation en date : les inspecteurs pourraient demander l'identité de personnels irakiens travaillant dans les sites visités et les interroger).

MODALITÉS D'INSPECTION

Plusieurs des dispositions sur les modalités d'inspection ont été jugées déraisonnables par la France, la Chine et la Russie, qui rejettent catégoriquement, tel qu'il est formulé, le passage sur le recours « automatique » à la force en cas de mauvaise volonté irakienne.

La France, qui tient aussi un projet de résolution en réserve, plus modéré, s'est également abstenue de le déposer. Le texte français a été montré à nombre des non-permanents, mais aucune mouture n'a été diffusée, pour laisser de la marge à la négociation. Dans la journée, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, avait téléphoné une nouvelle fois à Dominique de Villepin. Initiatives qui ont abouti au résultat de mardi : si chacun avait son texte dans la poche, personne n'a dégainé.

Joëlle Stolz

Corine Lesnes

Washington récuse un régime d'inspection qui « n'a pas marché »

WASHINGTON

de notre correspondant

Colin Powell est exactement là où il espérait ne pas être : coincé entre les Nations unies et George Bush. Mardi 1er octobre en fin d'après-midi, le secrétaire d'Etat a expliqué que la reprise des inspections telle qu'elle résulterait de l'accord auquel sont parvenus, à Vienne, Hans Blix, chef des inspecteurs de l'ONU, et les Irakiens est pour les Etats-Unis inacceptable. « Chacun comprend bien que l'ancien régime d'inspection n'a pas marché », a dit M. Powell.

Le gouvernement américain veut que les règles présidant aux nouvelles inspections soient redéfinies dans une résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU, et non pas calquées sur les résolutions antérieures. Quant à M. Blix, « c'est un agent du Conseil de sécurité, et il fera ce que le Conseil de sécurité lui dira de faire », a tranché sèchement M. Powell.

Le secrétaire d'Etat, qui a joué un rôle essentiel dans la décision de M. Bush de poser le problème de l'Irak devant les Nations unies, plutôt que de passer directement à l'action, est maintenant exposé aux reproches de ceux qui, comme le vice-président Richard Cheney, estimaient que cette voie était celle de l'enlisement assuré. Non seulement les inspections de l'ONU ne peuvent pas résoudre le problème, avait déclaré M. Cheney le 26 août, mais elles risquent de l'aggraver, en produisant « de fausses assurances » derrière lesquelles Saddam Hussein pourra continuer à développer des armes chimiques et biologiques, voire accéder à la force nucléaire.

« LES MÊMES VIEUX TRUCS »

M. Powell doit désormais tirer le président Bush de ce mauvais pas. Mardi matin, avant de connaître les résultats des discussions de Vienne, le chef de l'exécutif a dit deux fois non. Non à la proposition française de deux résolutions, dont la première n'autoriserait pas l'emploi de la force contre l'Irak. Non au projet de résolution parlementaire rédigé par deux sénateurs, un démocrate et un républicain. « Je ne veux pas d'une résolution qui me lie les mains », a déclaré M. Bush en réponse au texte que lui ont soumis Joseph Biden, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, et Richard Lugar, chef de file des républicains au sein de cette commission.

Quant à la démarche défendue

par la France au Conseil de sécurité, le président américain a écarté d'un revers de main ces « mêmes vieux trucs » qui, face à Saddam Hussein, « ne marcheront pas ».

Il n'est pas impossible, pourtant, que la solution française devienne pour les Etats-Unis une planche de salut. M. Powell a plusieurs fois rappelé que la formule des deux résolutions devait être prise en considération, même s'il la critiquait et la combattait. Dans un entretien diffusé mardi matin sur France-Inter, Condoleezza Rice, conseillère de M. Bush pour la sécurité nationale, a écarté cette solution qui, selon elle, « donnerait un encouragement à Saddam Hussein ».

Washington et Londres se sont entendus sur un projet de résolution unique autorisant l'emploi de la force si l'Irak ne se plie pas aux exigences qui y sont formulées. Ce projet s'oppose directement à la proposition française. Cependant, si l'exécutif américain considère qu'il ne peut pas sortir maintenant de la voie qu'il a choisie, celle de l'ONU, il pourrait reconsidérer la



M. Blix « est un agent du Conseil de sécurité, et il fera ce que le Conseil de sécurité lui dira de faire »

COLIN POWELL

position française. Un compromis pourrait être recherché sous la forme d'une résolution n'entraînant pas par elle-même l'usage de la force, mais posant à Saddam Hussein des conditions draconiennes, beaucoup plus contraignantes que celles que les Français envisagent pour le moment...

Sur le front intérieur, M. Bush devait tenter de parvenir, mercredi, à un accord avec les dirigeants républicains et démocrates du Congrès. Le vote de la Chambre des représentants ne fait pas de doute. La situation est plus trouble au Sénat, où la politique du président vis-à-vis de l'Irak est largement approuvée mais où les démocrates et même, à un moindre degré, les républicains sont divisés. Le risque est que le débat traîne en longueur. Thomas Daschle, chef de la majorité démocrate, cherche à convaincre la Maison Blanche de transiger sur le texte de la résolution, afin que celle-ci puisse être votée dans la semaine du 7 octobre.

P. J.



HOGAN



Les rebelles se donnent un nom : Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire

Depuis leur conquête, dimanche, d'une sous-préfecture du centre, les insurgés sont bloqués dans leur progression par l'armée française

SAKASSOU

de notre envoyé spécial

Sakassou est tombée entre les mains des militaires rebelles. La sous-préfecture, située à une qua-

REPORTAGE

L'objectif final, c'est de « renverser le régime de Laurent Gbagbo », affirme un sergent

rantaine de kilomètres au sud-ouest de Bouaké, la seconde ville de Côte d'Ivoire, a été prise, dimanche après-midi 29 septembre. Apparemment, les affrontements n'ont pas été très violents, même si les rebelles reconnaissent qu'ils ont dû s'y reprendre à deux fois avant d'expulser les militaires loyalistes. « On n'a pas eu de perte dans nos rangs, ni de blessés », assure un sous-officier mutin. La seule victime à déplorer est civile : une fillette tuée par l'explosion d'une grenade lancée, selon des habitants, par les soldats de l'armée régulière en fuite. Six civils auraient été blessés.

La sous-préfecture est la dernière agglomération prise par les rebelles près de Bouaké, le long d'une des routes qui mène à Tiébissou et, de là, à Yamoussoukro, la capitale politique ivoirienne. Ce mardi 1^{er} octobre, la sous-préfecture a retrouvé son calme. Dans le centre-ville, non loin d'une mosquée, plusieurs centaines d'habitants entourent une poignée de rebelles descendus de Bouaké à bord de véhicules tout-terrain, récupérés dans les entreprises et chargés de mortiers et de lance-roquettes. Tous les hommes sont en uniforme, armés de kalachnikovs et, souvent, coiffés de bérets bleus. Certains sont vêtus d'un tee-shirt. D'autres portent, ceint sur le front, un gri-gri en guise de protection.

La population ne paraît pas effarouchée. Les rebelles n'ont touché à rien, ni pillé quoi que ce soit. « Nous nous entendons bien avec les habitants. Ce sont nos frères. Pourquoi leur faire du mal ? », dit un caporal-chef qui se présente comme le nou-

UNE SITUATION BLOQUÉE

Villes sous contrôle des rebelles



veau commandant de la place. « On a tout ce qu'il faut. L'approvisionnement en eau de Sakassou est normal. La seule chose qui manque, c'est l'essence », assure, de son côté, un civil qui fait office d'intermédiaire entre les militaires et la population.

Quelques kilomètres plus loin, une vingtaine de militaires rebelles sont installés en rase campagne. De retour d'un point d'eau, des femmes passent à proximité sans se préoccuper des hommes en uniforme. C'est la pointe extrême de l'avancée rebelle. Avant de poursuivre leur progression, les soldats attendent des ordres de chefs dont ils refusent de révéler l'identité. L'objectif final, c'est de « renverser le régime de Laurent Gbagbo », affirme un sergent, Chérif Ousmane. L'homme se présente comme le porte-parole du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), une organisation jusqu'alors inconnue mais dont les rebelles sont convaincus qu'elle va bientôt rassembler « toute la Côte d'Ivoire », même les forces loyales au président Laurent Gbagbo. Que veut le MPCI ? « On lutte pour une démocratie véritable, pour la justice et les droits de l'homme », répond le porte-parole.

« On est tous Ivoiriens. On ne veut pas qu'une partie de la population soit exclue de la vie politique. On veut que cesse cette xénophobie qui a fait tant de mal au pays », précise celui qui se présente comme le responsable des mutins dans la zone.

Sur eux-mêmes, leurs parcours antérieurs, les rebelles se font discrets. Certains reconnaissent avoir passé les deux dernières années en exil (mais sans préciser le pays hôte) ; d'autres affirment n'avoir jamais quitté la Côte d'Ivoire. Enfin, quelques-uns disent que, s'ils ont abandonné Abidjan et sont montés vers le nord du pays, au lendemain du putsch manqué du 19 septembre, c'était « pour éviter un carnage de civils ».

Pendant ce temps, un peu à l'écart, un jeune rebelle s'enflamme. « Je veux la victoire ! », clame-t-il. Le soldat qui l'accompagne est moins exigeant. « Comment faire pour aller en France ? », demande-t-il. C'est là qu'habite une partie de sa famille. Il préférerait la rejoindre plutôt qu'avoir à se battre.

Jean-Pierre Tuquoi

■ Un « état-major tactique » de l'armée française est arrivé, mardi 1^{er} octobre, en Côte d'Ivoire. Composé de 70 officiers de la 11^e brigade parachutiste de Toulouse, il est dirigé par le général Beth. Il porte les effectifs des forces françaises « prépositionnées » à un millier d'hommes.

Le remplacement d'un gouverneur russe tourne à la farce électorale

La commission électorale de Krasnoïarsk est discréditée

MOSCOU

de notre correspondante

Le gouverneur de la région de Krasnoïarsk sera Alexandre Khloponine, 36 ans, ancien directeur général du géant du nickel Norilsk Nickel. Ainsi en a décidé la Cour de la ville, mardi 1^{er} octobre, au lendemain d'une farce qui a fait grincer les dents au Kremlin. M. Khloponine avait, certes, été élu, au second tour des élections régionales, le 22 septembre. Mais huit jours plus tard la commission électorale régionale avait annulé le scrutin, sous prétexte de fraude.

La région de Krasnoïarsk, c'est plus de quatre fois la France en superficie, avec trois millions d'habitants, au cœur de la Sibérie. Son budget est déficitaire, les arriérés de salaires s'accumulent. Pourtant, elle produit un cinquième du nickel mondial, et les deux cinquièmes du platine. Son gouverneur, Alexandre Lebed, étant mort dans un accident d'hélicoptère en avril, les électeurs ont été appelés à lui trouver un successeur en septembre.

Au second tour du scrutin s'affrontaient deux candidats soutenus par des géants de l'économie russe : d'un côté, Rosprom, le groupe de

l'oligarque Potanine, dont le candidat est M. Khloponine, gouverneur de la province du Taïmir, dans le grand nord, où est située la ville de Norilsk avec ses gisements de nickel ; de l'autre, Roussal, le géant de l'aluminium officiellement détenu par le proche de la « Famille » Eltsinine Roman Abramovitch et par Oleg Deripaska, dont les liens supposés avec la mafia ont empêché la présence au dernier Forum de Davos. Le candidat de Roussal (abréviation de *Rousski Aluminium*, qui extrait 70 % de la production nationale), est Alexandre Ouss, 47 ans, président du parlement régional.

« CRISE CARDIAQUE »

Bien que favori, M. Ouss, avec 41,81 % des voix contre 48,07 % à M. Khloponine, a dû s'incliner. Mais c'était sans compter avec la commission électorale régionale : dimanche, celle-ci annonçait l'annulation de l'élection et son report au mois de mars, en arguant de diverses fraudes (usage de fonds publics dans la campagne, tentatives d'achat de voix, pressions sur les électeurs, etc.). Le lendemain, le président de la commission, appelé à s'expliquer devant le Parlement, y

envoyait son adjoint. Lequel annonçait l'hospitalisation du président, pour cause de « crise cardiaque » – un grand classique en Russie, qui permet de ne répondre à aucune convocation.

A Moscou, la nouvelle a fait scandale, tant il était clair que la commission électorale avait agi sous la pression du perdant. La commission électorale centrale a immédiatement envoyé une délégation sur place, en critiquant les méthodes de la commission locale. Tous les leaders politiques y sont allés d'un couplet sur « le discrédit des élections », la palme revenant comme d'habitude à l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, pour lequel « le système des élections régionales ne sert plus à rien », et « seul le président doit être élu ».

Le président Vladimir Poutine a fait lui aussi allusion à la situation, en affirmant qu'« à cause des événements politiques dans certaines régions, la préparation de l'hiver pourrait s'avérer difficile ». Le message est immédiatement passé : le lendemain, la cour de Krasnoïarsk, qui avait été saisie par M. Khloponine, le confirmait au poste de gouverneur.

Marie-Pierre Subtil

En Afrique du Sud, le fossé entre l'ANC et les syndicats se creuse

JOHANNESBURG

de notre correspondante

Vêtus de tee-shirts rouges, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé, mardi 1^{er} octobre, dans les principales villes d'Afrique du Sud à l'appel de la centrale syndicale Cosatu, qui revendique près de 2 millions d'adhérents, et du Parti communiste sud-africain (SAPC). Objectif : dénoncer la politique de privatisation du gouvernement et le chômage croissant, qui touche 29 % de la population active.

Au premier jour de cette grève générale, qui doit se poursuivre mercredi, le bilan était controversé : selon la Cosatu, le mouvement a été suivi à 80 % dans les mines et les usines, à 15 % seulement selon le patronat sud-africain.

Mais, au-delà de son succès relatif, cette grève exacerbe la crise qui couve depuis des mois entre les trois composantes de l'alliance organique qui dirige le pays depuis 1994 : la Cosatu, le Parti communiste et le Congrès national africain (l'ANC). Après avoir lutté côte à côte pour abattre le régime d'apartheid, ces trois mouvements cohabitent au sein d'un gouvernement qui, résolument, mène une politique libérale.

D'où le caractère schizophrénique de la situation. Selon la Cosatu, le programme gouvernemental de privatisation a coûté au pays quelque 100 000 emplois, et 200 000 autres seraient menacés. Pendant ce temps, la lenteur du programme de construction de logements, l'inertie dans la redistribution des terres, l'inflation en hausse, notamment des prix des produits alimentaires, enflent la déception de tous ceux qui avaient cru que la fin de l'apartheid signifiait aussi la fin des inégalités criantes. Selon la Cosatu, la moitié de la population vit dans la pauvreté.

Mais la colère de la plus grande centrale syndicale bout sans jamais faire sauter la marmite. Ces derniers mois, ses coups de gueule contre l'ANC ont souvent été suivis de communiqués expliquant que les journalistes avaient « mal compris ». De même, au premier jour de la grève générale, la Cosatu a expliqué que le mouvement n'était pas dirigé contre le gouvernement, et surtout pas contre l'ANC, « qui reste le défenseur du peuple et des travailleurs ». Même exercice d'équilibriste au SAPC, dont le secrétaire général, Jeremy Cronin, s'est confondu en excuses publiques après avoir accusé l'ANC de dérive autoritaire.

PAS D'« ANARCHISTES »

La direction de l'ANC a jugé la grève générale « injustifiée et contre-productive » et défend le programme de privatisation. Le président Thabo Mbeki est monté au créneau, la semaine dernière, fustigeant les « gauchistes », déclarant que le parti n'avait pas pour objectif « l'instauration du socialisme ». Il a prévenu que l'ANC ne tolérerait pas d'« anarchistes dans ses rangs ». Cependant, mardi, l'ANC, tout en condamnant la grève, a autorisé ses membres appartenant aussi à la Cosatu à participer aux marches de protestation.

Aussi, la fin de l'alliance tripartite ne semble-t-elle pas arrivée. Pas question pour la Cosatu de quitter le gouvernement. Peu menacée à sa droite, l'ANC a tout à craindre d'un éclatement de cette union au profit d'une nouvelle force de gauche. Mais, souligne un conseiller du président sud-africain, l'ANC doit être vigilante : « La plus importante opposition se trouve maintenant au sein même du parti », affirme-t-il.

Fabienne Pompey

Le Val de Loire Patrimoine Mondial de l'Humanité

ses paparazzis



© Bernard & Jeanette - Photos - D. Chéval



Un fleuve royal et 300 kilomètres classés au patrimoine mondial, des voies navigables et des centaines d'hôtels et de gîtes de caractère pour reprendre son souffle...



VAL DE LOIRE
PATRIMOINE MONDIAL



TOURAINES
VAL DE LOIRE
le Loiret

LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX DU TOURISME
DE L'ANJOU, DE LA TOURAINE ET DU LOIRET

LES BEAUTÉS DE L'ANJOU, DE LA TOURAINE ET DU LOIRET AU N° Vert 0 800 899 226

La France va lever l'embargo sur les viandes britanniques

Cette décision fait suite à un avis favorable de l'Agence française de sécurité sanitaire. De nouvelles mesures concernant l'étiquetage des viandes bovines devraient être annoncées

LE GOUVERNEMENT français devait annoncer, mercredi 2 octobre, la levée prochaine de l'embargo qui, depuis trois ans, vise les viandes bovines d'origine britannique considérées comme pouvant être potentiellement contaminées par le prion responsable des formes animale et humaine de la maladie de la vache folle. Assortie de certaines conditions cette décision, très attendue par Londres, devait être prise par l'Hôtel Matignon au terme du Conseil national de sécurité sanitaire. Il a réuni, mercredi, Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, et Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat à la consommation.

Cette levée de l'embargo fait suite à l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afsa). Le 20 septembre, elle jugeait que l'importation de ces viandes n'était plus « de nature à remettre en cause le niveau de sécurité actuellement garanti au consommateur

en France » (Le Monde du 21 septembre).

Le gouvernement avait alors annoncé qu'il ne prendrait sa décision qu'après une réflexion d'une dizaine de jours. Il n'a pas caché depuis un certain embarras quant à l'annonce de cette levée d'embargo et la communication à mener sur un sujet sanitaire jugé hautement sensible. En concluant pour

la première fois, au terme d'une analyse scientifique objective, que les niveaux de risque de contamination alimentaire étaient, désormais, du même ordre de grandeur dans les deux pays, les experts français imposaient au gouvernement Raffarin de trancher. Le maintien de l'embargo, qui depuis trois ans contrevient aux dispositions communautaires, n'aurait plus résulté

que d'une volonté politique qui ne pouvait plus se prévaloir d'un quelconque rationnel scientifique. A l'inverse le gouvernement français redoutait, ces derniers jours, que l'annonce de la levée de l'embargo n'ait immédiatement des conséquences négatives sur la consommation de viandes bovines.

DONNÉES ÉPIDÉMIOLOGIQUES

C'est sur la base des différentes analyses du comité d'experts scientifiques présidé par le docteur Dominique Dormont (Commissariat à l'énergie atomique) et composé des meilleurs spécialistes français des maladies à prions que la France avait depuis 1996 – en dépit des nombreuses pressions émanant tant de Londres que de Bruxelles – toujours refusé de lever l'embargo. La position des experts français prenait en compte les données épidémiologiques de la situation du Royaume-Uni, où plus de 120 personnes ont succombé à la forme humaine de cette affection neurodégénérative.

Jean-Yves Nau

Liège, première école vétérinaire française

BRUXELLES

de notre correspondant

L'université de Liège est devenue la principale école vétérinaire... de France : sur les quelque 1 900 étudiants qui peuplent aujourd'hui les amphithéâtres, les deux-tiers des candidats viennent de l'hexagone. Cette proportion s'élève même à 75 % pour les trois premières années du cycle, qui se déroule sur six ans au total. Cette situation crée un chaos administratif et pédagogique et, selon les dirigeants de l'université wallonne, d'entraîner une formation de mauvaise qualité.

Les étudiants belges, eux, n'hésitent plus à critiquer cette présence massive. « Des étudiants se plaindront, c'est vrai, mais on ne peut pas parler d'un sentiment antifrançais », affirme Pierre Lekeux, le doyen de la faculté. « On n'en vient pas aux mains, mais l'ambiance est tendue », avoue une étudiante.

« RIGIDITÉ ! DOGMATISME ! »

La pléthore d'inscrits venus de France s'explique par le fait que la Belgique est, en Europe, le seul pays qui ne contingente pas l'accès aux études en sciences vétérinaires. Estimant que les subventions octroyées par les pouvoirs publics justifient un accès sans limite et soucieuse de la démocratisation de l'université, la ministre socialiste Françoise Dupuis s'est opposée jusqu'ici à l'idée d'un numerus clausus.

« Rigidité ! Dogmatisme ! » répliquent les dirigeants de Liège, pour lesquels l'attitude de la ministre favorise, au contraire, l'iniquité.

Parce que les étudiants inscrits dans la seule université francophone belge dispensant un cycle complet sont lésés. Parce que le coût élevé d'une formation à l'étranger ne peut être assumé que par les plus riches des étudiants français. Et même ces derniers redoutent désormais la pire des sanctions, celle de ne pouvoir exercer leur futur métier. Soucieux d'éviter l'arrivée sur le marché d'un trop grand nombre de praticiens formés en Belgique, le ministère français de l'Agriculture leur réclame désormais, outre leur diplôme, un « mandat sanitaire », obtenu après une formation complémentaire et un examen, accessible à un nombre réduit de candidats.

« Les jeunes qui retournent en France risquent tout bonnement de devenir des infirmiers de luxe, qui ne pourront pratiquer des expertises ou intervenir dans les fermes », explique Pierre Lekeux. Les jeunes Belges redoutent, quant à eux, qu'étant donné le manque de place pour les « vétés » en France, leurs collègues tentent de rester dans le royaume ou s'emparent de quelques places qu'ils lognaient dans les zones rurales françaises, souvent délaissées jusqu'ici.

Las des parkings surchargés, des labos inaccessibles et du manque d'animaux à soigner (« On est cinq ou six pour castrer un chat », racontent certains), étudiants, professeurs et direction de l'université se sont fédérés pour introduire un recours judiciaire contre la ministre Françoise Dupuis. Ils estiment que la surpopulation de la faculté les pénalise. L'affaire sera examinée le mois prochain et, d'ici là, espère Pierre Lekeux, le monde politique belge aura dégagé une solution, comme l'instauration d'un quota d'étrangers admissibles ou d'une filière parallèle pour les non-Belges. A moins que d'ici là, Liège perde la reconnaissance européenne de son diplôme.

Ar. Le.

Jean-Pierre Stroobants

Valéry Giscard d'Estaing exhorte la Convention à avancer avec pragmatisme

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Il ne s'agit pas de choisir entre Monnet et Metternich » : plus de six mois après son lancement, la Convention sur l'avenir de l'Europe, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, entre dans le vif du sujet. La phase d'écoute est achevée, et les choses se décantent lentement.

Nul ne conteste plus, y compris les Britanniques, que la mission de la Convention soit de rédiger une Constitution pour l'Europe. Chacun l'a compris, qui rédige son propre projet, à l'image du français Robert Badinter, du chrétien démocrate allemand Elmar Brok ou du libéral britannique Andrew Duff, auxquels s'ajoutent des dizaines de contributions qui arrivent sur le bureau de la Convention.

Si le débat se focalise sur la future répartition des pouvoirs en Europe, Valéry Giscard d'Estaing, lui, persiste à retarder l'examen de ces querelles institutionnelles. Celles-ci devront être « traitées au stade final des travaux de la Convention », entendait réaffirmer l'ancien président français lors d'un discours prononcé à Bruges, mercredi 2 octobre, car, estime-t-il, il s'agit de « la clé de voûte qu'il faut poser en dernier ».

Pour l'heure, il convient d'avancer sans bloquer. D'ici la fin du mois, le présidium de la Convention

présentera un canevas de Constitution, composée des grandes têtes de chapitres. Cette Constitution devrait être composée de deux parties, l'une décrivant la future architecture institutionnelle, la seconde détaillant les politiques que suivra l'Union. Progressivement, les para-

Il persiste à retarder l'examen de la future répartition des pouvoirs en Europe

graphes seront remplis par les Conventionnels. Ceux-ci se fonderont sur les résultats des groupes de travail mis en place pour plancher sur une dizaine de dossiers décisifs : rôle des Parlements nationaux, droits fondamentaux, gouvernance économique, action extérieure, défense, simplification des traités, personnalité juridique de l'Union, subsidiarité, justice et sécurité.

Ces dix groupes auront achevé leurs travaux à la fin de l'année. Deux d'entre eux présenteront leurs conclusions à la Convention dès la séance plénière des 3 et 4 octobre : sur la subsidiarité et la personnalité juridique de la future Union. Sous une apparence rébar-

ative, cette question est décisive : la fusion des différents traités européens (Euratom, Traité de Rome, acte unique, ajoutés de Maastricht et d'Amsterdam qui ont créé la politique extérieure et de sécurité commune et la coopération pénale) doit ouvrir la voie à la Constitution.

La méthode choisie par M. Giscard d'Estaing vise à éviter tout blocage et sortir de la querelle qui oppose les partisans du renforcement de la Commission et d'un système à tendance fédérale, à ceux qui veulent maintenir une forte dose de coopération intergouvernementale en privilégiant le rôle du Conseil. A Bruges, le président a renvoyé les deux partis dos à dos : « Il ne s'agit pas de marquer sa préférence pour la méthode communautaire contre la coopération intergouver-

mentale. Il ne s'agit pas de choisir entre Monnet et Metternich », estime-t-il. Il a appelé à son secours Jean Monnet, porte étendard de la méthode communautaire, mais qui connaissait les limites de son système. Le père de l'Europe, cité par M. Giscard d'Estaing, expliquait lui-même dans ses mémoires que le système inventé avec le traité de Rome « s'arrêterait aux limites où commence le pouvoir politique. Là, il faudrait à nouveau inventer ». L'Europe en est là, avec l'élargissement qui sonne « la fin du système d'après-guerre », estime M. Giscard d'Estaing : « Il nous faut être aussi innovateurs et pragmatiques que Monnet et sa génération l'ont été à leur époque ».

Pour ne pas rester uniquement dans ces querelles d'eurocrates et

intéresser les Européens au travail rébarbatif de la Convention, M. Giscard d'Estaing a lancé quelques questions grands publics : qui incarnera l'Union rénovée – c'est-à-dire qui sera son président – et comment s'appellera-t-elle : Communauté européenne, Union européenne, Europe unie ou Etats-Unis d'Europe ? « Cette question n'est pas futile, car le nom a une force symbolique, en permettant à chaque citoyen d'identifier la nature et l'ambition du projet européen », a estimé VGE, estimant qu'il « serait intéressant de connaître le sentiment des Européens en particulier des jeunes européens sur cette question, avant de faire débattre sur cette question la Convention ».

Arnaud Leparmentier

Un rôle accru pour les Parlements des Etats

Les conventionnels veulent mieux intégrer les élus nationaux dans l'UE

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les Parlements nationaux devraient avoir à l'avenir leur mot à dire sur l'élaboration des lois européennes pour vérifier qu'elles respectent le principe de subsidiarité. C'est la proposition faite par le groupe de travail de la Convention présidé par l'eurodéputé espagnol Mendez de Vigo qui planchait sur la subsidiarité. Ce mot barbare, inscrit dans le traité de Maastricht, signifie que l'Union n'a à légiférer que si elle est réellement en mesure d'agir plus efficacement que les Etats membres. Dans la bouche d'un Britannique ou des représentants des Länder allemands, il a un sens très clair : que Bruxelles ne se mêle pas de tout régir dans la vie des Européens.

Valéry Giscard d'Estaing a qualifié cette proposition d'« innovation majeure » : « En impliquant davantage les Parlements nationaux, ce sera une avancée de l'intégration européenne », a-t-il dit, rappelant que « dans un système de bientôt 25 Etats membres avec près de 450 millions d'habitants, l'action politique ne peut pas et ne doit pas être centralisée ».

Il y avait un risque que la Convention se transforme en un exercice destiné à couper les ailes de Bruxelles, mais le groupe de M. Mendez de Vigo aboutit à des propositions mesurées : à l'avenir, toute proposition législative présentée par la Commission devra comporter une fiche « subsidiarité », expliquant comment ce principe est respecté. Les Parlements nationaux auront un délai de six semaines pour émettre leur avis sur la loi européenne en préparation. Si un tiers de ces Parlements estime que le principe de subsidiarité est violé, la Commission devra réexaminer sa proposition. Mais les Parlements ne disposeront pas de droit de veto. Une fois que la loi européenne aura été adoptée, ils auront possibilité d'attaquer celle-ci devant la cour de justice de Luxembourg pour non-respect de la subsidiarité.

Cette possibilité n'a pas été donnée aux régions à compétences législatives européennes, comme les Länder allemands, qui ne pourront agir qu'ensemble, via le Bundesrat, la chambre fédérale des Länder. Le rapport, qui satisfait les Français, n'alourdit pas la machine communautaire. Il ne prévoit pas de créer une nouvelle institution, composée de Parlementaires européens et nationaux, comme le souhaitent par exemple les Britanniques, pour contrôler la subsidiarité des décisions. Les Parlements nationaux s'en chargeront ex ante, la Cour de Luxembourg ex post.

UNE PERSONNALITÉ JURIDIQUE

Le deuxième groupe de travail, présidé par l'ancien président du conseil italien Giuliano Amato, a planché sur la personnalité juridique de l'Union. Jusqu'à présent, le Traité sur la communauté européenne (TCE), qui régit le marché unique depuis le traité de Rome, a la personnalité juridique, mais celui sur l'Union européenne (TUE), qui régit depuis Maastricht la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la coopération pénale, en est dépourvue. Le groupe de travail veut fusionner les traités TCE et TUE et obtenir une personnalité juridique unique pour l'Europe : l'Union pourrait alors signer des traités, agir en justice, devenir membre d'une organisation

internationale, engager sa responsabilité en sortant du flou actuel.

Cette fusion est un préalable pour une Constitution. Elle suscite des réticences plus ou moins avouées. La France et la Grande-Bretagne veulent préserver une structure de décision spécifique pour la PESC et la coopération pénale – où le rôle de la Commission et du Parlement est quasi inexistant.

Mais, affirme le groupe Amato, « le groupe de travail a conclu que ni la fusion des personnalités juridiques ni la fusion des traités n'ont en soi d'incidence sur cette structure ». Sur-tout, la création d'une personnalité juridique va lever des obstacles techniques et augmenter la pression pour que l'Europe ait une représentation unique dans les instances internationales, comme le Fonds monétaire international ou les Nations unies. Ce qui est en jeu, à terme, c'est le siège au Conseil de sécurité de l'ONU ou la possibilité – devenue très illusoire – de faire cavalier seul sur la scène internationale. A Bruges, M. Giscard d'Estaing est passé à la question suivante : « Qui incarnera cette personnalité juridique ? », a-t-il demandé, alors qu'il plaide depuis longtemps pour la création d'un président de l'Union.

OCTOBRE 2002 N° 572

CAHIERS CINÉMA

CINÉMA RETROUVÉ
Chaplin contre Hitler

ELIA SULEIMAN
New York, Palestine, Paris

ENTRETIENS : Johnny Hallyday, Jean-Claude Brisseau

NUMERO D'OCTOBRE
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

BMW

GAP

www.gap.fr

TOP UNIVERSITY TOUR

Salon des Meilleurs Programmes de 3ème Cycles Internationaux

PARIS

Samedi 12 Octobre 2002
12h-18h La Bourse de Paris
Palais Brongniart - Métro La Bourse - rue Vienne - 75002 Paris

Vous rencontrerez une sélection des meilleures Universités et Facultés Internationales

Princeton, Univ. Pennsylvania, Imperial College, Cranfield Univ., Ecole Centrale de Paris, Univ. of Melbourne, London School of Economics, etc...

pré-inscription Online
Entrée gratuite
tours@topcareers.net

www.topgraduate.com

FRANCE

M. Hollande : « Si nous avions été plus socialistes sur nos valeurs, nous aurions fait un meilleur score »

A Evry, le premier secrétaire du PS a répliqué aux attaques portées par MM. Emmanuelli et Mélenchon, en fustigeant leur « langage militaro-militariste ». Il s'est dit « blessé » pour le PS

ÉLEVANT à peine la voix, François Hollande a durci le ton. Le premier secrétaire du PS avait choisi le cadre d'un banquet républicain, dans la soirée du mardi 1^{er} octobre, à Evry (Essonne), pour répliquer aux attaques d'Henri Emmanuelli et de Jean-Luc Mélenchon, lors du lancement de leur courant Nouveau Monde (*Le Monde* du 1^{er} octobre). M. Emmanuelli s'en était pris au « Solférinodactyle » et M. Mélenchon, déclenchant le « feu sur les quartiers généraux », avait traité M. Hollande de « supplétif » du social-libéralisme, le comparant aux « trois petits cochons » qui « vont d'une cabane à l'autre ».

Sur les terres de Manuel Valls, député et maire d'Evry, ancien chargé de la communication de Lionel Jospin, et dans une fédération animée par Olivier Thomas, qui a suivi M. Mélenchon, M. Hollande a fait un rappel à l'ordre. Devant 300 sympathisants visiblement peu sensibilisés aux enjeux du futur congrès, à Dijon en mai 2003, il a rappelé les règles du jeu : « Tout est possible au PS dès lors qu'on reste sur les idées. J'admets les différences. Je n'admettrai jamais que des camarades puissent considérer comme adversaires d'autres camarades. Je n'ai pas d'ennemi, je n'ai pas d'adversaires, je n'ai pas de bataille à mener. Le seul combat que j'ai à engager, c'est face à la droite. »

L'après-midi, d'abord dans les couloirs de l'Assemblée nationale, puis devant le bureau national du PS, M. Hollande a appelé à la « dignité du débat public ». « Je n'accepte pas le langage militaro-militariste », a-t-il martelé, en se déclarant « blessé pour l'image du PS » dont, a-t-il insisté, « tout le monde est comptable ». Paul Quilès s'est dit « indigné » par la présence aux rencontres d'Argelès-sur-Mer (Pyré-



François Hollande, premier secrétaire du PS, et Henri Emmanuelli, le 29 juin, lors d'un conseil national du Parti socialiste. Mardi 1^{er} octobre, M. Hollande a répliqué au cofondateur de Nouveau Monde : « Je n'admettrai jamais que des camarades puissent considérer comme adversaires d'autres camarades. »

nées-Orientales) de militants arborant des T-shirts « Pourquoi ont-ils tué Jaurès ? ». M. Emmanuelli a assuré que cela ne visait pas la direction du PS, se défendant de « choquer » ses camarades mais leur demandant en retour de ne pas les traiter de « molletistes » ou d'« archaïques ».

Au sein de la majorité du PS, plusieurs responsables souhaitaient que M. Hollande rebondisse sur les « propos outranciers » d'Argelès pour dessiner les orientations de son nouvel axe majoritaire. Proche de Dominique Strauss-Kahn, Jean-Christophe Cambadélis a apporté son soutien à M. Hollande à condition qu'il engage une « véritable rénovation » du PS. Parmi les amis de Laurent Fabius, Claude Bartolone a souhaité que le premier secrétaire incarne un « socialisme de la réforme ».

A Evry, M. Hollande, qui veut laisser le débat entre les militants s'en-

gager, a été en deçà de ces espérances. Après avoir jugé qu'à l'élection présidentielle le PS avait « le meilleur candidat », il a lâché : « Si nous avions été plus socialistes sur nos valeurs, nos références, nous aurions fait un meilleur résultat. » Enumérant les valeurs du socialisme – « l'internationalisme », la paix, l'Europe, l'éducation, « l'égalité républicaine » –, il s'est exclamé : « Toutes ces valeurs nous rendent socialistes et profondément modernes, d'avant-garde même ! Quand on me demande s'il faut être plus ou moins à gauche, je réponds : au PS, c'est simple, il faut être authentiquement, fièrement, pleinement socialistes ! »

« UNE MAISON ROSE »

Le moment venu, a assuré M. Hollande, « je tracerai » une ligne qui permettra le « rassemblement le plus large possible ». Sans attendre ce rendez-vous, M. Valls a

fait allégeance à M. Hollande, en acceptant d'« être un supplétif » pour constituer autour de lui « un grand axe capable de rassembler une majorité de socialistes, de rassembler toute la gauche comme l'ont fait, en leur temps, François Mitterrand et Lionel Jospin, pour que nous puissions retrouver notre capacité d'innover, de proposer, de changer la vie ».

S'inspirant de la métaphore de M. Mélenchon, il s'est identifié en plaisantant à « l'un des trois petits cochons, et notamment le dernier [Nouf-Nouf], celui qui construit sa maison avec du ciment, en dur. Ma maison n'est pas bleue, je la veux rose, je la veux ouverte. Elle me protège contre le grand méchant loup ». Dans la salle, des salariés de LU-Danone, qui avaient troublé naguère, à Evry, la campagne de M. Jospin, contemplaient la scène en souriant.

Michel Noblecourt

M. Douste-Blazy contesté sur sa gestion de l'UDF

L'ANCIEN PRÉSIDENT de l'UDF, devenu l'un des dirigeants de l'UMP, Philippe Douste-Blazy, est mis en cause par plusieurs députés de son ancienne formation sur sa gestion financière, indique *Libération* du 2 octobre. Selon un rapport d'audit établi par Charles de Courson et Nicolas Perruchot, respectivement trésorier et trésorier adjoint de l'UDF, le solde du compte en banque du parti présidé par François Bayrou s'élèverait à un peu plus de 91 000 euros, alors que les sommes accumulées par le groupe UDF pendant la dernière législature atteignaient 457 347 euros. Le différentiel de 365 878 euros s'expliquerait par les indemnités de départ versées à cinq personnes licenciées la veille du second tour des élections législatives, en juin. M. de Courson et Perruchot auraient également pointé des factures injustifiées d'achat de parfum, de fleurs et de séjours dans des hôtels et de voyages. Selon *Libération*, les dirigeants de l'UDF ont pris conseil en juillet auprès d'un cabinet d'avocats dans l'éventualité du dépôt d'une plainte. Mais une majorité des députés du groupe UDF s'est opposée à l'engagement de poursuites. Sollicité par *Le Monde*, M. Douste-Blazy a indiqué : « Je n'ai même pas à réagir à ce qui s'apparente à un minable règlement de comptes. Je n'ai fait qu'appliquer la jurisprudence, comme tous mes prédécesseurs, dont François Bayrou. Mes comptes sont parfaitement tenus. »

DÉPÊCHES

■ **UMP/UDF : Francis Vercamer, élu député du Nord sous l'étiquette UMP, a décidé, mardi 1^{er} octobre, de rejoindre finalement le groupe UDF.** Le même jour, Jean-François Régère, député UDF de la Gironde, a annoncé son ralliement au groupe UMP de l'Assemblée.

■ **SÉNAT : Roger Romani, ancien conseiller de Jacques Chirac, a décidé de revenir, à 68 ans, au Sénat, en remplacement de Michel Calda-guès, sénateur de Paris.**

Deux cantonales partielles

CALVADOS

Falaise-sud (second tour).

I., 6 466 ; V., 2 687 ; A., 58,44 % ; E., 2 584. Roger Jardin, div. d., 1 420 (54,95 %)... ÉLU Denis Delasalle, PS, 1 164 (45,05 %).

[Roger Jardin (div. d.), qui avait obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés au premier tour, remporte ce canton que détenait auparavant Claude Leteurtre (UDF).

22 septembre 2002 : I., 6 466 ; V., 2 303 ; A., 64,38 % ; E., 2 195 ; Roger Jardin, div. d., 1 110 (50,57 %) ; Denis Delasalle, PS, 878 (40 %) ; Daniel Doudard, FN, 117 (5,33 %) ; Jacqueline Le Corre, PCF, 90 (4,10 %).]

Isigny-sur-Mer (second tour).

I., 7 760 ; V., 2 502 ; A., 67,76 % ; E., 2 408.

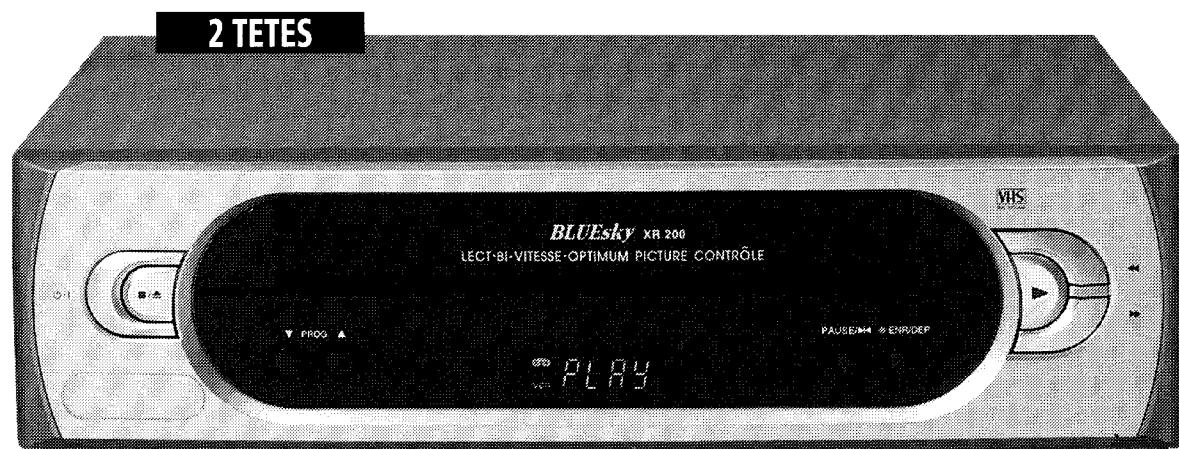
Louis Lelong, div. d., m. de Castilly, 1 611 (66,90 %)... ÉLU René Vallée, PS, adj. m. d'Isigny-sur-Mer, 797 (33,10 %).

[Les électeurs se sont pas plus déplacés au second tour qu'au premier. Louis Lelong (div. d.) succède à Jean-Marc Lefranc (UDF).

22 septembre 2002 : I., 7 760 ; V., 2 508 ; A., 67,68 % ; E., 2 413 & t hinp ; Louis Lelong, div. d., m. de Castilly, 1 436 (59,51 %) ; René Vallée, PS, adj. m. d'Isigny-sur-Mer, 650 (26,94 %) ; Francis Avenel, FN, 167 (6,92 %) ; Bernard Yver, PCF, 159 (6,59 %) ; Lionel Fabre, div., 1 (0,04 %).]

Jeudi 3 octobre

Record du jour



79 €

518^{F21}

www.Carrefourmultimedia.com

Magnétoscope BLUEsky XR200

7 programmations sur 1 mois, fonction bi-vitesse pour doubler la durée des cassettes en enregistrement. Garantie 2 ans.

le mois

Carrefour

Un coup de filet contre des cueilleurs de pommes se solde par un fiasco

Les vingt-neuf personnes interpellées le 24 septembre par les gendarmes de l'Isère ont toutes été libérées après une série d'erreurs de procédure

GRENOBLE (Isère)
de notre correspondante

Le vaste coup de filet, le 24 septembre, dans six exploitations arboricoles de la région de Roussillon (Isère) s'est soldé, mardi 1^{er} octobre, par la remise en liberté de six travailleurs clandestins placés au centre de rétention administrative de Satolas. Quelques jours plus tôt, huit autres personnes avaient déjà été remises en liberté, réduisant ainsi à néant une opération présentée comme exemplaire.

En pleine saison de cueillette des pommes, les gendarmes, qui avaient appris que certains saisonniers étaient en situation irrégulière, saisissent le 24 septembre 80 photocopies de titres de séjour contrefaits et interpellent 29 personnes. Parmi elles, six arboriculteurs et deux directeurs de foyers d'hébergement qui n'auraient pas été très regardants sur l'authenticité des titres de séjour. Tous ont été remis en liberté mais pourraient faire l'objet de poursuites.

Sur les vingt ramasseurs arrêtés, seize sont en situation irrégulière, la plupart en possession de fausses pièces d'identité, et font l'objet d'un arrêté de reconduite à la fron-

tière. Parmi eux, deux Irakiens, deux Palestiniens, quatre Algériens.

Commence alors une course contre la montre. Alors que l'avocat de permanence se démène pour boucler les recours en annulation devant le tribunal administratif, le juge des libertés et de la détention de Lyon porte un premier coup à la procédure, en refusant plusieurs prolongations de rétention, pour des erreurs de forme : non-respect du délai de recours à un avocat, défaut d'inscription de l'heure à laquelle le procureur a été prévenu, absence d'information sur leurs droits en début de garde à vue. Huit personnes sont remises en liberté et deux autres, de nationalité brésilienne, assignées à résidence. Dans la confusion, une neuvième est libérée par erreur.

« SÉQUESTRATION LÉGALE »

L'audience du tribunal administratif se tient alors, selon M^{re} Florent Girault, « dans un désordre extrême ». L'avocat a mobilisé une dizaine de ses confrères, dont le bâtonnier, pour « dénoncer des conditions qui ne permettent pas d'exercer les droits à la défense dans des conditions de respect à l'égard des person-

nes ». La préfecture, notamment, aurait communiqué les pièces des dossiers « au dernier moment ». Le juge administratif a cependant rejeté les demandes de renvoi et confirmé chacun des arrêtés préfectoraux. « Y compris celui pris à l'encontre des Palestiniens, alors que dans leur cas, il n'y a pas de pays de destination possible », s'indigne M^{re} Girault, qui parle de « séquestration légale ».

Dans un communiqué publié le 30 septembre, les Verts Isère qualifient l'opération « de rafle comme dans les pires moments de notre histoire », « le durcissement de la politique du gouvernement » trouvant là « une nouvelle et très grave illustration ». Entre-temps, les intéressés ont chacun déposé une demande d'asile politique. La préfecture a alors signé une seconde série de prolongations de rétention. Nouveau revers : mardi 1^{er} octobre, le juge les a trouvées insuffisamment motivées et les a rejetées en bloc. Huit jours après leur interpellation, tous les clandestins cueilleurs de pommes sont repartis dans la nature.

Nicole Cabret

M. Mattei défend « le devoir impérieux » de santé publique

Le ministre de la santé prépare une loi de programmation quinquennale

COMME ON LE DIT d'une équipe sportive, Jean-François Mattei a joué à domicile. Même si c'est en tant que ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées qu'il s'exprimait, mardi 1^{er} octobre, devant l'Académie de médecine pour y défendre « le devoir impérieux de santé publique en France et en Europe », le professeur Mattei n'a pas oublié de rappeler qu'il était membre de cette assemblée depuis plusieurs années. Si le médecin a évoqué les transformations que le système de santé a subies au cours du demi-siècle écoulé, le ministre a insisté sur la priorité qu'il entend donner à la santé publique. Il souhaite mettre en œuvre cette politique à travers une loi quinquennale de programmation. Il entend associer l'Académie de médecine à l'élaboration de ce projet.

M. Mattei a affirmé que « notre système de santé ne repose plus sur des règles de fonctionnement adaptées aux caractéristiques des problèmes que nous devons prendre en charge ». Dénonçant les conceptions erronées du passé, le ministre a défini la santé publique comme « la nécessité de comprendre et

de résoudre les problèmes de santé à l'échelle de la population. La santé publique est, de ce point de vue, un devoir impérieux, j'en fais un objectif premier de mon action ».

Pour cela, M. Mattei souhaite corriger trois déséquilibres. Tout d'abord, celui entre « une approche soignante qui est de plus en plus technique et la dimension humaine des soins qui reste la base de l'attente des personnes qui souffrent ». Ensuite, celui de la répartition des responsabilités et des compétences dans le système de santé, notamment entre l'Etat et les régions, qui sont difficiles à percevoir par la population.

« LES PIRES RÉSULTATS »

Troisième déséquilibre que M. Mattei veut rectifier : « Sur les 150 milliards d'euros [par an] que nous consacrons aux soins, il y en a 3 pour la prévention. » Un choix « qui a des traductions très concrètes en termes de mortalité prématurée, de morbidité précoce », a insisté le ministre en soulignant que « la France a ici les pires résultats européens ».

Pour y répondre, M. Mattei a précisé qu'il préparait une loi quinquennale de programmation en santé publique. Cette loi aura deux grands objectifs : « D'une part, prévenir la mortalité et la morbidité évitables et réduire les inégalités ; d'autre part, préserver la qualité de vie des personnes en situation de handicap ou de dépendance. »

Ce dispositif reposera sur six principes : « une programmation pluriannuelle, sur cinq ans, pour déterminer les objectifs prioritaires

de santé à atteindre, et des outils de suivi et d'évaluation », la détermination des objectifs en amont de l'allocation des ressources, la mobilisation des connaissances disponibles, l'organisation des débats et des consultations indispensables « en respectant la légitimité démocratique des élus et le rôle des représentants de l'Etat », la coordination des stratégies et des compétences, et l'implication des professionnels.

Défendant l'importance des actions de prévention, le ministre de la santé a déclaré souhaiter que « les interventions préventives soient aussi bien évaluées que le sont les médicaments » et que les Français aient facilement accès à celles ayant fait la preuve de leur efficacité. D'où l'importance, pour M. Mattei, de la formation initiale des médecins et de la formation des spécialistes de santé publique. A ces fins, le ministre désire créer une « grande école de santé publique » en « fédérant les compétences existantes ».

Dans la dernière partie de son intervention, M. Mattei a précisé le champ de la santé publique, y incluant les phénomènes de violence et leurs conséquences sanitaires. Enfin, estimant que le partenariat patronat-syndicat avait vécu, M. Mattei a plaidé pour une « nouvelle architecture de notre système d'assurance-maladie », rejetant symétriquement l'« étatisation à la britannique, avec ses files d'attente, et la privatisation américaine qui laisse 40 millions de citoyens sur le côté ».

Paul Benkimoun

Adibou
Rien ne vaut la tendresse et la magie pour s'épanouir

Adibou, 10 ans de complicité !

Avec Adibou, votre enfant plonge au cœur de nouvelles missions variées et amusantes dans un univers magique et plein de tendresse. Il progresse à son rythme grâce à une toute nouvelle méthode d'apprentissage basée sur la découverte, l'observation et l'action.

Pour participer au jeu-concours, connectez-vous à www.education.com ou www.vugames.fr

DES AVENTURES DRÔLEMENT INTELLIGENTES !

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : un jeune homme de vingt ans a comparu, mardi 1^{er} octobre, devant le tribunal de police de Bordeaux pour « racolage actif » d'une prostituée, une première judiciaire. Le procureur a requis 150 euros d'amende, en rappelant que l'article R625-8 du Code pénal, habituellement utilisé à l'encontre des prostituées, pouvait aussi s'appliquer aux clients. Le jugement a été mis en délibéré au 15 octobre.

■ **L'ancien maire de Cannes, Michel Mouillot, a été condamné, mardi 1^{er} octobre**, à 10 000 euros d'amende pour détournement de fonds publics par le tribunal correctionnel de Grasse. M. Mouillot, auquel le tribunal a également interdit d'exercer toute fonction électorale pendant deux ans, était poursuivi pour s'être indûment fait escorter par des policiers municipaux jusqu'à sa villa après les cérémonies du 14 juillet 1996.

■ **La cour d'assises des Yvelines a condamné, mardi 1^{er} octobre, un jeune homme de 35 ans**, à six ans de prison pour avoir brutalisé, en mars 2000, une fillette de 9 mois, lui occasionnant des séquelles neurologiques. Incommodé par les pleurs du bébé confié à sa belle-mère, il l'avait secoué pour le faire taire.

■ **Une automobiliste de 25 ans a été mise en examen, mardi 1^{er} octobre, à Strasbourg, pour « homicide involontaire »** après avoir mortellement fauché, la veille, un bébé d'un an dans sa poussette, sur un passage piétons. Un placement en détention a été requis à l'encontre de la jeune femme.

■ **ROUTE** : au cours d'une visite au Mondial de l'automobile, mardi 1^{er} octobre, le ministre des transports Gilles de Robien a souhaité une généralisation des limiteurs de vitesse « sur tous les modèles de véhicules » et celle d'un signal en cas de non-utilisation de la ceinture de sécurité.

■ **POLLUTION** : une alerte à la pollution au dioxyde d'azote a été lancée pour mercredi 2 octobre en Ile-de-France, où les automobilistes ont été invités à ne pas utiliser leur voiture. Un pic de pollution au dioxyde de soufre (SO₂) a été par ailleurs enregistré, mardi 1^{er} octobre, dans l'agglomération du Havre.

■ **ÉDUCATION** : le tribunal administratif de Versailles a rejeté, mardi 1^{er} octobre, la demande d'un collectif de parents de Mantes-la-Jolie (Yvelines) réclamant l'annulation de l'oral du bac de français, estimant que leurs enfants avaient été déstabilisés par « la désinvolture » de l'examineur (Le Monde du 19 septembre).

■ **MER** : le trois-mâts Belem, dernier survivant français des grands voiliers marchands, a été percuté, lundi 30 septembre, par un chalutier, au nord-ouest de l'île de Groix (Morbihan). Le navire-école de la Marine, qui a subi un enfoncement de la coque, est rentré au port de Lorient. Aucun de ses passagers n'a été blessé.

■ **NUCLÉAIRE** : un technicien intervenant pour un prestataire de service d'EDF a été « légèrement contaminé », mardi 1^{er} octobre, sur l'unité de production n° 2 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), selon un porte-parole d'EDF. Les premières analyses ont révélé une contamination interne de l'ordre de 1 % de la limite sanitaire annuelle autorisée.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Mondher Sfar

À LA SUITE DE notre article intitulé « Un pamphlet antisémite circule dans les milieux pro-palestiniens radicaux » (Le Monde du 13 juin), nous avons reçu de Mondher Sfar, responsable du Collectif de la communauté tunisienne en Europe et à l'origine de la publication de l'ouvrage en question, la mise au point suivante :

Votre article croit pouvoir affirmer que le livret serait dirigé contre les juifs et que les éditeurs dudit manifeste, dont moi-même cité nommément, seraient passés insensiblement de l'antisémitisme à l'antisémisme. Je tiens à déclarer solennellement que je n'ai jamais

été animé par un quelconque sentiment antijuif et ne peux que regretter le procès d'intention que vous me faites, moyennant une lecture tendancieuse et déformée de mes écrits.

Je tiens à réaffirmer également que la dénonciation des thèses des courants extrémistes juifs et racistes ne procède d'aucune haine ou méfiance à l'égard des juifs dans leur globalité, comme il est évident que la dénonciation de l'extrémisme islamiste ou chrétien ne peut être interprétée comme révélateur d'une haine pour les musulmans ou les chrétiens.

Comment être agriculteur dans la périphérie des grandes villes ?

Le réseau Terres en ville regroupe associations, élus et exploitants agricoles de neuf zones périurbaines régionales.

Ceux-ci se diversifient pour s'adapter à leur environnement citadin et préserver leur espace. Un séminaire vient de se réunir à Lille

LILLE

de notre correspondant régional
Des tracteurs bloquant les accès à l'hôtel de la communauté urbaine de Lille : l'image, ici, semblait incongrue. C'était à la fin 2001, à l'occasion de l'examen du projet de schéma directeur de l'agglomération, et les agriculteurs protestaient, avec de solides arguments, contre le grignotage de leurs terres par l'urbanisation et les zones industrielles.

Au moment où ses habitants se préoccupent de plus en plus de nature et d'environnement, la métropole lilloise découvrirait qu'elle abrite en son sein une agriculture dynamique et entrepreneuriale. Ce petit choc culturel a provoqué la mise en place d'un « nouveau partenariat » entre citadins et ruraux concrétisé, récemment, par la tenue d'un « séminaire de réflexion » où les deux parties ont pu confronter leur point de vue à la lumière de l'expérience d'autres régions.

Les Lillois ne sont pas les seuls à affronter ce problème. Selon le dernier recensement agricole de 2000, un tiers des superficies agricoles françaises se trouvent en

zone périurbaine. Même en Ile-de-France, l'urbanisation ne couvre que 76 % du territoire de la capitale et de sa « couronne périurbaine ». Chaque territoire a sa spécificité, mais « ce débat avec la ville est très similaire à celui que mène l'agriculture avec la société française tout entière », souligne Bernard Poirier, coprésident du réseau Terres en ville et vice-président de la communauté urbaine de Rennes. Terres en ville, créé en juin 2000, rassemble des représentants des chambres d'agriculture, des élus communautaires et des associations de neuf agglomérations qui se sont donné pour but de favoriser la concertation. Si, au niveau local, le dialogue est souvent difficile, c'est que, jusqu'à présent, « la politique agricole se définit surtout au niveau des Etats et de l'Europe, estime-t-il. Les collectivités locales n'y sont pas suffisamment associées ». Terres en ville entend donc surmonter ce handicap.

« Une reconnaissance réciproque de ce que la ville et la campagne peuvent s'apporter l'une à l'autre » est nécessaire en préalable, estiment les responsables de Terres en ville. Sur ce point, les exploi-

tants agricoles ne sont plus à convaincre. « Les agriculteurs concernés sont souvent nés dans les territoires périurbains, ils s'y sentent bien et préfèrent subir la pression foncière plutôt qu'aller s'installer ailleurs », souligne Xavier Guyomar, ingénieur du génie rural auprès de la Bergerie nationale de Rambouillet.

UN BESOIN DE PÉDAGOGIE

Ces agriculteurs périurbains profitent des mêmes avantages que les citadins pour l'éducation de leurs enfants ou pour leurs loisirs et ne sont pas prêts à y renoncer. Souvent mieux formés que la plupart de leurs collègues établis dans des régions moins peuplées, ils ont su également, quand cela est possible, profiter très tôt des débouchés et des services que leur offre la ville.

La prise de conscience est plus difficile du côté des citadins. La grande faiblesse des agriculteurs, face à la progression urbaine, est qu'ils ne font pas le poids face à l'industrie et aux services en matière d'emplois. « Partout, c'est plutôt la notion d'espace qui est prédominante », souligne Bernard Poirier.

Mais, le plus souvent, l'espace représente précisément, pour les décideurs économiques, une opportunité de créer de nouvelles « zones d'activité » génératrices d'emplois et d'expansion urbaine. Le citoyen moyen, pour sa part, y voit surtout de l'air pur et de la verdure, avec ou sans agriculteurs. L'action pédagogique est, à ce niveau, indispensable. « Il faut, lance M. Guyomar, rendre lisible la logique et la présence agricole, du paysage à l'assiette. »

Les agriculteurs y sont prêts : dans la métropole lilloise, une vingtaine d'entre eux proposent déjà des visites de leur exploitation. L'hébergement – chambres d'hôtes, gîtes ruraux et autres campings à la ferme – proposé par une quinzaine d'autres est aussi une excellente occasion d'échanges mutuels. La fréquentation régulière des citadins aidera aussi les agriculteurs à comprendre les exigences de ces derniers en matière de protection de l'environnement.

« Si nous avons émis un avis défavorable sur le projet de schéma directeur, c'est pour marquer de façon forte ce qui nous oppose. Mais nous sommes ouverts au dialo-

gue », a lancé, lors du séminaire de Lille, le président de la chambre d'agriculture, Bernard Pruvot, aux élus et aux techniciens. La principale revendication des agriculteurs porte sur « la sécurité des sols ». Seule l'assurance d'en disposer pendant au moins vingt-cinq ans leur permet, disent-ils, d'investir. Ceux de la métropole lilloise y sont d'autant plus sensibles que 80 % d'entre eux ne sont pas propriétaires.

AIDE À LA COMMERCIALISATION

Pierre Mauroy – qui envisage l'adhésion de la communauté urbaine qu'il préside au réseau Terres en ville – a reconnu pendant cette même réunion l'importance pour les agriculteurs d'une « planification qui dure dans le temps », sans cacher que la ville continuera de gagner sur la campagne, en dépit de sa volonté affichée de limiter au maximum son expansion, notamment par une reconquête des friches industrielles (Le Monde du 10 janvier). Il s'est aussi déclaré prêt à aider à la commercialisation des produits, notamment pour les maraîchers. « Au plan économique, si vous avez

des idées, on peut vous aider », a-t-il lancé.

Reste à mettre en pratique ces belles résolutions. Il faut « prendre le temps de se comprendre autour de petites opérations », conseille Pascal Tocquer, venu présenter l'exemple de Loriet. Agriculteurs et techniciens lillois de la communauté urbaine en ont fait l'expérience avec la mise en place du parc urbain de la Deule. Un cas d'école, dans la mesure où les deux parties y trouvent leur compte : stabilité foncière en échange de contraintes environnementales pour les agriculteurs ; assurance d'une présence, gage de sécurité et d'entretien du paysage pour les techniciens.

Tous se disent ravis de la qualité du dialogue engagé à cette occasion. « Nous avons pu développer la concertation autour d'une table, entre interlocuteurs concernés, s'est félicité un éleveur qui exploite 146 hectares au cœur de ce parc. C'était beaucoup plus facile qu'avec la communauté urbaine, qui, pour nous, est un peu un "machin", comme de Gaulle le disait de l'ONU. »

Jean-Paul Dufour

Dans le Nord, le rude combat contre la pression urbaine

LILLE

de notre correspondant régional
Leurs parents avaient repris, en 1963, l'exploitation « détenue par la famille depuis 350 à 400 ans » à Marquette, dans la banlieue nord-ouest de Lille. La pression urbaine se faisait déjà sentir à l'époque. En 1981, ils furent expropriés de 17 hectares, mais purent en acquérir 14 autres, sur les communes de Prêmesques et Lambersart, à 3 kilomètres de là. Vingt-deux ans plus tard, leurs deux fils, Pierre-Marie et Jean Lamblin, qui se sont associés pour exploiter 40 hectares sur les deux sites, risquent de perdre, à leur tour, 16 hectares à Marquette et 4 à Lambersart. « Au total, cela représente 50 % de la surface de notre exploitation ! », s'indigne Pierre-Marie.

Une métropole restée très rurale

Une étude, menée en commun par l'agence de développement de la Communauté urbaine et la chambre d'agriculture du Nord, montre que les agriculteurs de l'arrondissement de Lille ont dû céder 4 000 hectares entre 1988 et 2000. Cela a entraîné la disparition de 44 % des exploitations et de 53 % des emplois agricoles. La tendance s'accroît : la perte annuelle de surface cultivée est passée de 209 hectares entre 1979 et 1988 à 354 actuellement, tandis que les projections de l'Insee à l'horizon 2030 prévoient une poursuite de la croissance de l'agglomération, qui compte déjà 1,2 million d'habitants. Ces chiffres dissimulent pourtant une réalité étonnante : en dépit de la densité de sa population (1 344 habitants au kilomètre carré), la métropole lilloise reste la plus agricole de France. On y recense 1 455 exploitations, qui emploient près de 5 400 personnes sur 45 240 hectares, soit 50 % du territoire. L'étude révèle aussi un rajeunissement des exploitants et une élévation très sensible de leur niveau de formation. – (Corresp. rég.)

C'est peu dire que les frères Lamblin se sont adaptés à leur environnement urbanisé. « Notre grand-père, disent-ils, faisait déjà des tournées sur Lille en 1920. » Comme nombre de leurs collègues, ils perpétuent cette vieille tradition en l'améliorant. Jean a appris la fabrication du fromage, son épouse Anne-Claude, associée dans l'exploitation depuis 2001, confectionne des gaufres traditionnelles et de la pâtisserie.

Ces produits transformés issus du lait de leurs 30 vaches, ainsi que les œufs de leurs 500 poules sont vendus sur place, à Marquette et à Prêmesques. « Aujourd'hui, explique Jean, la vente directe représen-

te 55 % à 60 % de notre chiffre d'affaires. » Non loin de là, 21 exploitants, répartis sur 13 exploitations, ont préféré se doter d'un magasin de vente commun.

D'autres se sont lancés dans l'hébergement et la restauration. C'est le cas de Dominique et de Nelly Pollet, qui exploitent 43 hectares en polyculture et élèvent 35 vaches laitières à Sainghin-en-Mélantois. Après avoir perdu son emploi en 1996, Nelly a choisi de travailler à la ferme, et l'accueil de touristes est apparu très vite comme un excellent moyen de mettre en valeur leur superbe corps de ferme traditionnelle, à deux pas du campus universitaire de Ville-neuve-d'Ascq.

Un an de démarches et de travaux ont été nécessaires pour construire, en 1996, quatre chambres d'hôtes dans une ancienne étable. Le taux de remplissage des chambres atteint 85 % à 90 % de juin à septembre (55 % à 60 % sur l'année) et la ferme accueille de plus en plus souvent des mariages et des fêtes familiales.

TRAVAIL DE FORÇAT

Les maraîchers éprouvent plus de difficultés à résister. La moitié, environ, des exploitations de l'arrondissement de Lille se consacrent exclusivement à la culture des légumes de toutes sortes sur de petites superficies de 5 à 20 hectares, concentrées surtout dans les Weppes, à l'est de la métropole lilloise. Jean-Marie Mille cultive 15 hectares coincés entre la sortie d'Ennetières-en-Weppes et l'autoroute. Des pommes de terre, un peu de betteraves et, surtout, des salades. Un travail de forçat : « 8 000 laitues à planter chaque semaine, du 15 mars au 15 août, seul, à la main. La récolte se fait tous les matins à partir de 6 heures, pour une livraison à Match [la grande surface voisine] entre 11 h 30 et 14 h 30. » Il est formel : « Les jeunes ne veulent plus faire notre boulot, c'est trop dur. »

Ces agriculteurs, les moins aidés de la corporation, subissent de plein fouet la concurrence de leurs collègues belges installés à quelques kilomètres de là. Puissamment organisés, ces derniers maîtrisent mieux que les Français la vente de leurs produits. « Ils disposent aussi d'une main-d'œuvre moins chère, sur l'origine de laquelle les autorités locales sont peu regardantes », souffle un collègue de M. Mille. L'espoir des Français réside dans le lancement prochain d'un label « légumes des Weppes ». Ils souhaitent aussi la création sur place d'unités de transformation et de conditionnement, en réponse à une demande croissante, notamment dans la grande distribution.

J.-P. D.

Avec un partenaire de poids à ses côtés, on se sent forcément mieux protégé.

Depuis le 23 septembre 2002, Retraites Unies (Anep, Irmis, Crica et Crica Prévoyance) s'appelle **Réunica**. Un nouveau nom qui incarne nos valeurs de **simplicité, proximité, confiance** et affirme notre nouvelle vitalité au service de tous en **retraite, prévoyance et santé**. Alors, pour affronter l'avenir sereinement, contactez-nous par mail : courrier@reunica.com

RÉUNICA
pour prévoir dans tous les cas

www.reunica.com
Retraite • Prévoyance • Santé

LA CHUTE DE LA MAISON

LES malversations bancaires sont toujours commises par des gens honnêtes. » Cette boutade, écrite en 1859 par James S. Gibbons, dans son livre *Les Banques de New York et la panique de 1857*, pourrait servir aujourd'hui de devise aux grandes maisons de Wall Street, ébranlées par les scandales à répétition, et à la première d'entre elles, la plus puissante, la plus crainte et autrefois la plus respectée, Merrill Lynch.

De son siège de verre et d'acier au bord de la rivière Hudson, face à ce qui fut le World Trade Center, la plus grande société de Bourse du monde a porté des années durant aux gouvernements et aux entreprises de la planète la bonne parole du capitalisme, des privatisations, des OPA. Ses études faisaient trembler les ministres des finances, les gouverneurs de banques centrales et les PDG. Au moment du triomphe de la nouvelle économie, à la fin des années 1990, les banquiers de Merrill Lynch pouvaient, non sans raison, se prendre pour les « maîtres du monde », selon l'expression de Tom Wolfe dans *Le Bûcher des vanités*. « Les limousines, les chauffeurs, les grands dîners, les avions privés, les "on se voit au tournoi de tennis de Boca Raton" (Floride), "rendez-vous au Louvre..." », étaient devenus la norme », se souvient avec nostalgie un concurrent.

A peine deux ans plus tard, cet univers s'est effondré. Merrill Lynch lutte pour sa survie. Les profits se sont effondrés de 85 % en 2001. Certains se demandent tout simplement si la banque peut encore être rentable. En un an, elle a réduit ses effectifs de 72 000 à 57 000 personnes. L'action a perdu 55 % de sa valeur depuis janvier 2001. Les rumeurs d'OPA se succèdent. Fait sans précédent, le PDG David Komanski s'est livré, au printemps, lors de l'assemblée générale, à une séance publique d'autocritique. Il a présenté des excuses « aux clients, aux actionnaires et aux employés... Nous avons failli dans le respect des standards élevés qui sont notre tradition ». Ce « trader » sanguin, né dans le Bronx et formé sur le tas, quittera son poste à la fin de l'année. « Demander pardon était nécessaire, mais c'est trop peu, et surtout trop tardif », estime Sarah Litzki, une avocate spécialiste de la défense des actionnaires.

Le précédent de la faillite de Drexel Burnham Lambert, en 1989, est dans toutes les mémoires. « Merrill Lynch est une maison solide, d'une tout autre dimension », proteste-t-on dans les étages du World Financial Center. De fait, pendant onze années consécutives, l'établissement a été le premier courtier en actions et en obligations du monde – une place qu'il vient juste de perdre –, et sa trésorerie approche encore les 15 milliards de dollars. Pour des générations



KATHY WILLENS/AP

Stanley O'Neal (au premier plan) succédera en décembre au PDG de Merrill Lynch, David Komanski (au troisième plan).

Il y a deux ans, la première banque de courtage du monde faisait trembler ministres et PDG. Aujourd'hui, empêtrée dans les scandales et les procès, elle cherche à éviter la faillite

MERRILL LYNCH

d'Américains, Merrill Lynch rime avec Wall Street. Sa réussite s'est construite sur les centaines de bureaux, disséminés dans tous les pays, d'où, depuis quatre-vingt-sept ans, des vagues de commerciaux partent vendre aux dentistes, commerçants et cadres les titres cotés à New York. La Réserve fédérale, l'administration et même les juges ont conscience du cataclysme que constitueraient sa disparition et sa vente par appartements. Mais les métiers d'argent sont construits sur la confiance. Quand elle disparaît...

Merrill Lynch est assiégé. Il ne se passe plus une semaine sans qu'un nouveau procès lui soit intenté. A tort ou à raison, l'établissement est devenu le symbole de la bulle financière, de la spéculation et des arnaques... Il est la cible non seulement du procureur de l'Etat de New York, de commissions d'enquête parlementaires, du département de la justice et de la SEC (Securities Exchange Commission), mais aussi d'une multitude de clients, fonds de pension, riches particuliers, entreprises... Dans une atmosphère lourde de règlements de comptes internes, la banque tente de gommer les traces les plus compromettantes de son passé. Il y a deux semaines, un vice-président, Thomas W. Davis, et Schuyler Tilney, un banquier du bureau de Houston (Texas), ont été remerciés. Officiellement, pour avoir refusé de témoigner devant la sous-commission d'enquête permanente du Sénat sur leur rôle dans certains montages douteux d'Enron.

Le plus dur reste à venir avec la mise en accusation, annoncée comme imminente, d'Andrew Fastow, l'ancien directeur financier d'Enron, et le début du grand déballage

sur la plus importante faillite de l'histoire américaine. M. Fastow a orchestré, via un système complexe de fonds et de filiales, la dissimulation de milliards de dollars de pertes et de dettes. Il ne l'a pas fait seul. Le plus important de ces « partenariats », baptisé LjM2, était financé par Merrill Lynch. Près d'une centaine de cadres de la banque ont même investi, à titre personnel, 17,6 millions de dollars dans LjM2. « Enron n'aurait pas pu réaliser de fraudes à une aussi grande échelle sans la complicité d'une institution

Henry Blodget, analyste, traitait la société AtHome de « piece of crap » (« merde ») dans des messages internes, et recommandait aux investisseurs d'en acheter les actions

financière majeure, tonne le sénateur démocrate Carl Levin, président de la sous-commission d'enquête permanente. Merrill Lynch a aidé Enron à falsifier ses comptes. »

Quand, en 1999, Andrew Fastow demanda à Merrill Lynch de travailler avec lui et de ramener capital et investisseurs, aucune question embarrassante ne lui est posée. Pourtant, le fonds LjM2, qu'il dirige directement, est d'un genre très particulier : il a en effet pour vocation de reprendre des actifs du groupe texan Enron, société dont le même Andrew Fastow est le directeur financier. A ce titre, c'est lui qui établit le prix des activités cédées par Enron et acquises par LjM2. On n'est jamais si bien servi... Le

fonds garantit une rémunération hors norme – de plus de 30 % par an ! L'idée même de conflit d'intérêts ne semble pourtant pas avoir effleuré les banquiers. Non seulement ils apportent à LjM2 quelque 265 millions de dollars, via les portefeuilles de leurs clients (fonds de pensions, grandes fortunes, fondations), mais la firme ajoute 5 millions de dollars dans LjM2. Ce n'est qu'un début.

Le 21 décembre 1999, James Brown, spécialiste des montages financiers complexes

de la société de courtage, annote la couverture d'un épais dossier de ces mots : « Risque pour notre réputation/complicité de manipulation du compte de résultats d'Enron. » Merrill Lynch accepte pourtant d'acquiescer, auprès du groupe texan, trois barges produisant de l'électricité au large du Nigeria pour 28 millions de dollars. Sur cette vente, Enron dégage en apparence un profit de 12 millions de dollars. A en croire les documents révélés par le Sénat, la cession est fictive et s'apparente plutôt à un prêt, puisqu'elle n'est que temporaire : Enron s'engage en effet oralement à trouver un repreneur dans les six mois pour lesdites barges, et promet à Merrill un rendement très lucra-

tif de 22,5 %. En juin 2000, la banque s'inquiète de ne toujours pas voir venir l'acheteur promis. Andrew Fastow en trouve un... LjM2 ! « Pour sortir la maison de cette opération douteuse, Enron a utilisé le partenariat dans lequel Merrill et ses cadres ont investi et pour lequel nous avons levé l'essentiel des capitaux », résume un courrier électronique interne dont le contenu a été révélé au Sénat.

L'affaire n'est pas terminée. Au même moment, LjM2 a de gros besoins en capitaux, et sollicite un prêt de 10 millions de dollars. Le comité de crédit du courtier refuse. C'est alors qu'interviennent Schuyler Tilney, responsable à Houston des activités de banque d'affaires, son adjoint Robert Furst, et Benjamin Sullivan, qui dirigeait l'équipe chargée de convaincre des investisseurs d'entrer dans LjM2. « Andrew Fastow occupe une position très influente pour nous apporter de nouvelles affaires », écrivent-ils à Thomas Davis, directeur des marchés et de la banque d'investissement, en lui demandant de « profiter de notre dynamique du succès avec Enron ». Le prêt est finalement accordé. Thomas Davis était particulièrement réceptif : il avait investi à titre personnel dans LjM2. Quant à M. Tilney, sa femme Elizabeth était directrice de la communication marketing d'Enron et le couple était très proche de la famille du directeur financier, M. Fastow...

Certains investisseurs, piégés dans LjM2, ont décidé de poursuivre la banque en justice. « Le meilleur actif du fonds aujourd'hui est la possibilité de traîner Merrill Lynch devant un juge », explique, désabusé, l'un d'entre eux. Une idée qui pourrait séduire beaucoup d'actionnaires et de salariés d'En-

ron à la recherche de « complices solvables » pour récupérer un peu d'argent.

John Olson, ancien analyste de Merrill Lynch, se considère lui aussi comme une victime des relations particulières de son ex-employeur et du groupe texan. Jusqu'en 1998, M. Olson, dans toutes ses études, portait un jugement circonspect sur Enron et donnait un avis « neutre » sur l'action. Le président du groupe pétrolier, furieux, s'en était plaint à plusieurs reprises aux dirigeants de la banque, tant et si bien qu'en août 1998, à la suite d'« une réorganisation interne », M. Olson fut prié de quitter Merrill Lynch.

L'analyste qui lui succède, Donato Easley, recommande, lui, d'« accumuler » les titres Enron. Le 15 janvier 1999, Schuyler Tilney, le responsable de Houston, se réjouit, dans un courrier électronique, de voir « se dissiper l'animosité » entre les deux entreprises, tandis que Merrill Lynch multiplie les affaires avec le groupe énergétique. « Il n'y a pas le moindre doute sur la raison pour laquelle je suis parti », affirme M. Olson. Quelques jours seulement avant la faillite d'Enron, le 2 décembre 2001, Merrill recommandait encore la valeur à l'achat.

JOHN Olson n'est pas un cas isolé. Tous les analystes de Merrill Lynch ont fait l'objet de l'attention d'Eliot Spitzer, le procureur de l'Etat de New York. Sa croisade pour assainir Wall Street a longtemps été jugée avec condescendance. Il y a six mois, elle a pris une autre dimension. Il a découvert l'existence de courriers électroniques montrant que les opinions personnelles des analystes sur les entreprises étaient parfois très différentes des recommandations publiées. Henry Blodget, spécialiste de la nouvelle économie, par exemple, traitait la société AtHome de « piece of crap » (« merde ») dans des messages internes, et, dans le même temps, recommandait chaudement aux investisseurs d'en acheter les actions. Dans un rapport interne, le même Henry Blodget détaillait comment lui et son équipe, au mépris de toutes les règles, avaient été partie prenante de cinquante-deux transactions commerciales entre décembre 1999 et novembre 2000. En récompense, l'analyste avait vu sa rémunération annuelle passer de 3 millions à 13 millions de dollars.

Convaincu, Eliot Spitzer a décidé de faire un exemple. Pour se sauver, Merrill Lynch est allé chercher Rudolph Giuliani. L'ex-maire de la ville de New York, héros du 11 septembre 2001, lui-même ancien procureur, a négocié un accord avec son collègue. Merrill Lynch a évité un procès en acceptant de payer une amende record de 100 millions

de dollars et de modifier radicalement son organisation. Les analystes sont dorénavant « protégés » de l'influence des autres activités de la banque. L'affaire est pourtant loin d'être terminée... Des dizaines de procédures judiciaires collectives ont été engagées par des clients mécontents. « Potentiellement, tous ceux qui ont suivi les recommandations de M. Blodget et ont perdu de l'argent peuvent demander des réparations », estime l'analyste David Trone, de Prudential Financial. Il évalue le risque pour Merrill Lynch à 2 milliards de dollars... Et il y en a beaucoup d'autres.

Face à cette avalanche, Merrill Lynch peut-elle se sauver ? Le seul à y croire ou presque est son futur patron, Stanley O'Neal. Il deviendra, en décembre, le premier PDG noir d'une firme de cette importance à Wall Street. L'argent trop facilement gagné ne fait pas partie de sa culture. Né au début des années 1950 dans l'Alabama, dans une petite ville appelée Wedowee, il a connu la ségrégation et la misère. Sa famille vivait sur une petite ferme. Lui et ses trois frères aidaient à récolter le coton. Quand il a eu 12 ans, son père a trouvé un travail chez General Motors, en Georgie. GM a offert à Stanley la possibilité d'aller au collège six mois par an et de travailler à la chaîne le reste du temps. Elève brillant, il est entré quelques années plus tard à la Harvard Business School.

Sa prise de pouvoir chez Merrill Lynch n'a pas été du goût de tout le monde. Près de la moitié des membres du comité exécutif ont déjà été remplacés. Il a entrepris un « grand ménage ». Mais pour le terminer, il faut que les tribunaux lui en laissent le temps.

ENTREPRISES

EMPLOI

Alcatel, Hewlett-Packard, Bayercropscience, Infogrames, Aventis... La liste est longue des entreprises qui ont annoncé des **PLANS DE RESTRUCTURATION** depuis la rentrée. Les secteurs concernés ne sont pas

seulement ceux qui furent entraînés dans la bulle Internet. Les industries de toute taille, de tout type, dans toutes les régions sont touchées. L'emploi, qui avait été épargné au début de la crise, est de nou-

veau considéré comme une **VARIABLE D'AJUSTEMENT** par les entreprises. Si actuellement près de 85 % des licenciements sont prononcés en dehors des plans sociaux, les entreprises semblent résolues

ou contraintes à y recourir de nouveau, malgré le renforcement du dispositif par la loi de modernisation sociale. Cette loi protégerait **MAL** les salariés et n'incite pas à la recherche d'un accord avec les syndicats.

Les plans sociaux se multiplient depuis la rentrée

Avec le prolongement de la crise, les annonces de restructuration s'accumulent. Après avoir longtemps contourné les procédures de licenciement collectif, les entreprises sont acculées à mettre en œuvre des plans sociaux même si elles jugent la loi de modernisation sociale trop contraignante

DEPUIS la rentrée, les restructurations s'accroissent. Après les 9 000 suppressions d'emplois supplémentaires chez Alcatel (29 000 dans le monde), coup sur coup, Hewlett-Packard, Bayercropscience, Infogrames et Aventis ont annoncé des plans sociaux de grande ampleur.

Les secteurs concernés ne sont pas seulement ceux qui furent entraînés dans la bulle Internet. Les entreprises de toute taille, dans toutes les régions, sont touchées. Au-delà des multinationales qui ont lancé des plans mondiaux, de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) souffrent de la conjoncture et réduisent massivement leurs effectifs, sans attendre une réforme des procédures de la loi de modernisation sociale promise par le gouvernement Raffarin.

Encore en début d'année, nombre de sociétés expliquaient que l'emploi ne serait plus la variable d'ajustement prioritaire pour diminuer rapidement les coûts. Elles annonçaient avoir tiré les enseignements des années 1990. Il n'en est rien. Les prévisions de croissance revues à la baisse pour 2002 et 2003, la baisse des carnets de commandes, la difficulté de se financer et la déprime boursière continue ont eu raison des bonnes intentions.

« La recrudescence des restructurations est essentiellement due à la détérioration économique et à la mau-

se santé financière des entreprises », constate Alain Schweitzer du cabinet Secafi qui aide les comités d'entreprise dans les procédures de restructuration. Selon lui, leur niveau d'endettement élevé ne leur permet pas de « traverser un trou d'air pour une durée indéterminée ». Conséquence ? « Les entreprises gèrent l'adaptation à la crise au coup par coup, sans stratégie industrielle pensée et réfléchie », ajoute-t-il. Les premières victimes de ce coup de frein sont les intérimaires, comme à l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime) où 900 emplois vont être supprimés à la mi-octobre, ainsi qu'à Renault Trucks à Vénissieux (Rhône).

« CONTOURNEMENT DE LA LOI »

Le recours massif aux plans sociaux doit être lu comme un signal d'urgence. Jusqu'à présent, beaucoup d'entreprises cherchaient à éviter les procédures de licenciement collectif et réduisaient les effectifs discrètement. Selon des chiffres communément admis, 85 % des licenciements sont prononcés hors plans sociaux. « La tentation était forte de procéder avec le carnet de chèques pour des départs limités et étalés dans le temps. Ce n'est pas possible pour des restructurations massives », précise Gilles Bélier, avocat spécialiste du droit social.

« Notre législation n'est pas adaptée à la succession des plans de réor-



ganisation, analyse Claude-Emmanuel Triomphe, délégué général de l'université européenne du travail. Nous avons fait semblant de croire que nous allions freiner le mouvement. En a découlé un plus grand contournement de la loi alors que, parallèlement, on se souciait moins du sort effectif des salariés. » Cet

observateur prône une meilleure gestion prévisionnelle de l'emploi. « On concentre en France toutes les discussions sur l'emploi pendant les plans sociaux. Ce n'est pas quand la maison brûle qu'on peut se soucier de la trajectoire d'une personne. » Qu'ils agissent pour le compte des entreprises ou au côté des repré-

PROTESTATIONS

Dans la pratique, la situation semble moins figée. Des entreprises ont mis en place des procédures plus souples de négociations avec les syndicats, via des accords de méthode, pour anticiper les conséquences sociales des restructurations économiques. En prévision des périodes de crise, d'autres ont étudié des plans prévisionnels de gestion de l'emploi ou de mobilité au sein des grands groupes. Dans les deux cas, la gestion des plans de restructuration dépend en réalité de la nature

et de la qualité du dialogue social. Ailleurs, dans les situations d'urgence « on peut craindre une application bestiale des procédures », note M^e Bélier qui craint « le retour d'un cycle dramatique rendant d'autant plus difficiles les reclassements dans des bassins d'emploi en plein marasme ».

Ces vagues de restructurations préfigurent-elles une multiplication des conflits avant les prochaines élections prud'homales de décembre ? Mardi 1^{er} octobre, les salariés de la centrale thermique de la SNET à Carling (Moselle), ont séquestré pendant vingt-quatre heures cinq cadres de l'entreprise, dont le directeur, pour demander le report d'un plan de suppression d'emplois concernant 222 des 550 salariés du site. Le même jour, des salariés de Mitsubishi Electric à Etreilles (Ile-et-Vilaine) sont venus protester à Paris contre la fermeture programmée de leur usine. Ceux d'Aventis à Romainville (Seine-Saint-Denis) ont prévu de manifester mercredi alors que l'entreprise, selon les syndicats, envisage de réduire de 45 % ses effectifs dans la recherche. De leur côté, les syndicats d'Alcatel ont lancé un appel à la grève pour jeudi sur tous les sites du groupe en France et, pour la première fois, en Europe.

Laure Belot
et Michel Delberghe

Toutes les régions sont touchées

● **Ouest**
– Alcatel à Lannion (Côtes-d'Armor) devrait supprimer 600 emplois (sur 1 400) d'ici à la fin de l'année.
– SNT (services par téléphone) va supprimer 230 emplois à Rennes.
– Mitsubishi doit fermer son usine de téléphones portables à Etreilles (644 emplois menacés).
– Solelectron-France (composants électroniques) licencie 197 des 497 salariés à Pont-de-Buis (Finistère).
– Doux va fermer son abattoir de volailles à Briec (Finistère, 300 salariés). 400 emplois sont menacés à Guisriff (Morbihan).
– Les Pêcheries de Fécamp (Seine-Maritime) ne gardent que 170 salariés sur 380.

● **Centre**
– 500 emplois sont menacés chez Matra-Auto de Romorantin (Loir-et-Cher).
● **Sud-Ouest**
– Outre l'usine AZF à Toulouse (450 emplois), la SNPE voisine et sa filiale Tolochimie suppriment 402 des 557 postes.
– Dans le groupe textile Rouleau-Guichard, 350 des 700 emplois devraient disparaître.
– A Perpignan, L'Européenne d'impression, en liquidation, va licencier ses 119 salariés.
– La Sogerma (aéronautique) de Mérignac (Gironde) a annoncé la suppression de 322 postes.
● **Sud-Est**
– Chez Gemplus (cartes à puce) à

Gémenos, 600 des 2 200 emplois seront supprimés.

● **Centre-Est**
– La société Chaussures Labelle ferme son site de Saint-Amand-Montrond (Cher, 116 personnes) et supprime 91 des 221 emplois de son siège dans l'Eure.
– Arrow (abattoirs), à Lalapisse (Allier), a annoncé la suppression de ses 166 emplois.
– Chez BayerCropscience, la CGT redoute 530 suppressions d'emplois à Lyon (1 000 prévues en France).

● **Est**
– Un plan social a été annoncé chez Daewoo pour les 229 salariés de l'usine de Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle).

● **Nord**
– Sollac Atlantique (Arcelor) ferme son usine de Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais, 420 personnes).
– Metaleurop à Noyelles-Godault (Pas-de-Calais) abandonne la production de zinc (380 emplois).
– Solelectron (télécommunications) à Longuenesse (Pas-de-Calais, 438 salariés) fermera à la fin de l'année.
– La Brasserie Terken (Roubaix), reprise par le groupe Covinor, ne garde que 120 des 300 salariés.
– Cadbury a annoncé la fermeture de l'usine de confiserie de Wattignies (142 salariés).
– A Amiens, Whirlpool délocalise et supprime 360 des 860 postes. – (AFP.)

Bernard Brunhes, consultant

« Dans les faits, notre code du travail protège mal les salariés »

Les chefs d'entreprise français se plaignent des délais légaux en cas de licenciement économique. L'étude que vous avez menée en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, au Royaume-Uni et en Suède confirme-t-elle l'exception française ?

Ce qui caractérise la France, c'est moins la durée du processus que l'accent mis sur la procédure. La loi insiste non sur la recherche d'un accord entre les parties mais sur la procédure à suivre. Elle privilégie les contrôles et l'intervention des pouvoirs publics. Or une directive européenne indique que lorsqu'un employeur envisage d'effectuer des licenciements collectifs, il doit consulter les représentants du personnel en vue d'aboutir à un accord. En France, rien n'incite à aboutir à un accord. L'employeur doit certes demander l'avis du comité d'entreprise mais n'est pas obligé d'en tenir compte.

En France, un plan social est souvent conflictuel. Votre étude montre que ce n'est pas partout le cas en Europe.

Les traditions sont différentes. En Suède, lorsqu'une restructuration est annoncée, on rassemble les personnes intéressées : la direction, les syndicalistes mais aussi les collectivités locales et le service public de l'emploi. On recherche – souvent avec succès – un accord. Les délais sont souvent longs, environ neuf mois, mais je dirai que c'est pour la bonne cause.

Les syndicats sont-ils plus influents quand ils contestent un plan social ou quand ils en négocient le contenu ?

Il n'y a pas d'ambiguïté. On sauve davantage d'emplois quand les syndicats négocient que quand ils se contentent de s'opposer, sauf quand les responsables politiques prennent le relais.

En n'incitant pas à rechercher des accords, la loi française ne favorise donc pas l'emploi ?

Effectivement. Et c'est dommage. Il faut revoir notre code du travail qui, dans les faits, protège très mal les salariés français. Le problème dépasse largement le cadre de la loi de modernisation sociale, qui ne fait qu'aggraver la situation. Contrairement à certains pays comme la Suède et l'Allemagne, l'employeur français qui veut licencier finit toujours par y arriver, sauf si les politiques s'en mêlent, mais la procédure est plus bureaucratique qu'ailleurs.

Est-ce que le contenu des plans sociaux diffère d'un pays à l'autre ?

En France, comme en Allemagne, il y a des contraintes en matière de reclassement interne, ce qui rend souvent les plans sociaux plus efficaces. La France est atypique parce que la loi veut aussi favoriser les reclassements externes. Mais il y a une différence entre la loi et la pratique. En Suède, les reclassements et les mesures de reconversion ne sont pas une obligation mais sont fréquents car toute la communauté se mobilise. En France, le reclassement est d'abord la responsabilité de l'entreprise qui licencie.

Propos recueillis par
Frédéric Lemaître

Les salariés lorrains en plein « traumatisme social »

Depuis deux ou trois ans, les fermetures de sites ou les suppressions de postes de succèdent

METZ

de notre correspondant
« Est-ce qu'on va fermer ? » Lundi 30 septembre, une cinquantaine des 560 salariés de Daewoo Orion

REPORTAGE

« Il y en a ras-le-bol, il faut qu'on sache où on va »

ont bloqué les accès de leur usine de tubes cathodiques de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle). Leur objectif : obtenir de la direction des précisions quant à leur avenir. C'est que Daewoo, installé en Lorraine dans l'ex-bassin

sidérurgique du Pays-haut, vit des moments très délicats.

Le site de Fameck (Moselle), qui assemble des téléviseurs, a déjà supprimé cette année 90 de ses 260 postes. Daewoo Electronics France a annoncé, le 9 septembre, la fermeture de l'unité de Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle) dont les 229 salariés produisent des fours à micro-ondes. Et le site de Mont-Saint-Martin, criblé de dettes, doit 3,2 millions d'euros à l'Urssaf qui a saisi la justice, après des mois de mansuétude. Le tribunal de commerce de Briey (Meurthe-et-Moselle) a hérité du dossier.

La direction de Daewoo Orion doit d'ailleurs présenter le 17 octobre aux juges consulaires un plan de restructuration censé permettre à l'usine de poursuivre son activité et de régler ses créanciers. « Notre projet ne prévoit aucune suppres-

sion d'emplois, nous souhaitons seulement réaliser des économies en nous réorganisant et en renégociant avec nos fournisseurs », explique Arnaud Blondel, responsable des ressources humaines et principal interlocuteur français des salariés.

Malgré ces déclarations, les syndicats ne cachent pas leurs inquiétudes. « En cas de rejet du plan par le tribunal, on craint la liquidation », explique Ammar Boucharma, délégué CFDT. « Il y en a ras-le-bol, il faut qu'on sache où on va », répètent les salariés. Leur situation est d'autant plus pénible que les rumeurs de fermeture circulent depuis au moins 1999.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

De l'autre côté de la Lorraine, un autre bassin subit depuis près de deux ans déconvenue sur déconvenue. Après la déconfiture du

chasseur Bata à Moussey (Moselle) et la perte de plus de 500 emplois, le secteur de Sarrebourg a enregistré le 18 septembre la liquidation judiciaire de l'entreprise Chauffette, spécialisée dans l'habillement de sièges automobiles. Le plan social qui concerne les 114 salariés est encore en cours de négociation. « Nous vivons un véritable traumatisme social, commente Anatole Heidelberger, secrétaire général de l'union locale CFDT de Sarrebourg - Château-Salins. Nous pensions que notre secteur rural et nos entreprises moyennes étaient à l'abri des plans sociaux. Mais nous avions trop de sociétés en difficulté et nous n'avons pas osé nous l'avouer. » Et de conclure, pessimiste : « Et la situation n'est pas près de s'arranger. »

Stéphane Getto

Le Monde

www.lemonde.fr

Dès le 5 octobre, retrouvez avec le Monde le meilleur du New York Times.

La sélection en V.O. du New York Times, chaque samedi avec Le Monde, daté dimanche-lundi.



LA TENDANCE FINANCIÈRE

Séance de rattrapage sur les marchés d'actions

APRÈS avoir achevé la veille leur pire trimestre en quinze ans, les marchés d'actions européens et américains se sont redressés, mardi 1er octobre, au cours d'une séance de rattrapage. Ils ne se sont pas laissés décourager par la baisse de l'ISM (ex-NAPM), l'indice national d'activité manufacturière aux Etats-Unis, à 49,5 points en septembre, contre 50,5 points en août, pour la première fois en dessous de 50 points depuis huit mois. En fin de séance, les grands indices boursiers européens et américains s'inscrivaient tous en hausse : + 4,57 %, à 7 938,79 points, pour le Dow Jones ; + 4 %, à 847,91 points, pour le Standard & Poor's 500 ; + 3,55 %, à 1 213,72 points, pour l'indice composite du Nasdaq. Ce mouvement de hausse n'est toutefois pas perçu comme étant

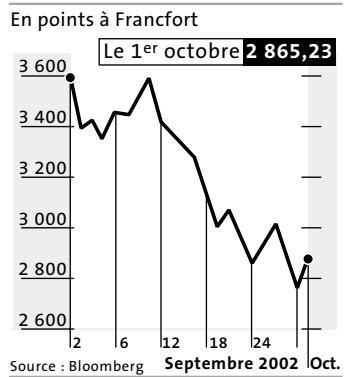
durable par les stratèges des banques américaines JP Morgan Chase et Merrill Lynch. Les premiers ont réduit leur objectif à un an pour l'indice Standard & Poor's 500 à 800 points, et les seconds l'ont abaissé à 860 points. Carlos Asilis, le principal stratège de JP Morgan Chase, a déclaré que « la conjoncture économique aux Etats-Unis reste faible, avec peu de signes d'une reprise durable ».

En Europe, l'indice de référence DAX de la Bourse de Francfort a terminé mardi en hausse de 3,47 %, à 2 865,23 points. La Bourse de Londres a fini en hausse de 2,03 %, à 3 797,4 points. A Paris, l'indice CAC 40 a terminé en hausse de 1,84 %, mardi, à 2 828,56 points, après avoir connu une chute de 5,87 % lundi.

Au Japon, une dépêche de l'agence de presse locale Jiji, selon laquelle le réformateur Takeshi Kimura, connu pour être partisan d'une ligne dure sur les banques, sera nommé à la nouvelle commission gouvernementale appelée à se pencher sur le sort du secteur bancaire, a complètement renversé l'orientation de la Bourse, mercredi. L'indice Nikkei, qui s'était apprécié de 1,44 % dans la matinée dans le sillage de Wall Street, s'est retourné pour finir en recul de 1,23 %, à 9 049,33 points, son niveau de clôture le plus faible depuis août 1983.

Cécile Prudhomme

INDICE DAX



LES BOURSES DANS LE MONDE

Tableau récapitulatif des performances boursières mondiales par pays, incluant l'Union Européenne, les États-Unis, le Japon, l'Asie-Océanie, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les données comprennent l'indice, les derniers cours, les variations, les maxima et minima de l'année 2002, et le PER.

Tableau récapitulatif des performances boursières mondiales par pays, incluant l'Union Européenne, les États-Unis, le Japon, l'Asie-Océanie, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les données comprennent l'indice, les derniers cours, les variations, les maxima et minima de l'année 2002, et le PER.

Tableau récapitulatif des performances boursières mondiales par pays, incluant l'Union Européenne, les États-Unis, le Japon, l'Asie-Océanie, l'Afrique et le Moyen-Orient. Les données comprennent l'indice, les derniers cours, les variations, les maxima et minima de l'année 2002, et le PER.

EUROPE

Tableau des indices et secteurs euro Stoxx, incluant les valeurs de l'euro Stoxx 50, les secteurs automobile, banque, produits de base, chimie, télécommunications, construction, consommation cyclique, pharmacie, énergie, services financiers, alimentation et boisson, biens d'équipement, assurances, médias, biens de consommation, commerce et distribution, haute technologie, et services collectifs.

Tableau des 50 valeurs de l'euro Stoxx, listant les codes pays, les cours et les variations relatives pour des entreprises comme ABN AMRO, AEGON, AIR LIQUIDE, ALCATEL, etc.

FRANCFORT

Tableau des performances boursières à Francfort, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

LONDRES

Tableau des performances boursières à Londres, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

TOKYO

Tableau des performances boursières à Tokyo, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

PARIS

Tableau des performances boursières à Paris, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

NEW YORK

Tableau des performances boursières à New York, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

Tableau des performances boursières à New York, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

Tableau des performances boursières à New York, incluant les valeurs, les cours de clôture, les variations, et les meilleures/mauvaises performances.

MARCHÉ DES CHANGES

Tableau des taux de change pour les principales monnaies (Dollar, 100 Yens, Euro, Livre, Franc S.) par rapport à l'euro, avec des données pour New York, Tokyo, Paris, Londres et Zurich.

TAUX

Tableau des taux d'intérêts à 2/10, incluant les taux pour la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis et la Suisse.

TAUX COURANTS

Tableau des taux de base bancaire, des taux des obligations des sociétés privées, et des taux d'intérêt légal.

OR

Tableau des cours de l'or par onces, incluant les données pour le kilo barre et les lingots.

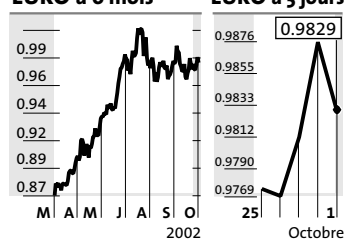
MÉTALUX

Tableau des cours des métaux (Aluminium, Cuivre, Etain, Nickel, Plomb, Zinc) par tonnes, avec des données pour Londres et New York.

COURS DE L'EURO

Tableau des cours de l'euro pour les principales monnaies étrangères (Danois, Norvégien, Suédois, etc.) en achat et vente.

EURO à 6 mois / EURO à 5 jours



MARCHÉS A TERME LE 2/10, 9h49

Tableau des marchés à terme pour l'euro et le dollar, incluant les échéances, les premiers et derniers prix, et les contrats ouverts.

CREDIT IMMOBILIER

Tableau des données relatives au crédit immobilier, incluant les taux effectifs pour le moyen et variable, et les crédits renouvelables/découverts.

DENRÉES

Tableau des cours des denrées (Blé, Cacao, Café, Colza, Maïs, Orge, Jus d'orange, Sucre blanc, Soja) par tonnes.

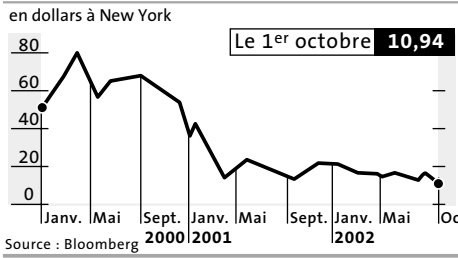
PÉTROLE

Tableau des cours du pétrole (Brent, WTI) par barils, avec des données pour Londres et New York.

A Wall Street, les stock-options devraient rester dans le flou comptable

CHRONIQUE DES MARCHÉS

ACTION CISCO



des taux d'intérêt qui sert à actualiser la valeur de l'option.

DES PROFITS PARFOIS DIVISÉS PAR TROIS

En fait, l'impact n'est pas difficile à évaluer. Depuis 1995, les sociétés cotées à Wall Street doivent publier, dans une note jointe à leurs comptes, un résultat net pro forma intégrant la charge des stock-options. Noyée dans la masse des documents comptables, ces notes ont été négligées par le marché. Elles sont « complexes et soporifiques à regarder et à lire », explique Muriel Faure, présidente de la société de gestion IT Asset Management, qui a décortiqué certaines d'entre elles. Le résultat ne manque cependant pas d'intérêt. Si l'équipementier de réseaux Cisco avait comptabilisé ses charges de stock-options en 2001, sa perte annuelle aurait été de 2,7 milliards de dollars (presque le même montant en euros) et non de 1,01 milliard. Moins spectaculaire, l'impact n'en est pas moins significatif sur les entreprises européennes cotées à Wall Street. Alcatel aurait ainsi dû afficher 5,44 milliards d'euros de pertes

en 2001, aggravant sa perte nette, déjà de 4,93 milliards. L'éditeur de logiciels Business Objects aurait vu son résultat fondre des deux tiers, de 44,9 millions de dollars à 13,5 millions. Dans le cas du fabricant de semi-conducteurs franco-italien ST Microelectronics, le bénéfice net aurait été divisé par deux, tombant de 257 millions de dollars à 130 millions de dollars. Peu consommateur de stock-options, le groupe Thomson Multimedia aurait vu son résultat net légèrement raboté, de 191 millions d'euros à 189 millions. Selon les analystes d'IT Asset Management, le groupe de téléphonie mobile Vodafone aurait aussi creusé de plus de 3 milliards de livres (4,78 milliards d'euros) sa perte historique de 2001, à 19,9 milliards de livres. L'éditeur allemand de logiciels SAP aurait dû afficher un bénéfice réduit à 490,2 millions d'euros et non de 581,1 millions.

UN IMPACT LIMITÉ

« La comptabilisation des stock-options ne devrait pas être rétroactive, ce qui limitera l'impact de cette réforme », explique cependant M^{me} Faure, pour qui « l'objectif d'une transparence accrue risque de ne pas être atteint » et « l'impact boursier sera faible, voire neutre ». Ainsi, selon IT Asset Management, le bénéfice par action d'Oracle serait amputé de seulement 2 % en 2003, et celui de Microsoft de 4 %. Cependant, d'autres éditeurs de logiciels, encore plus consommateurs de stock-options, pourraient être amenés à limiter leurs attributions. En effet, à politique de distribution inchangée, leur bénéfice par action serait réduit de 13 % en 2003 dans le cas de Peoplesoft, de 17 % pour BEA Systems et de 34 % chez Siebel.

Adrien de Tricornot

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 2 octobre 9h30

Table listing French stock values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicovam. Includes ACCOR, AFFINE, AGF, AIR LIQUIDE, etc.

Table listing French stock values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicovam. Includes F.F.P. (NY), FIMALAC, FINAXA, FONCLYON, etc.

Table listing international stock values in the Euro zone with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var./préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicovam. Includes SELECTIBAIL(EXSEL), SIDEL, SILUC, SIMCO, etc.

SECONDE MARCHÉ

Table listing second market stock values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var. Includes GUY COUACH, TEISSIERE-FRANCE, FAROS NOM, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

Table listing new market stock values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var. Includes ITESOFT, FIMATX #, TRANSGENE # SVN, etc.

Advertisement for 'Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS' featuring a large number '1' and text: '1 Allemagne : comment rebondir ? 2 République : renouer le lien démocratique 3 Les clés de l'info'.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 2/10 à 9h

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var. Includes AGIPI ACTIONS, AGIPI AMBITION, BNP ASSOC.PREMIERE, etc.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var. Includes REPOSE #, GENUITY A-REGS 144, CMT MEDICAL TECH, etc.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var. Includes CA AM MASTER ACT, CA AM MASTER DUO, CA AM MASTER OBL, etc.

Table listing various investment funds with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var. Includes DEDIALYS TELECOM, OBLITYS INSTIT.C, POSTE EURO CREDIT, etc.



Avec Rob Roy, un voyou d'Écosse

Entre les Trossachs et le loch Lomond, un parc national permet désormais de suivre à la trace le héros de Walter Scott

BALLOCH

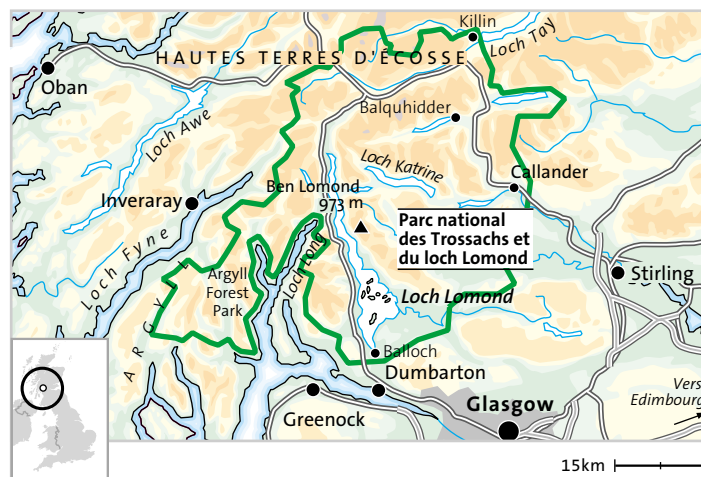
de notre envoyé spécial
« S rioghail mo dhream », royale est ma race. Chez les MacGregor, à la lisière des terres basses et des hautes terres d'Écosse, on ne pinaille pas plus avec le blason qu'avec le tartan, on ne se mouche pas du pied lorsqu'il s'agit d'annoncer les couleurs. Le clan des Gregor descend en droite pente des aborigènes calédoniens qui affrontèrent les Romains au mont Graupius en 84 après J. C. Inutile de préciser qu'ici, dans les Trossachs et jusqu'au bord du loch Lomond, pas bien loin du mur en terre qu'Antonin fit ériger pour se protéger des barbares septentrionaux, on tient ferme sur les valeurs nationales. Assises dans le bateau *Sir-Walter-*

Scott, fier vapereur à usage touristique construit voilà cent ans à Dumbarton, sous la pluie, Rose, Cynthia et Carmen rigolent de la « *scottish proud* ». A elles trois, elles totalisent plus de cent quatre-vingt-dix ans, viennent de Southampton, dans le sud de l'Angleterre. En près de douze heures, elles ont remonté la M-One, une autoroute presque aussi mythique que certaines *highways* nord-américaines, en autobus, « avec deux arrêts pipi ». Vieilles dames un peu indignes, elles sont tranquillement déchirées par les copieuses rasades de café-whisky proposées pour 2,50 livres à bord du *Sir-Walter-Scott*. « Pas plus de quinze verres par personne », a annoncé, bienveillant, le capitaine du navire, avant de

voguer sur le loch Katrine, cadre du poème du grand précurseur romantique Walter Scott *La Dame du lac*.

UNE TRADITION PUR MALT

Nature (souvent embrumée), pêche (truite et saumon), chasse (plus haut dans les Highlands), et du pur malt pour ce qui est de la tradition, telle se présente cette Écosse de l'entre-deux, toute proche de ses deux grandes métropoles, Edimbourg et Glasgow. Les collines des Trossachs et le loch Lomond sont sur la ligne de faille géologique qui, au tertiaire, a relevé les terres et creusé les lacs admirables et les *glens*, les vallées où se distille l'alcool ambré. Au loch Lomond, le surgissement tectoni-



Idéale pour la pêche à la truite, la rivière Teith passe par Callander, porte d'entrée des Trossachs, à la limite des terres basses et des Highlands.

où, plutôt que des croix, les pierres mortuaires sont décorées de pictogrammes déclinant la profession du disparu : un mouton pour l'éleveur, un soc de charrue pour le laboureur. Aux beaux jours, censés durés jusqu'à fin octobre, un camping sommaire est autorisé.

HANTÉ PAR LES STUART

Quelques kilomètres plus loin, l'on retrouve les Trossachs. Ici c'est du sérieux. Un haut lieu de l'histoire écossaise, hanté par le souvenir des Stuart et de leurs partisans jacobites. Le plus célèbre héros local, celui qui fait encore vibrer les pubs alors même qu'un Parlement autonome siège désormais à Edimbourg, c'est Rob Roy. Le nom de Rob s'affiche partout : entre Callander et Stirling, du loch Katrine à Killin, aux limites du parc national, troquets et *visitor centers* font à Roy une réclame royale. On en oublie les aigles bruns qui tournent sur les landes désolées du Loch Tay, un endroit magique, truffé de menhirs, où chaque 12 août (le *glorious 12th*) est ouverte la chasse à la grouse. On perd de vue les vaches écossaises dont les mèches longues qui leur tombent sur les yeux rappellent inmanquablement John Lennon et Yoko Ono (ou Chou-Chou et Yé-Yé), vautrées dans le vert *bed-in* des prés des *Lowlands*.

Rob Roy était un voyou cosmique. Un Robin des bois écossais, mi-cow-boy sans foi ni loi, mi-patriote acharné, jacobite et voleur par nécessité et liberté. Un Mesrine mâtiné de Jeanne d'Arc. Enfin, selon la légende. Né en 1671, c'est un MacGregor arrivé un peu tard. Dès le XVI^e siècle, le clan n'a plus de terres et prend la triste habitude d'opérer des raids sur les terres des voisins. Le domaine de Rob Roy, ce sont les bords du loch Katrine, un lac glaciaire aux pentes escarpées, où le beau temps ne dure jamais vraiment longtemps, celui-là même où

VADE-MECUM

► **ACCÈS.** Deux vols quotidiens Paris-Edimbourg en deux heures par Air France (à partir de 200 € A/R) – le vol pour Glasgow (la ville la plus proche du loch Lomond) dure trois heures avec l'escale à Birmingham (0820-82-08-20). Autres vols : British Airways et, en « bas prix », Ryan Air (liaison Beauvais-Prestwick, à partir de 75 € A/R, www.ryanair.com).
► **FORFAITS.** British Airways propose des séjours à la carte à Edimbourg, trois jours et deux nuits dans un hôtel 3 étoiles, ainsi que le vol A/R à partir de 428 € TTC, au départ de Paris, et à partir de 446 € TTC depuis Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Toulouse et Nice, valables en semaine et en week-end jusqu'au 31 décembre 2002.
► **HÉBERGEMENT.** La meilleure base de départ pour visiter les Trossachs et le loch Lomond est Callander, au nord de Stirling. On y trouve des *bed & breakfast* à



partir de 15 £ (environ 23 €) par personne. Et surtout un hôtel de charme, pavillon de chasse du XVI^e siècle, le Roman Camp Country House Hotel (tél. : 01877-33-00-03, à partir de 75 £ en chambre simple avec petit déjeuner).
► **TABLE.** Dans les Trossachs, celle du Roman Camp Country House Hotel offre une cuisine inventive et une bonne cave (vins français, chiliens, australiens, italiens, etc.). Pour la vue sur le lac et le mont Lomond, le restaurant du loch Lomond Shores Visitor's Complex à Balloch

(www.lochlomondshores.com). Moins onéreux, le pub Brig O'Turk Tearoom, au loch Achray, dans les Trossachs (tél./fax : 01877-37-62-67).

► **PROMENADES.** Highland Adventure Safaris organise des ballades en 4x4, des randonnées, des promenades taillées sur mesure et des parties de chasse dans le Perthshire, une région au nord des Trossachs, à la limite du parc national (tél. : 01887-82-00-71).

► **L'ADRESSE.** Jenners, l'équivalent édimbourgeois des Galeries Lafayette, a désormais une succursale sur les bords mêmes du loch Lomond. On y trouve tout, des confitures et du saumon fumé, des vêtements et du mobilier, des souvenirs kitsch et du pur malt.

► **LECTURES.** La meilleure histoire de l'Écosse disponible en français est l'ouvrage de Michel Duchain (Fayard, 1998). Les ouvrages de Sir Walter Scott (à

que et les effets de la fonte des glaciers se voient quasiment à l'œil nu. Une enfilade d'îles suit avec la rigueur d'un major de l'armée des Indes, en route vers le mess des officiers après la tombée du soleil, la fameuse ligne de faille.

Ici est le cœur du premier parc national d'Écosse, le *Pàirc Nàiseanta Loch Laomain is nan Troisichean*,

l'exception de *Quentin Durward* et *Ivanhoé*, qui se situent... en Angleterre) n'ont pas été réédités depuis longtemps. Ainsi, *Rob Roy*, publié pour la dernière fois en 1980 par Gallimard-Jeunesse, est épuisé. En revanche, le film *Rob Roy*, de Michael Caton-Jones, avec John Hurt, Jessica Lange et Liam Neeson dans le rôle-titre, est accessible en DVD (distributeur : PFC, 1994, 29 €). Pour les guides, on a l'embarras du choix : Arthaud, Gallimard, Hachette, Petit Futé, Visa, etc. Le Guide du routard vient de publier son édition Écosse 2002-2003.

► **RENSEIGNEMENTS.** Il n'y a pas d'office du tourisme d'Écosse en France, il faut donc s'adresser à l'office du tourisme de Grande-Bretagne (tél. : 0825-83-82-81). Sur Internet : www.ecossetourisme.com et, pour le parc national : www.lochlomond-trossachs.org (également par téléphone au 0044/1389-72-26-00).



J'irais bien dormir dans un château !

Le site officiel du tourisme

www.EnPaysdeLaLoire.com

Vous êtes déjà partis

AUJOURD'HUI VOYAGES

Sur le loch Katrine, cadre du poème « La Dame du lac » de Sir Walter Scott, navigue le vapeur homonyme de l'écrivain romantique écossais.

boivent à petits traits les dames de Southampton, embarquées dans la courte croisière à bord du Sir-Walter-Scott. Au bord du Katrine (qui, en bon écossais, signifie d'ailleurs « voleur de bétail ») on montre l'emplacement de la maison de Rob. Vrai ? Faux ? Finalement, peu importe.

HÉROS ROMANTIQUE

Naissance en 1671, décès en 1734. A Balquhider Glen, c'est la tombe du bandit - dont la rumeur dit qu'il arma les jacobites avec le produit de ses vols - qui sert de tête de gondole à une minuscule bourgade d'où partent des sentiers de randonnée. Une église, un salon de thé, quelques bed and breakfast et le cimetière où est enterré le corps supposé du délinquant. Vérité ? Légende ? Là encore on s'en fiche. Rob Roy est un bon produit d'appel pour qui aime les rebelles.

Les Beatles à Callander

C'était dans les années 1960 ou 1970, si loin dans un autre siècle que personne ne se souvient plus de la date précise. Et surtout pas le personnel du Roman Camp Country House Hotel de Callander, dans les Trossachs, un lodge du XVI^e siècle dont le parc s'étale le long de la rivière Teith, là où l'on pêche la truite et le saumon. Ce jour-là, quatre garçons dans le vent vinrent pour se reposer un peu des tournées et des studios. L'arrivée de John, Paul, Ringo et George ne passa pas inaperçue des garnements du collège tout proche. Derechef, en pleine Beatlemania, ils encerclèrent l'hôtel, refusant de bouger toute une journée. Leurs enseignants les supplièrent, les pensionnaires râlerent, rien à faire. Plus tard, une ancienne gloire d'Hollywood, devenue président du plus puissant Etat du monde, vint fréquenter le lodge. Faut-il le préciser ? La visite de Ronald Reagan ne fut pas remarquée par les schoolboys. Pas d'émoteur, pas de siège du vénérable établissement où l'on allume des feux de bois dans les cheminées de la bibliothèque et où les lits ont l'épaisseur des œuvres de Sir Walter Scott.

Marc Coutty



PHOTOS PAUL TOMKINS/SCOTTISH VIEWPOINT

Le fait est qu'il en a fait voir des vertes et des pas mûres au duc de Montrose, partisan des Hanovre, le roulant de la somme énorme, en 1712, de 1 000 livres sterling. En pleine guerre civile, l'argent est un carburant précieux. En 1715, Rob en fait un usage qui le transforme en héros romantique quand il ral-

lie la rébellion du prince de Mar pour lequel il recrute des partisans. Pourtant, de bons auteurs suggèrent qu'il aurait augmenté sa fortune en faisant du trafic de cadavres, peut-être même été un tantinet espion pour John, duc d'Argyll, un pur ennemi et un grand soldat. Fracas des armes, tintement des verres. Aujourd'hui, dans un sympathique bistrot proche d'Inveraray Castle, 0 % Rob et ses hommes finissent par se rendre à Argyll, on peut trinquer sans mélange à toutes les insurrections manquées. Julian, francophone averti, chante *Flowers of Scotland*, « le chant de toutes les défaites, celui que nous entonnons à Murrayfield chaque fois que l'équipe nationale de rugby ramasse une raclée ». Après tout, il y a bien des défaites qui valent des victoires, surtout dans l'écrin somptueux des lacs de hautes terres.

Week-end « vitrail » à Chartres

La restauration de son portail nord et l'exposition de ses « Trésors » sont l'occasion de redécouvrir la grande cathédrale gothique de France

AU CHEVET de la cathédrale, dans les salons du palais de l'évêché, imposante demeure édifiée du XV^e au XVIII^e siècle sur l'ancienne bâtisse en bois qui surplombe l'Eure et la ville basse, sont exposés jusqu'au 27 octobre quelques-uns des ex-voto les plus précieux de Notre-Dame de Chartres. Cette présentation jointe les collections du Musée des beaux-arts de la ville, qui aligne lui aussi dans le même bâtiment, sous les mansardes, des pièces de toute beauté, comme ces émovantes sainte Barbe et sainte Catherine, ou un amusant David Teniers, *La Tabagie des singes*. Cette exposition des *Trésors de la cathédrale* retrace avec force l'histoire de la chrétienté en quelques objets rares. Aux côtés de hauberts et cottes de mailles datant des croisades, dont une armure pour un enfant de 8-10 ans, d'un ensemble de tapisseries monumentales retraçant la vie de Moïse, de tabernacles, et autels portatifs ciselés d'or, de cuivre et d'argent, le plus précieux et le plus étonnant est ce reliquaire abritant un fragment du voile de la Vierge, baptisé « la sainte chemise ». Envoyé de Constantinople à Charlemagne, il fut offert à la cathédrale par son petit-fils Charles le Chauve, en 876. C'est le châle de la princesse Irène, impératrice de Byzance, également présenté, qui aurait servi à l'emballage. Cette mousseline de taffetas blanc, barrée et brochée de fils d'or, fort bien conservée, témoigne d'un art abouti.

La visite au palais de l'évêché permet ensuite d'accéder au portail nord par les venelles moyenâgeuses qui tourbillonnent autour de l'édifice religieux. Une étape au Centre du vitrail, au numéro 5 de la rue du Cardinal-Pie, s'impose. Y sont présentées les verrières réalisées au XX^e siècle pour les cathédrales qui avaient perdu les



leurs. Ce à quoi a échappé, par miracle, Notre-Dame de Chartres, dont les 176 vitraux et rosaces, bleu vif, datent pour la plupart des XII^e et XIII^e siècles, composant l'ensemble le plus important qui soit.

Tel un phare de haute mer, avec ses deux flèches visibles à des kilomètres à la ronde, la cathédrale a défié les siècles. Elle guide toujours le pèlerin comme le voyageur sur cet océan de blé du plat pays beau-ceroton sans qu'aucune autre construction récente lui fasse ombre. L'effet d'optique demeure parfait. La butte naturelle qui lui sert de socle reste invisible et la ville moderne de Chartres disparaît dans l'entaille formée par la vallée de l'Eure. « C'est l'épi le plus dur qui soit jamais monté/Vers un ciel de clémence et de sérénité » ; les mots de Péguy sonnent avec acuité.

De notre envoyée spéciale Florence Evin

Une heure en train de Paris-Montparnasse (08-92-35-35-35). Le forfait « Autour du portail nord » donne droit à 5 visites commentées (cathédrale, exposition des « Trésors », Centre du vitrail et quartiers historiques, jusqu'au 27 octobre, 12 € (office du tourisme, tél. : 02-37-18-26-26). Chants grégoriens à la messe de 9 h 15, le dimanche à la cathédrale. L'hôtel Le Grand Monarque, 3 étoiles, et sa brasserie Le Madrigal, sont à 5 minutes à pied de la cathédrale (chambres doubles de 99 à 140 €; forfaits « week-end tradition » pour deux, avec menu gastronomique et visites au choix, 350 €, tél. : 02-37-18-15-15). Réservation de chambres d'hôtes et gîtes dans la campagne alentour, Loisirs Accueil, Eure-et-Loir, tél. : 02-37-84-01-02.

À TOUS PRIX

GRATUITE : LA VISITE DE 50 ENTREPRISES DES HAUTS-DE-SEINE, par petits groupes, en octobre, à certaines dates. Aussi la réservation par téléphone auprès de l'organisateur, le comité départemental du tourisme (01-46-93-92-97), est-elle obligatoire. Parmi elles, des entreprises aussi différentes qu'Hispano-Suiza, le

Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Port autonome de Paris, la RATP, l'Observatoire de Meudon... Chaque visite dure de 1 à 2 heures et un droit d'entrée est requis pour cinq d'entre elles. 349 € : MANET À STUTTGART, une exposition de la Staatsgalerie présentant, jusqu'au 9 février 2003, des toiles venues des Etats-Unis, du Japon

et de collections privées. Inclus dans ce forfait les vols, 2 nuits en hôtel 3 étoiles, l'entrée. Une offre de DDB France (tél. : 01-44-58-95-50 et agences de voyages). Celle de l'élégant hôtel Schlossgarten (tél. : 00-49-711-2228-246), central, comporte notamment, pour 85 €, la nuit, le petit déjeuner, l'entrée et le catalogue de l'exposition hors transport.

EVASION
Publicités

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Village dans Parc Naturel Régional
Rando - Flore - Faune - Soleil
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France 2 cheminées
1/2 pension : 51,07 €
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58
www.lechamois.fr.fm

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.
EXCEPTIONNEL GRAND WEEK END PETRA/WADI RUM
5 jours : 599 €*
Vol régulier
+ 4 nuits hôtel 5*(Crowne Plaza)
+ demi-pension à Petra
petit-déjeuner à Amman
+ voiture privée avec chauffeur (base 2)
• non inclus : taxes d'aéroport + 73 €
• Possibles :
- jours supplémentaires pour Jerash, Mer Morte, Aqaba, départ province.
• 673 € aux vacances de Février et en Mars.
*prix à partir de ; valable du 01/10 au 15/12 et en Janvier 2003
www.directours.com
Tél. : 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 8h/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

Du Sahara à la Mer de Chine
230 voyages d'aventure à prix malins
NOMADE
AVENTURE
Randonnées en famille, accompagnées, en liberté...
www.nomade-aventure.com
Infos : 01 46 33 71 71

renseig. publicité :
01.42.17.39.63

déserts 01 55 42 78 42
OUVRE LES HORIZONS ET LIMITE LES PRIX
■ Vols directs vers Tamanrasset/Djanet/Atar
■ 8 jours dans le Hoggar à partir de 790 €
et 61 autres propositions de voyages dans les déserts.
Licence : 075940144

MADRID - 178€*
NEW YORK - 310€*
MARTINIQUE - 399€*
GUADELOUPE - 399€*
Réservez vite nos vols à PRIX CANON
0 892 892 898 (0,34€/min)
www.voyages-sncf.com

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE EN CALVADOS
Gîtes au jardin
À partir de **115 €** le week-end
En choisissant les formules "gîtes au jardin", alliez votre passion à l'accueil chaleureux et à la qualité des hébergements Gîtes de France de Normandie. Les propriétaires, amateurs éclairés, partageront avec vous leurs secrets de jardinage et leur passion.
Acqueville
Château de la Motte N° 1005 (Gîte 2 épis)
En Suisse Normande, à l'entrée d'un château du 17^{ème} siècle, un gîte chaleureux entouré d'un jardin floral.
Capacité : 4 personnes
M. THIBAUT
Réf. GW46
Epinay sur Odon
Le Court Chemin N° 1451 (Gîte 3 épis)
À deux pas de Villers-Bocage, cette jolie maison traditionnelle en pierres bénéficie d'un jardin en parfait osmose avec les vallons et prairies environnantes.
Capacité : 4 personnes
Mme CHABRIER GARREAU
Réf. GW47
Service réservation Tél. : 02 31 82 71 65 - Fax : 02 31 83 57 64
GRATUIT, sur simple demande
Votre guide des week-ends et mini-séjours 2002
Tél. 02 31 27 90 80 - www.calvados-tourisme.com
Calvados LA NORMANDIE PAR EXCELLENCE

Débarrassez-vous de votre belle-mère!
Bruxelles 99€* TTC
Week-end 2 jours / 1 nuit
Hôtel 3* bed & breakfast
Thalys inclus.
HAVAS VOYAGES
www.havasvoyages.fr
Cliquez et partez !

CULTURE

FESTIVAL

Le deuxième Printemps de septembre, manifestation tournée vers les arts visuels (photographie, vidéo, spectacle nocturne), a choisi de faire allusion, très indirectement, à l'explosion de l'usine AZF. A ce festival réussi manquent encore une date appropriée et la participation du public

Toulouse, images d'une ville

« fragile »

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Sur une première photo, une barre HLM lumineuse est transformée en château de cartes brinquebalant. Sur la suivante, un énorme nuage de fumée se substitue à l'immeuble et envahit la ville. Mathieu Pernot, l'auteur de la série *Implosions* (2001), scrute la mise à mort d'habitations érigées en « spectacle visuel ». Mais ces photos, présentées à Toulouse un an après l'explosion de l'usine AZF, un an après l'attentat contre le World Trade Center, prennent une signification troublante. Ajoutons les photos que Luc Delahaye a prises dans le quartier du Mirail, là où un « rêve d'architecte » des années 1960 est devenu l'allégorie d'un quartier brisé. Et enfin les maisons que Todd Hido photographie la nuit, comme si les habitants, effrayés par un extérieur hostile, se repliaient dans ce cocon lumineux.

Toulouse, ville fragile ? Ce n'est pas un défaut, mais le sentiment que fait naître le 2^e Printemps de septembre, qui ambitionne de s'imposer en Europe sur le créneau des arts visuels – photographie, vidéo, spectacle nocturne. La première édition, inaugurée sept jours après l'explosion AZF, avait été tronquée :

lieux fermés et ambiance morose. Cette année, on peut vraiment juger le festival, la trentaine d'artistes réunis en une douzaine de lieux, en intérieur et en extérieur, pour la plupart autour de la Garonne.

La responsable de cette édition, l'Espagnole Marta Gili, tient compte de ce qu'elle appelle joliment un « excès de réalité » en concoctant un « parcours », accroché avec soin, sous le titre « Fragilités ». Un peu téléphoné ? Subtilement mené, dirons-nous. Marta Gili ne « colle » pas au discours socio-sentimental. Les œuvres dépassent largement le contexte local, suggèrent « une idée de la peur, quelque chose qui s'abîme, se casse, que l'on ne contrôle pas, se déplace, disparaît ».

Plutôt que de gommer la réalité, Marta Gili a judicieusement choisi de la transcender en retenant photographes et vidéastes, pour la plupart adeptes du style documentaire, et dont les œuvres « fragilisent » l'environnement, l'urbanisme, les lieux de mémoire, le travail, le pouvoir, le féminisme, l'actualité. Le résultat aurait pu être pesant. Il est sensible. Nombre d'images sont attractives, flirtent avec le décoratif, cherchent l'émotion (la vidéo de Mathilde Ter Heijne, dans laquelle l'artiste se libère



A gauche, Mathieu Pernot a photographié la destruction d'un immeuble de Mantes-la-Jolie. A droite, « Détermination 4 », une vidéo de Hans Op de Beek, qui montre une famille qui ne cesse de marcher, à pas saccadés, vers la caméra.



de son double « sculpté » en le « suicidant ». Nombre d'images ont aussi le mérite d'avoir été peu ou jamais montrées en France, par des artistes plutôt jeunes.

La photographe Tomoko Yoneda anesthésie avec des paysages et intérieurs colorés, contemplatifs et sereins. Lisons les légendes. Cette jolie plage estivale ? Un des lieux de débarquement en Normandie où sont morts des milliers de soldats. Cette chambre d'hôtel ? Là où Hitler, depuis la fenêtre, haranguait les foules. Au spectateur, déstabilisé, de trouver son point de jonction

entre l'Histoire et sa représentation. Sans doute le Belge Hans Op de Beek, dont les courtes vidéos sont installées aux Jacobins, explore-t-il avec le plus de justesse cette fragilité. Il s'agit de saynètes banales : un couple prend le café pendant 8 minutes sans se parler ; des caissières figées attendent le client au supermarché ; un gamin regarde le paysage par la vitre arrière de la voiture. Il y a ce couple, chargé de sacs et « encombré » par deux fillettes, qui ne cesse de marcher à pas saccadés vers la caméra, jusqu'à épuisement. Petit-fils de Jacques Tati, filmant l'homme en une chorégraphie tragi-comique, Op de Beek isole les gestes « pour voir comment l'espace public les conditionne et les aliène. Une famille, même anéantie par le quotidien, doit avancer sans montrer de fracture ».

Reste à savoir comment ce festival trouve sa place – ou pas – dans la ville. Sans doute manque-t-il juste dans les expositions une œuvre très forte, qui imprègne Toulouse, fait débat. Marta Gili, pour enraciner son Printemps, a tenu à ce que « des artistes s'engagent ». Sa carte maîtresse est Barbara Kruger, qui, depuis trente ans, utilise mots et images pour bousculer le public sur la notion de pouvoir. Kruger a accroché en travers de la rue Gambetta, de balcon à balcon, des bâches, chacune porteuse d'un slogan : « Vivez comme nous », « Pensez comme nous », ou alors « Pleurez comme nous » et « Mourez comme nous ». Des riverains ont obtenu que les deux dernières bâches, dévoilées un

an pile après l'explosion AZF, soient retirées. « Mélanger l'art dans la ville n'est pas une tradition de Toulouse », commente Marta Gili.

Kruger a également reconnu qu'avec sept bâches accrochées, l'impact reste minime. Quand, en plus, ces œuvres ne sont pas le résultat d'un travail avec la population, le résultat est artificiel, ne se distingue pas d'un slogan de supermarché, donne l'impression que l'artiste

des expositions réussies, une remarquable mise en lumière des quais de la Garonne, une ambiance bon enfant, des concerts-projections ludiques à l'Ecole des beaux-arts. Mais il se trouve qu'au même moment, 20 000 spectateurs assistaient, à quelques kilomètres de là, à Ça bouge encore, festival de quartier, créé en 1991 à l'initiative des musiciens de Zebda, et lié au tissu associatif de la périphérie de Toulouse.

On se demande pourquoi ce rendez-vous des arts plastiques a choisi ce week-end déjà occupé pour s'installer. « Nous allons nous rencontrer pour en débattre », dit François Saint-Pierre, chargé des publics au Printemps de septembre. D'autant qu'une « fracture sociale » pointe entre les deux festivals, résumée par une banderole brandie par des acteurs locaux devant l'hôtel de ville, lors de l'inauguration du festival par le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon : « Un ministre chez Cartier, pas dans les quartiers » – le festival est dans la mouvance du groupe de luxe. Ce dernier a beau offrir un bon programme, lancer des actions envers les scolaires et les associations, il faudra plus pour gommer sa réputation de produit chic débarqué dans la Ville rose.

Michel Guerrin

PRINTEMPS DE SEPTEMBRE À TOULOUSE.
Tél. : 05-62-27-14-00. Jusqu'au 13 octobre. Nocturnes 4 et 5 octobre. Expositions Yoneda et Hido, Centre de photographie de Lecture.

Les nuits mauve et rouge de la Ville rose

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Le succès de ce Printemps de septembre, au-delà d'une programmation réussie, doit beaucoup aux « Nuits de Toulouse », soit la mise en lumière de la ville lors des deux temps forts du festival, les 27 au 29 septembre et les 4-5 octobre. Jean Lelievre, qui dirige la société Abax Communication, qui intervient également sur le festival Visa pour l'image de Perpignan, après avoir travaillé sur celui d'Arles, en est le chef d'orchestre. « Quand ce festival se trouvait à Cahors, on allumait une bougie et ça se voyait. Toulouse est trop grande pour en faire une ville lumière, il faudrait des fortunes pour traduire l'impression de foule. Plutôt que de se disperser, nous avons centré nos efforts sur le quartier des expositions, les quais de la Garonne, l'Hôtel-Dieu, le Pont-Neuf, le pont Saint-Pierre. Mais aussi tous les sites d'expositions. »

Ces sites sont remarquablement mis en lumière par Laurent Fachard, éclairagiste à Lyon. « Nous avons décidé de mettre de la couleur à outrance autour de la Garonne : du rouge, du violet, du vert, un pont en rouge, l'autre en mauve », affirme Jean Lelievre, qui en profite pour s'indigner. « Pour-

quoi ne voit-on aucune couleur dans les villes la nuit alors qu'elles existent le jour ? J'aimerais que des maires se promènent à Toulouse et se demandent pourquoi ils ne remplaceraient pas la lumière jaunasse des lampadaires par des couleurs. Lyon est la seule ville à l'avoir fait, et encore partiellement, puisque seuls les arbres du parc de Gerland sont éclairés en bleu par Laurent Fachard – ça donne un vert intéressant. En fait, les élus ne pensent qu'à une chose : éclairer les trottoirs avec cette lumière jaunasse partout utilisée, qui dure longtemps et éclaire. Toutes les villes ou presque éclairaient avec ça. Sauf à Lyon, où ils recherchent des blancs bleutés. » Jean Lelievre rêve de la Ville rose éclairée la nuit entièrement en rose : « C'est la couleur qui marche parfaitement, celle qui restitue le mieux les couleurs du jour. A partir d'un moment, les objets retrouvent un à un leurs couleurs. »

PONT-NEUF ET HÔTEL-DIEU

Mais l'intervention la plus spectaculaire est la projection, entre deux arcades du Pont-Neuf, « le plus beau de la ville », d'une image « flottante », sur une surface de 35 mètres de large et de 15 mètres de haut, au-dessus de la Garonne. Lelievre rêvait d'installer un rideau

d'eau tombant du pont. « Je n'ai pas trouvé une société en Europe assez gonflée pour le faire. Donc l'eau est projetée vers le haut tout en épousant l'arche. » Les cinquante photos en noir et blanc, prises au sténopé, légèrement floues, sont projetées par un canon à images situé à 250 mètres du pont. L'Hôtel-Dieu enfin, qui domine la Garonne, affirme sa présence délicate au moyen de trois cents petites lumières rouges clignotantes.

M. G.

Le Monde vous invite...

... au cinéma

pour découvrir le nouveau film de Michael Moore

"BOWLING FOR COLUMBINE"

PRIX DU 55^e FESTIVAL • CANNES 2002

BOWLING FOR COLUMBINE

UN FILM DE **MICHAEL MOORE**

9 OCTOBRE

Les informations recueillies à cette occasion sont exclusivement destinées au Monde et à ses partenaires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant (art. 27 de la loi Informatique et Libertés).

téléphonez au **01-42-17-38-95**
ce mercredi 2 octobre de 15 heures à 17 heures (125 places)
et jeudi 3 octobre de 14 heures à 16 heures (125 places)

Théâtre de la Ville
PARIS

SAM. 5 OCT. 17H AUX ABBESSES
Marc Coppey
Nicolas Angelich violoncelle
piano
CHOPIN - LISZT - RACHMANINOV

31 RUE DES ABBESSES PARIS 18
01 42 74 22 77
www.theatredelaville-paris.com

Exposition L'engagement juif dans la Grande Guerre



PÉRONNE « Notre directeur et tous nos rédacteurs ayant rejoint ou devant incessamment rejoindre leur poste de mobilisation, la parution de notre revue est suspendue. » Cet encadré est publié à la fin du numéro d'août 1914 de *L'Univers israélite*. La brochure est exposée dans une vitrine de l'Historial de Péronne, qui organise une exposition : « Les Juifs dans la Grande Guerre ». Cette brève information est très représentative de l'état d'esprit de cette communauté religieuse dans toute l'Europe. Un million et demi de ses membres montèrent au front, à l'Est comme à l'Ouest, sans rechigner,

partageant les mêmes enthousiasmes patriotiques. « Ils s'en sont donné du mal pour les patries, dans cette guerre-là, les juifs », reconnaît Pierre Drieu La Rochelle, dans sa *Comédie de Charleroi* – on sait que cet écrivain, ancien combattant de 14-18, sombra dans l'antisémitisme.

A travers cent cinquante documents, les commissaires de l'exposition Thomas Compère-Morel et Philippe Landau, conservateur au consistoire de Paris, s'attachent plus particulièrement aux communautés française et allemande. La première, forte de 180 000 âmes, souvent déjudaïsée, très attachée à la République qui l'avait émancipée, sortait de la traumatisante affaire Dreyfus. Elle endossa néanmoins l'uniforme sans faiblir et reprit les mots d'ordre nationalistes du jour. Dans les synagogues, les rabbins appellent la justice divine à venir en aide aux armées. Les feuilles antisémitiques qui stigmatisaient les juifs « *profiteurs de guerre* » ou « *planqués* » en furent pour leurs frais. Mieux, fin août 1914, sur 30 000 juifs immigrés – non titulaires d'un passeport français –, 8 500 personnes s'engagèrent dans l'armée française. Ils représentaient le tiers des volontaires étrangers.

A Péronne, on peut voir une photo où les aumôniers militaires des différentes religions posent pour *L'Illustration* : le rabbin figure aux côtés d'une brochette de religieux en uniforme, pasteurs et prêtres catholiques. Le peintre Lévy-Dhurmer immortalise d'ailleurs un de ces aumôniers juifs, Abraham Bloch, qui allait périr sur le front. On le voit présentant un crucifix à un combattant catholique agonisant. Ce tableau, symbole de l'Union sacrée, figure en bonne place à l'Historial : il allait être repro-

duit des centaines de fois. En France – comme en Allemagne –, les intellectuels juifs se livrent à une surenchère patriotique, du philosophe Bergson au sociologue Durkheim, qui allait d'ailleurs perdre son fils, tué au combat. Ceux qui s'élèvent contre la guerre sont rares.

Si l'antisémitisme est toujours vivace dans les rangs russes, perceptible en Allemagne, comme le révèle une enquête de 1916, il est quasiment inexistant dans les armées britannique, française et italienne. Après la paix, le souvenir de cet engagement va rester vif dans la communauté française. Pourtant, on sait que l'antisémitisme va renaître dans toute l'Europe, avec l'exacerbation des nationalismes. En France notamment. Un peu plus de vingt ans après le traité de Versailles, Vichy et le héros de Verdun allaient renier l'Union sacrée. Les juifs de la Grande Guerre en restent stupéfaits. On peut lire, à l'Historial, la lettre indignée envoyée en octobre 1940 par un ancien combattant israélien au ministre de l'intérieur Peyrouton, son ancien camarade de tranchée, au moment où les premières mesures antisémitiques sont promulguées par Pétain. Le pire est à venir.

Emmanuel de Roux

Les Juifs dans la Grande Guerre, Historial de la Grande Guerre, château de Péronne, Péronne (Somme). Tél. : 03-22-83-14-18. Du mardi au dimanche de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 31 mars. De 1,25 € à 2,50 €. Catalogue, éd. Historial, 64 p., 19 €. Les Juifs de France et la Grande Guerre, un patriotisme républicain, de Philippe Landau, éd. CNRS, 293 p., 24,39 €. Photo : tableau de Lévy-Dhurmer, 1917. © Collection Musée d'histoire contemporaine. BDIC.

THÉÂTRE • « L'Enfant Do », de Jean-Claude Grumberg, n'évite pas les lieux communs

Sous le regard d'un ours en peluche, chronique d'une famille cabossée

IL Y A, comme ça, des idées de décor qui pourraient presque vous sauver une mise en scène. Quand la lumière se fait sur le plateau du Théâtre Hébertot, le public découvre, avec des « Oh ! » et des « Ah ! » ébahis, un énorme ours en peluche posé sur la scène. Plus tard, le ventre et les pattes de l'ours s'ouvriront sur les lieux où se déroule cette « *chronique familiale optimiste et dérisoire en forme de berceuse fin de siècle, hommage d'un auteur pessimiste aux héros qui – malgré tout – continuent à faire des enfants afin que le monde se perpétue* », selon les mots de son auteur, Jean-Claude Grumberg.

Soit donc un jeune couple (Olga Grumberg et Jonathan Zaccà), lui nanti d'une maman juive sépharade haute en couleurs, « *la dernière à hacher encore l'aubergine à la main* », ce qui n'est pas rien (Chantal Neuwirth, qui parvient à rendre émouvant un personnage caricatural) ; elle dotée d'un papa ashkénaze profil « bourru mais gentil », qui tient de grandes conversations métaphysiques avec l'ours en peluche de son petit-fils (François Berléand, tout aussi excellent).

pés. Tout le monde s'engueule, dans tous les sens, mais, dans le fond, il y a beaucoup d'amour. Ouf !

Jean-Claude Grumberg a rajouté un peu de sociologie (le père du bébé est au chômage et boit pour oublier ; la mère travaille dans un lycée de banlieue « *difficile* ») dans cette gentille chronique qui semble avoir été inspirée par les pages « *vie d'aujourd'hui* » de Marie-Claire ou de *Cosmopolitan*. Malgré quelques jolies idées, quelques moments drôles (les duos entre Neuwirth et Berléand, et particulièrement la scène où ils sont censés raconter devant une caméra la manière dont ils ont survécu pendant la guerre, dans laquelle Grumberg se moque du « *devoir de mémoire* » mis à toutes les sauces), la mise en scène trop appuyée de Jean-Michel Ribes fait ressortir les lieux communs de la pièce.

Heureusement, il y a les ours en peluche, celui qui sert de conscience au grand-père et qu'on avait « *gagné au stand de tir de la Fête de L'Huma* », et celui qui a contenu toute cette histoire, immense, étrange, presque inquiétant.

Fabienne Darge

L'AMOUR SOUS LES DISPUTES

Au début, le jeune couple vient d'avoir un bébé, qu'il a été question d'abandonner après l'avoir « *enveloppé dans un célèbre journal du soir* », mais c'était une blague, sans doute. *L'Enfant Do* conte donc, au fil des saynètes, une histoire de famille de bric et de broc, de ces familles cabossées par la vie et par l'histoire, de ces enfants tiraillés entre des parents « *divorcés avant d'être mariés* » et des grands-parents qui gèrent comme ils peuvent leurs névroses de resca-

L'ENFANT DO, de Jean-Claude Grumberg. Mise en scène : Jean-Michel Ribes. Avec Chantal Neuwirth, Jonathan Zaccà, Alexandre Aubry, François Berléand, Olga Grumberg et Philippe Le Gall. Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, Paris-17^e. M^o Rome et Villiers. Tél. : 01-43-87-23-23. Du mardi au vendredi à 21 heures, samedi à 18 heures et 21 heures, dimanche à 15 heures. Jusqu'au 15 octobre. De 15 à 40 €.

Sélection disques rock

PETER GABRIEL

Up

Après *So* (1986), tentation pop à gros effets et *Us* (1992), aux ambiguïtés gâchées par la production, le nouvel enregistrement de Peter Gabriel comme chanteur est une belle surprise. Sur le plan vocal, Gabriel est ici à son point d'équilibre le plus passionnant entre une expression sombre et une sérénité de surface. Ses chansons sont redevenues des mélodies prenantes où les entrelacs instrumentaux (guitares saturées de l'école Robert Fripp, déchirures sonores aux claviers) servent un découpage précis. Il privilégie un monde musical étrange et dérangé (*Darkness, No Way Out, My Head Sounds Like That*) qui rejoint parfois les délicatesses de Robert Wyatt. L'utilisation parcimonieuse de sources traditionnelles comme les arrangements de cordes, cuivres ou chœurs sont à mettre au crédit supplémentaire de *Up* qui titille à de nombreuses reprises le grand œuvre que reste *The Lamb Lies Down on Broadway*, ultime collaboration de Gabriel avec Genesis au milieu des années 1970. – S. Si.

1 CD Virgin.

BRENDAN BENSON

Lapalco

Les anglo-saxons nomment ce courant « *power pop* » et il connut un succès éphémère dans les années 1970 avec des formations aujourd'hui oubliées, Big Star et Raspberries. Pour faire vite, l'énergie électrique des Who mêlée à la jolie mélodie des Beatles. Le malheur de Brendan Benson est d'insister avec ce deuxième album (après *One Mississippi*, en 1996) dans une veine qui ne garantit aucun succès commercial alors qu'elle offre paradoxalement de quoi émoustiller les tympans. Toujours épaulé par son complice Jason Falkner, un des plus talentueux compositeurs et multi-instrumentistes du moment (actuellement sans contrat), le Californien agence avec malice couplets accrocheurs et refrains euphoriques, à partir de guitares carillonnantes et de claviers martelés. *Lapalco* devient

ainsi un brillant hommage au McCartney de la période Wings (l'épatant *Tiny Spark* en ouverture), délesté de toute mièvrerie. – B. Lt

1 CD V2.

JAY-JAY JOHANSON

Antenna

Métamorphosé par une coupe de cheveux futuriste (teinte cuivrée, frange plaquée vers l'avant, pourtour dégagé, longueurs et pointes derrière), le crooner suédois du triphop romantique change aussi de cap musical après l'insidieux et hitcockien *Poison*. Le voici qui revisite, à la remorque d'autres (Zoot Woman, Playgroup), l'électro-pop distante et glaciale des années 1980. Sans s'interroger sur l'impérieuse nécessité de ce *revival*, on constate ici que Jay-Jay Johanson sacrifie surtout son savoir-faire mélodique à des beats robotiques et que son inspiration se laisse progressivement engloutir par les machines. A de rares exceptions près (le single *On The Radio*), *Antenna* est un album crispé et désincarné, qui semble déjà condamné à l'obsolescence. – B. Lt

1 CD BMG.

QUEEN ADREENA

Drink Me

A lui seul, le titre d'ouverture mériterait une chronique, *Pretty Like Drugs*, concentré vertigineux de violence délétaire. Katie Jane Garside, l'inquiétante lolita de ce groupe anglais, y dérape comme une PJ Harvey ou une Björk encore mineures. Cisailé par des hurlements de guitares, matraqué par une basse titanesque et la redoutable efficacité des effets de dynamique, son chant fragile et extatique ressemble autant à un appel à l'aide qu'à une célébration de la débauche. Comparée à cette entrée en matière, la suite de ce deuxième album serpente plus laborieusement entre crise de nerfs et minauderies malsaines. Des comptines comme *My Silent Undoing* ou *Desert Lullaby* valent le détour. Mais rien n'atteint l'intensité de l'explosion initiale. – S. D.

1 CD Rough Trade/P.I.A.S.

Séverine Caneele, ouvrière actrice

Après son prix d'interprétation à Cannes, en 1999, elle était retournée à l'usine.

On la retrouve aujourd'hui dans « Une part du ciel », un film de Bénédicte Liénard

DEBOUT au centre du bar de ce cinéma lillois, bien campée sur ses jambes, elle répond à toutes les questions avec le même naturel, la même assurance tranquille ; sourit sans se démonter à la spectatrice éperdue d'admiration qui vient de comparer son jeu à celui de Robert De Niro. Dans la vie, comme sur l'écran, Séverine Caneele fait preuve d'une aisance stupéfiante. Difficile de croire que le rôle qu'elle tient dans *Une part du ciel*, le film de Bénédicte Liénard dont elle est venue assurer la promotion, n'est que le deuxième de sa jeune carrière d'« ouvrière-actrice ».

Séverine et le cinéma se sont rencontrés un beau jour de janvier 1998. Par le plus grand des hasards. Elle conduisait des chariots élévateurs en usine et le réalisateur norvégien Bruno Dumont, qui cherchait « une gueule » pour incarner Domino, l'héroïne de son deuxième film *L'Humanité*, l'a repérée « sur dossier » dans les fiches d'une société d'intérim d'Hazebrouck, petite ville du cœur de la Flandre française. « J'ai d'abord cru à une blague », se souvient-elle. L'été suivant, elle remportait le prix d'interprétation féminine à Cannes (partagé avec Emilie Duquesne dans *Rosetta*). Sans bien comprendre ce qui lui arrivait. « Je ne connaissais rien au cinéma et, pour moi, ce tournage était juste un boulot comme un autre », dit-elle. Un « boulot » dont, visiblement, elle a très vite acquis la maîtrise.

Les acteurs débutants ne résistent pas toujours à ce genre d'aventure. Mais Séverine ne croit pas aux contes de fées, fussent-ils cannois : « Pour les jeunes de chez nous, la règle, c'est la survie par le boulot. » Forte de ce principe, les spots à peine éteints, elle refuse un petit rôle que Dominique Cabrera lui offrirait pour retrouver Hazebrouck, l'usine et ses camarades d'atelier. Elle en profite pour épouser son compagnon, Josian, ouvrier comme elle (il est couvreur) et concevoir leur fils, Romain, aujourd'hui âgé de 2 ans. « Ce furent deux très belles années », sourit-elle. Mais les ponts avec le cinéma ne sont pas vraiment coupés : entre deux intérim à l'usine, elle sillonne la France et court les capitales du monde entier en compagnie de Bruno Dumont pour défendre *L'Humanité*. La polémique qui suivit sa récompense cannoise lui ayant laissé un goût amer, elle avait la ferme intention de retrouver les caméras, ne serait-ce qu'une fois. « C'était important pour me rendre crédible vis-à-vis des professionnels, mais aussi de moi-même. »

BIOGRAPHIE

► **1974**
Naissance à Neuve-Eglise (Belgique).

► **1999**
Prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes pour « L'Humanité », de Bruno Dumont.

► **2002**
« Une part du ciel », de Bénédicte Liénard.

Bénédicte Liénard, ancienne assistante de Raymond Depardon et des frères Dardenne, lui en donne l'occasion en lui offrant le rôle de Joanna, jeune ouvrière incarcérée à la suite de violences lors d'un conflit social. « Un rôle de battante qui n'a pas peur de crier ce qu'elle pense. J'ai dit oui tout de suite. » La réalisatrice belge avait, certes, écrit le rôle pour elle, mais la partie n'était pas gagnée d'avance. La Domino de *L'Humanité* était une fille du peuple, solide Flamande taiseuse, au corps lourd et sensuel. Dans le rôle de Joanna, Séverine Caneele dégage la même présence, très physique. Mais la comparaison s'arrête là. Joanna est surtout une révoltée nettement plus éloignée, en apparence, de la personnalité de Séverine.

« PUISSANCE INCROYABLE »

« Elle s'est coulée dans la peau de Joanna d'une manière incroyable, raconte Bénédicte Liénard, visiblement conquise. Un étonnant travail d'actrice. Au point que les surveillantes de la prison où nous tournions l'ont, un soir, remise en cellule avec les détenues. » Selon elle, Séverine Caneele est une actrice-née. « Elle possède une puissance cinématographique incroyable, une tension intérieure très particulière, sorte de brutalité sans violence. Quand une caméra est posée sur Séverine, il se passe quelque chose de rare ; Pialat aurait

eu un grand bonheur à la filmer. » Des caractéristiques qui, ajoute la réalisatrice, sont servies par un étonnant instinct du jeu : « C'est une antenne grande ouverte vers les autres ; elle pose peu de questions, mais comprend et apprend très vite grâce à une intelligence intuitive doublée d'une grande connaissance de la vie. »

Sereine face aux compliments, Séverine Caneele n'explique pas. Elle préfère parler d'échange, de rencontres, comme celles des détenues de la prison belge de Lantin qui ont joué leur propre rôle à ses côtés. « Au début, j'avais peur. Mais, très vite, j'ai vu non plus des détenues, mais des femmes magnifiques, très gentilles, qui m'ont ouvert la porte de leur cellule comme elles l'auraient fait pour celle de leur maison. Elles m'ont raconté leur vie et nous sommes vite devenues très amies. Ce tournage, pour elles, c'était un peu de liberté. Bella, qui était emprisonnée depuis sept ans, a dû jouer sa libération. Elle est vraiment sortie un an plus tard, juste avant Cannes. C'est magique, le cinéma ! »

Elle recommencera, c'est certain, mais n'en est pas moins déterminée à retourner à l'usine. Par instinct de conservation, d'abord : « C'est une sécurité, je sais qu'il y a quelque chose derrière en cas de besoin ; nous avons le projet d'acheter une maison et ce n'est pas avec le seul salaire de Josian que

nous pourrions nous en tirer. » Mais aussi par goût. L'usine représente aussi ses racines, le lieu qui lui permet de s'ancrer dans la réalité, d'éviter de se perdre dans le monde rêvé du cinéma. « C'est ma vie et je l'aime, même si le boulot n'est pas drôle tous les jours. J'adore aussi raconter ce que je fais. Au passage, je peux donner un peu de rêve et d'espoir à mes camarades de travail : j'y ai touché, donc ce n'est pas inaccessible. » Cette « double vie » que permet le travail en intérim lui est aussi précieuse pour son nouveau métier. « Je peux passer d'un milieu à un autre, dit-elle, puiser dans ces rencontres de la force, des exemples sur lesquels m'appuyer pour le cinéma. » Ce qui explique, peut-être, pourquoi elle n'envisage pas, pour l'instant, de prendre des cours. « J'ai envie de jouer avec mes tripes, ce que je connais de moi, de mes limites, dit-elle. Pas de réciter une leçon. »

« Elle est en route, elle a encore beaucoup de choses à montrer », assure Bénédicte Liénard. Un avis partagé, selon elle, par David Cronenberg, président du jury à Cannes en 1999 qui, s'il n'a pas rencontré Séverine cette année, est venu voir discrètement *Une part du ciel*. « Pour vérifier qu'il ne s'était pas trompé sur son compte. Et il est reparti rassuré. »

Jean-Paul Dufour



JEAN-PAUL DUFOUR

— DOMINIQUE DHOMBRES —

Hypnose

IL FALLAIT veiller tard, mardi soir sur Arte, mais le jeu en valait la chandelle. La chaîne franco-allemande diffusait à une heure pas croyable *Obsession*, de Brian De Palma, le film il est vrai le plus hypnotique de toute l'histoire du cinéma américain. La façade géométrique d'une église de Florence, dont on retrouve le motif sur un monument funéraire solitaire, construit au beau milieu d'un vaste terrain en friche à La Nouvelle-Orléans, est une vision obsédante à souhait. En 1976, Brian De Palma imitait ouvertement Hitchcock, en particulier *Vertigo* et *Rebecca*.

Mais, sans s'en rendre compte peut-être, il aboutissait à une œuvre totalement nouvelle, où certaines scènes sans cesse répétées, comme dans un rêve, finissent par créer une impression d'étrangeté comme on en voit rarement au cinéma.

L'histoire est complètement invraisemblable. Elle commence en 1959 à La Nouvelle-Orléans, avec la somptueuse réception donnée, pour le dixième anniversaire de leur mariage, par Michael et Elizabeth Courtland, la « fine fleur du nouveau Sud », dans leur immense maison avec balcon en fer forgé à la française. Il faut être attentif pour saisir le mouvement d'un ser-

veur qui montre un instant un revolver dissimulé sous sa ceinture. Le geste est destiné à Robert La Salle, l'associé de Michael dans de vastes affaires immobilières. Lorsque la fête est finie, des gangsters patibulaires jusqu'à la caricature enlèvent Elizabeth et la fille du couple, Amy, âgée de neuf ans. Une rançon de 500 000 dollars est réclamée. L'opération montée par la police se solde par la mort d'Elizabeth et, croit-on, celle d'Amy. En réalité, la fillette a survécu. Robert La Salle, cerveau du rapt, la fait élever secrètement en Italie, à Florence. Il s'en sert, seize ans plus tard, pour une tortueuse machination visant à faire de lui, enfin, l'unique propriétaire du fameux terrain. Comme de juste, le méchant porte le nom, et même le prénom, d'un Français, explorateur du continent américain, mort en Louisiane en 1687.

Sur cet improbable scénario, De Palma a construit un édifice aussi inquiétant que le monument funéraire édifié à la mémoire d'une épouse morte et d'une fillette toujours vivante, devenue une femme, dont le mari inconsolable, le père éploré, va s'éprendre. Cliff Robertson, qui joue le rôle de Michael, a le regard fixe pendant la plus grande partie du film. Il est sous hypnose. Comme nous.

TÉLÉVISION

Rosi, révélateur et visionnaire

Au printemps de cette année, Francesco Rosi, 80 ans, était consacré docteur honoris causa à la Sorbonne. Quelques semaines plus tard, il évoquait auprès de Jean-Jacques Bernard près d'un demi-siècle d'un parcours cinématographique cheillé aux zones les plus troubles de l'histoire politique et sociale de l'Italie du XX^e siècle — notamment à travers les rapports, d'une « confusion anxieuse », entre pouvoirs légaux et Mafia —, et à leurs retentissements contemporains. Ces conversations, intitulées *Francesco Rosi, un homme contre*, éclairaient précieusement la rétrospective de films rarement diffusés proposée par CineCinema Classic (en multidiffusion jusqu'à la mi-octobre) : *Le Défi* (*La Sfida*, premier long métrage réalisé en 1958 et donné ce soir à 23 h 15) ; *Main basse sur la ville* (1963) ; *La Belle et le Cavalier* (1967) ; en ouverture de cette soirée) ; enfin *Le Christ s'est arrêté à Eboli* (1979). Elles remettent également en perspective la portée révélatrice, inédite à l'époque, d'une œuvre rigoureuse née dans le giron de « l'exigence éthique et morale » du néoréalisme. D'une lucidité et d'une acuité qui n'ont rien entravé l'optimisme de Rosi, apologiste de l'Italie résistante d'aujourd'hui. — Val. C.

« Soirée Francesco Rosi », jeudi 3 octobre, 20 h 45, CineCinema Classic. Vendredi 4, à 21 heures : « Le Christ s'est arrêté à Eboli », suivi de « Main basse sur la ville » et de la rediffusion de *Pentretien*.

JEUDI 3 OCTOBRE

► Court-circuit à Sciences-Po

15 h 40, France 5
La réalisatrice Virginie Linhart a suivi l'entrée des élèves issus de zone d'éducation prioritaire (ZEP) à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po).

► Ressources humaines

20 h 45, Arte
Itinéraire d'un jeune cadre découvrant que l'usine où il travaille se prépare à licencier

plusieurs personnes, dont son père. Un film de Laurent Cantet.

► Théma « Terre promise »

22 h 30, Arte
Deux documentaires : le passionnant *San Nicandro*, de Pierre-Henri Salfati et Alexandra Pizarro, sur un petit village des Pouilles qui s'est converti au judaïsme dans les années 1930, et *La Loi du retour*, de Pierre-Henri Salfati, sur cette loi qui, en 1948, donnait une définition juridique de la judéité.

RADIO

JEUDI 3 OCTOBRE

► Concert

20 h 00, France Musiques
Donné le 22 septembre à la Cité de la musique à Paris par l'Orchestre philharmonique de Radio France sous la direction de Myung-Whun Chung : *Symphonie n° 6 op. 68 Pastorale*, de Beethoven ; *Alcyon*, fable symbolique de Schoeller avec Lambert Wilson comme récitant, et *La Mer*, de Debussy.

► Surpris par la culture

22 h 30, France Culture
Adrien Walter traite le dossier « Discriminations, ouvrons les yeux », une campagne mise en place par le MRAP en octobre

2000 qui a incité de nombreuses victimes à se faire connaître.

► Ondes de choc

23 h 30, France Inter
Quatrième et dernière soirée en compagnie de Mark Knopfler, le créateur du groupe Dire Straits, qui vient de sortir son nouvel album, *The Ragpicker's Dream*. Il est interviewé par Laurent Lavigne.

► Du jour au lendemain

00 h 00, France Culture
Alain Veinstein reçoit Pierre Vidal-Naquet pour son livre *Le Miroir brisé* (éd. Les Belles Lettres).

► Sous le soleil exactement

1 h 30, France Inter
Serge Le Vaillant reçoit David Hallyday pour son nouvel album, *Révélation*.

NUIT BLANCHE du 5 au 6 octobre 2002
Le Théâtre 14 et Théâtre Musique et Danse dans la Ville vous invitent

de 0 h 30 à 1 h 30 : **Anne le Fol**
Mari Kamamura (piano), David Lefort (ténor)
«De la couleur du ciel», spectacle lyrique et poétique : Strauss, Chopin, Fauré... et Tchekhov, Chateaubriand, Lamartine...

de 1 h 45 à 2 h 30 : **Manon Landowski**
Accompagnés au piano, des chansons de tendresse et d'humour qui se promènent dans une nostalgie d'enfance.

de 2 h 45 à 3 h 45 : **Annick Roux**
Des chansons et des textes de Francis Blanche, toute la palette des émotions de Francis Blanche passe par ce talent respectueux et admiratif.

de 4 h à 5 h : **Mistigri**
Un hommage à Francis Lemaire et à des chansons populaires que nous aimons : «Jolie môme», «Le déserteur», «Nini peu de chien»...

de 5 h 15 à 8 h 30 : **Lucy Harrison**
Chanteuse et comédienne, elle navigue entre le Ciel Roger Laveit et son propre répertoire de chansons pop et version acoustique.

Théâtre 14 Jean-Marie Serreau - 20, avenue Marc Sangnier - 75014 Paris
entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles

PIERRE GEORGES

La bourse ou l'école !

ON VOIT BIEN que sur ce sujet-là, pas facile et en même temps un peu trop facilement abordé dans un simulacre d'annonce, le gouvernement patine. L'absentéisme scolaire, phénomène réel, d'envergure et aux conséquences en chaîne évidemment très sérieuses, ne se résoudra pas par le seul décret, pas plus que par la seule loi. Et certainement pas davantage par quelque moulinet façon gros bâton répressif qui consisterait à frapper les parents au portefeuille, histoire de remettre leur progéniture insoumise dans le droit chemin des cours.

Ainsi ce fameux chiffre rond, sonnant et trébuchant, de 2 000 euros au quatrième accroc. Ce projet de projet d'esquisse d'amende imposé aux parents a été lancé un peu comme cela. Pour voir ? Pour dire ? Pour signifier que, dans son souci de rétablir ce que Xavier Darcos appelle « la paix scolaire » – donc nous sommes probablement en guerre –, le gouvernement fait preuve d'une fermeté et d'une détermination sans faille ?

2 000 euros. Pourquoi pas 3 000. Ou 1 000. Ou 4 000. Mystère ! 2 000 euros, c'est un chiffre qui devait bien sonner. Un chiffre rond, dans l'arithmétique comptable de la pédagogie répressive. Un chiffre rond et, de ce fait, repris en boucle sur toutes les radios, dans tous les journaux, comme une sorte de remède miracle ou de théorème souverain apportant sa solution à ce fléau à multiples équations. 2 000 euros, la bourse ou l'école !

Ainsi en est-il de l'arsenal répressif, comme du reste, qui consiste surtout à montrer sa force et sa loi pour n'avoir pas trop à s'en servir ! Donc, on peut supposer que le gouvernement, en son zèle débutant et démonstratif, a voulu signi-

fier qu'il pourrait le faire, à défaut de le mettre vraiment en application. Ou, plus probable encore, qu'il a, selon une méthode assez couramment pratiquée depuis quelque temps, lancé – laissé fuir – ce chiffre histoire de mieux mesurer les ronds et les vagues qu'il ferait en retombant dans l'eau.

Effet garanti. Ces 2 000 euros ont fait du bruit. Beaucoup de bruit. D'abord le chiffre lui-même, par son ampleur, aussitôt converti en équivalent-smic, presque deux. Or d'évidence, si l'on peut utiliser ce terme, il existe, et par millions, des « petits » parents comme il existe, en Bourse, ces fameux petits porteurs. Une amende représentant près de deux mois de salaire est plus qu'improbable, impossible. Et stupide. Sauf à laisser ces familles sans moyens de subsistance, au nom du principe de responsabilité parentale. Et à cet argument de simple bon sens, dont on veut supposer qu'il n'avait pas échappé aux têtes pensantes de ce projet ubuesque, ajouter le dénuement familial à la démission parentale, s'en ajoute d'autres, plus profonds. Si effectivement cette démission parentale existe et contribue d'évidence à l'ampleur extravagante et nocive du phénomène d'absentéisme scolaire, aucun enseignant, aucun parent, aucun responsable ne saurait soutenir raisonnablement qu'on va le résoudre par un coup de baguette, ou plutôt de bâton magique. Ces questions sont autrement plus complexes que cette seule réponse simplificatrice, règlement-règlement, répression-répression. C'est sans doute pour cela que, après son effet d'annonce, un objectif en soi, le gouvernement se donne désormais plus de temps pour réfléchir à la question comme aux solutions à ce vaste et sérieux problème.

HUANGSHAN (Chine)
de notre envoyée spéciale

Des pains de sucre émergent d'une mer de nuages, les silhouettes torturées de quelques conifères s'accrochent à leurs pentes. Tout petit et tout seul, au pied des monts, un vieux sage appuyé sur un gros bâton entame l'ascension. Voici les Huangshan, littéralement les « montagnes Jaunes », parmi les plus fameuses de la Chine ancienne, telles que les peintres de paysage les représentent depuis des siècles. Dès la dynastie des Tang (618-907 apr. J.-C.), des générations de poètes, de géographes et d'ermite sont venues goûter en ces escarpements granitiques le contact direct avec une nature impressionnante et sauvage.

Aujourd'hui, à moins de trois heures (avion puis taxi) de Shanghai, dans la province de l'Anhui, elles pourraient apparaître au voyageur fatigué de la foule et de la pollution des mégapoles chinoises comme une halte idéale, mêlant nature et solitude.

Mauvais plan ! Les Huangshan sont devenues un des hauts lieux touristiques les plus prisés des Chinois en vacances, une sorte de Mont-Saint-Michel en plus encombré. Ils sont des millions chaque année à faire, en groupes, le tour classique : arrivés par car de Shanghai la veille (12 heures de route), ils ont dormi dans un des complexes hôteliers des sources chaudes au pied des monts. Le lendemain matin, casquette rouge ou jaune vissée sur la tête, bâton de marche Huangshan acheté dans la boutique de l'hôtel et provisions pour la route, ils sont en ordre de marche derrière leurs guides.

En cette fin d'été, les érables commencent à rougir, et la fréquentation est maximale. Première station du chemin de croix du touriste : les 130 yuans (environ 20 euros, une fortune !) dont chacun doit s'acquitter pour avoir le droit de respirer l'air des cimes. Puis l'attente à la station du téléphérique qui, pour 66 yuans l'aller, transporte quelques centaines de mètres plus haut. Deux heures d'attente au minimum, précisent



Dans le brouillard, un des hauts lieux touristiques des Chinois en vacances.

les guides. Et dans une cohue impressionnante, oublient-ils d'ajouter.

Pour les agoraphobes, l'autre option est rude : 5 kilomètres d'escaliers vertigineux. A ne gravir qu'entre midi et 14 heures, quand les groupes qui n'ont pas pu se payer le téléphérique casse-croûtent. Sinon, ascension à la queue leu leu garantie – en slalom qui plus est –, car il s'agit d'éviter à la fois la colonne de ceux qui descendent en courant et les grappes humaines qui se photographient à chaque point de vue, en plein milieu des marches. Sans compter ces dizaines de jeunes gens qui portent la nourriture et les draps propres des touristes en montée, leurs poubelles en descente. Deux allers et retours par jour, à grimacer sous le poids des palanches.

Arrivés en haut, ces portefaix se dispersent vers les hôtels, et les randonneurs en goguette reprennent le dessus. Les boutiques à touristes



aussi. Estampes peintes en série, gadgets à coller sur son portable, « mao feng » (thé vert poussant dans la vallée) en vrac, et ponchos en plastique coloré. Car la brume qui fait tout le charme des Huangshan est au rendez-vous : épaisse, froide, humide, transformant la balade des groupes sur les kilomètres bien balisés du sommet en errances spectrales. Des pins surgissent parfois du coton de la brume.

Quelques minutes, juste le temps d'une photo, sont laissées aux touristes pour s'imprégner de la majesté des conifères, tandis que les guides hurlent des commentaires dans leurs mégaphones. Au moins le brouillard atténue-t-il les bruits, y compris les sonneries des téléphones portables. Sinon, la montagne résonnerait comme une cour de récréation. Tous ou presque passent la nuit en haut pour, le lendemain, jouir du spectacle de la mer de nuages. Les plus à l'aise descendent à l'Hôtel Beihai, l'établissement le plus proche de l'arrivée du téléphérique. Le premier prix s'affiche à 700 yuans (quelque 90 euros). Restent les dortoirs non mixtes, à la dure et sans sanitaires, pour le gros de la troupe. Coucher à 20 heures, car il n'y a rien à faire une fois la nuit tombée. Mais lever dès 5 heures pour ne pas louper une miette de l'aube au point de vue du « *singe admirant la mer* » ou au « *pavillon du rassemblement des nuages* ».

Pas de chance : en ce matin de septembre, le brouillard est plus épais encore que la veille. Les groupes de touristes s'en vont pourtant, vaillamment, dans leurs ponchos trempés de la veille, admirer des gouffres invisibles, à cause du brouillard, sur des ponts jetés au-dessus du vide. Dernière station à la boutique de souvenirs pour acquérir la médaille dorée Huangshan, à porter sur la poitrine pour prouver qu'on y était. A 10 heures, c'est déjà l'heure d'entamer la descente.

Cécile Ducourtieux
(Le Monde interactif)IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

La maison indivise

ON EN PARLAIT depuis vingt ans ; il y a cinq ans, la chose fut déclarée urgente ; tous conviennent aujourd'hui qu'on ne peut plus attendre et qu'il faut faire quelque chose, mais quoi ? Il s'agit d'une maison indivise entre plusieurs héritiers. La bâtisse est vieille, mal distribuée ; au cours des âges, on a juxtaposé au corps principal des pièces et des morceaux qui offensent l'harmonie et gênent la circulation. Lorsque la

famille est rassemblée, chacun se plaint du logement qui lui échoit : celui-ci trouve qu'il pleut dans sa chambre et qu'elle détient le record des gouttières ; cet autre est à peu près au sec, mais le plafond est bas et le toit mansardé ; un troisième se juge sacrifié parce qu'il est relégué dans une aile éloignée et que les souris mènent le bal au-dessus de sa tête. Les héritiers, en vingt ans, ont délibéré cent fois, mais

n'ont pu se mettre d'accord. Aux dernières nouvelles il paraissait possible qu'une entente se fit sur le remplacement de la cuisinière à bois par une cuisinière à charbon. Cette histoire n'a aucun lien avec l'actualité ; sinon avec la réforme fiscale... la réforme constitutionnelle... et toutes les réformes de structure.

Pierre Audiat
(3 octobre 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



de 5 au 6 octobre. Séquence spéciale.

■ **Nuit blanche.** Le guide *aden* a sélectionné une série d'événements à l'occasion de la Nuit blanche à Paris du 5 au 6 octobre. Séquence spéciale.

■ **Internet.** Dans quelle mesure Internet change-t-il nos modes de vie ? Les sages de l'Oxford Internet Institute se penchent sur le Web.

■ **Education.** Retrouvez le sommaire du *Monde de l'éducation* et des extraits d'articles et de dossiers du mensuel.

CONTACTS

► **RÉDACTION**
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;
téléc : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 24

► **CHANGEMENT D'ADRESSE ET SUSPENSION :**
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies :
<http://interactif.lemonde.fr>
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

► **Marché de l'emploi :**
<http://emploi.lemonde.fr>
► **Site éducation :** <http://educ.lemonde.fr>
► **Marché de l'immobilier :**
<http://immo.lemonde.fr>
► **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>
► **COLLECTION**
Le Monde sur CD-ROM :
01-44-09-43-21
Le Monde sur microfilms :
03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-44-97-54-54
En vente : « A Bagdad, chez Saddam ».

► Tirage du *Monde* daté mercredi 2 octobre 2002 : 511 443 exemplaires.
Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « *aden* ».

le spécialiste du voyage à la carte et du voyage "sur mesure"

Voyageurs

DU MONDE

vdm.com

→ Choisissez votre voyage à la carte
→ Consultez nos promotions
→ Commandez nos brochures

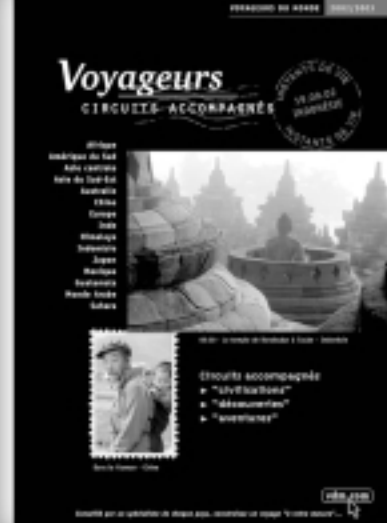


Voyageurs PARIS
01 42 86 16 00
Voyageurs LYON
04 72 56 94 56
Voyageurs MARSEILLE
04 96 17 89 17
Voyageurs TOULOUSE
05 34 31 72 72
Voyageurs RENNES
02 99 79 16 16
Voyageurs NICE
1^{er} trim. 2003

■ 19 brochures spécialisées par destinations, exclusivement consacrées à nos séjours et nos voyages en individuel. (dans lesquelles ne figurent donc plus nos circuits accompagnés)

■ Une seule brochure spéciale *Circuits Accompagnés* pour l'ensemble de nos destinations...

✂ Renvoyez ce coupon à VOYAGEURS DU MONDE - service documentation : 55 rue Sainte Anne, 75002 Paris



NOUVEAUTÉ 2003

BROCHURE SPÉCIALE
CIRCUITS ACCOMPAGNÉS 2003
(sur toutes nos destinations)

CIRCUITS 2003

JE SOUHAITE RECEVOIR LA BROCHURE THÉMATIQUE CIRCUITS ACCOMPAGNÉS SUR TOUTES NOS DESTINATIONS.

JE SOUHAITE RECEVOIR L'UNE DE VOS 19 BROCHURES, SÉJOURS ET VOYAGES EN INDIVIDUEL, SPÉCIALISÉES PAR DESTINATIONS.

<input type="checkbox"/> Afrique	<input type="checkbox"/> Chine	<input type="checkbox"/> Grèce	<input type="checkbox"/> Mexique / Am. Centrale
<input type="checkbox"/> Amérique du Sud	<input type="checkbox"/> Extrême-Orient	<input type="checkbox"/> Italie	<input type="checkbox"/> Monde Arabe
<input type="checkbox"/> Asie Centrale	<input type="checkbox"/> Etats-Unis/Canada	<input type="checkbox"/> Les îles	<input type="checkbox"/> Maroc
<input type="checkbox"/> Asie du Sud-Est	<input type="checkbox"/> Europe	<input type="checkbox"/> Inde et Himalaya	<input type="checkbox"/> Egypte et sur le Nil
<input type="checkbox"/> Australie	<input type="checkbox"/> France	<input type="checkbox"/> Indonésie et Malaisie	

(*Envoi gratuit limité à 2 brochures. Au delà, merci de joindre 2 € par chèque à l'ordre de Voyageurs du Monde.)

NOM :

PRENOM :

tél :

e-mail :

adresse :

code postal :

ville :